

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LUTTES D'AUTODÉTERMINATION POLITIQUE EN ASIE : ANALYSE
SOCIOHISTORIQUE COMPARÉE DES FORMES DE MOBILISATIONS
POLITIQUES DES MOUVEMENTS TIBÉTAIN ET CACHEMIRI
ENTRE 1904 ET 1989

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SOCIOLOGIE

PAR
MARWAN ATTALAH

AVRIL 2021

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.04-2020). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Avant toute chose, je tiens grandement à remercier mon directeur de recherche, Frédéric Guillaume Dufour, qui m'a guidé pendant tout le processus d'écriture, de la conception du projet à sa réalisation, mais qui m'a aussi appris, par sa propre rigueur intellectuelle et académique, les bases de la recherche universitaire. Les cours de sociologie politique et historique se sont avérés indispensables à la concrétisation de ce mémoire et à ma propre formation intellectuelle.

Je tiens tout particulièrement à remercier ma sœur, Sihem, qui m'a également soutenu pendant tout le processus de recherche et d'écriture, à travers ses relectures minutieuses et son expertise théorique. Je n'y serais pas arrivé sans elle. Je tiens aussi à remercier ma copine, Estelle, qui, malgré ses propres recherches, a passé de longues heures à relire les différentes versions de ce travail et à rendre intelligibles mes propos abscons. Je remercie également mes colocataires, mon frère Sabri et notre chat Babouche. Sans leurs blagues et leur bonne humeur, j'aurais sûrement fini ce travail plus vite. Je remercie également mes parents, Sadia Hnine et Malek Attalah, pour m'avoir poussé à changer radicalement de voie et à poursuivre des études en sociologie.

Je tiens aussi à remercier Mathieu Boisvert, qui a su cultiver et enrichir mes connaissances sur l'Inde, mais aussi nourrir mes intérêts de recherche pour ce pays pendant tout mon parcours à l'UQÀM. Et finalement, je remercie les professeur.e.s Laurent Jérôme et Anne-Marie Colpron, qui m'ont initié à la recherche anthropologique et approfondi mes connaissances sur les enjeux autochtones contemporains.

TABLES DES MATIÈRES

| | |
|--|-----|
| REMERCIEMENTS..... | i |
| LISTE DES FIGURES..... | v |
| LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES | vi |
| RÉSUMÉ | vii |
| INTRODUCTION | 1 |
| CHAPITRE I : | |
| AUTODÉTERMINATION, NATIONALISME ET MOUVEMENTS SOCIAUX .. 10 | |
| 1.1 État de la littérature..... | 10 |
| 1.1.1 Études Cachemiries et Études Tibétaines | 10 |
| 1.2 Considérations théoriques et conceptuelles..... | 19 |
| 1.2.1 Nationalisme et identité | 19 |
| 1.2.2 Définir les mouvements d'autodétermination..... | 23 |
| 1.2.3 Identifier les formes de l'action politique | 26 |
| 1.2.4 Analyser les mobilisations | 30 |
| 1.3 Modélisation de la recherche | 40 |
| 1.4 Périodisation | 44 |
| CHAPITRE II : | |
| DES ÉTATS ET DES HOMMES : COLONIALISME ET LE « GRAND JEU » EN ASIE..... 45 | |
| 2.1 L'État princier du Jammu-et-Cachemire : 1946 – 1947 | 45 |
| 2.1.1 La naissance d'un mouvement : 1925 – 1938 | 45 |
| 2.1.2 Un front désuni : 1938 – 1947 | 50 |
| 2.2 Le Tibet, État lamaïste : 1904 – 1949..... | 54 |
| 2.2.1 Lire et écrire l'histoire du Tibet | 54 |
| 2.2.2 Le religieux et le politique au Tibet | 56 |
| 2.2.3 La fin du règne du XIII ^{ème} dalaï-lama : 1904 – 1933..... | 58 |

| | | |
|--|---|-----|
| 2.2.4 | <i>Interregnum</i> et réincarnation : 1933 – 1949..... | 63 |
| 2.3 | Conclusion..... | 66 |
| CHAPITRE III : | | |
| TERRITOIRES CONTESTÉS ET TERRITOIRES OCCUPÉS | | |
| 3.1 | Le Jammu-et-Cachemire, État divisé : 1947 – 1989 | 68 |
| 3.1.1 | Clivages et Partition : 1947 – 1950..... | 69 |
| 3.1.2 | La National Conference au pouvoir : 1950 – 1953..... | 74 |
| 3.1.3 | L'émergence du <i>Plebiciste Front</i> : 1955 – 1965..... | 78 |
| 3.1.4 | La guerre indo-pakistanaise et ses conséquences : 1965 – 1975 | 82 |
| 3.1.5 | Espoir et rupture : 1975-1987 | 83 |
| 3.1.6 | Les opérations secrètes : 1965 – 1987..... | 88 |
| 3.1.7 | <i>Hum kya chahte? Azadi!</i> : 1987 – 1989 | 91 |
| 3.2 | Le Tibet, une lutte internationale : 1949 – 1989..... | 92 |
| 3.2.1 | Intégration et coercition : 1949 – 1959 | 93 |
| 3.2.2 | La résistance tibétaine : 1952 – 1974..... | 100 |
| 3.2.3 | Le Gouvernement Tibétain en Exil : 1959 – 1970..... | 105 |
| 3.2.4 | Relations avec les Nations-Unies : 1950 – 1970..... | 107 |
| 3.2.5 | Vent de réforme et nouvelle voie : 1964 – 1989..... | 109 |
| 3.1 | Conclusion..... | 114 |
| CHAPITRE IV : | | |
| COMPRENDRE LE MILITANTISME DANS LES MOUVEMENTS | | |
| D'AUTODÉTERMINATION | | |
| 4.1 | Expliquer les variations dans la mobilisation | 115 |
| 4.2 | Nationalismes, idéologies et militantismes | 122 |
| 4.3 | Résumé des arguments | 131 |
| CONCLUSION..... | | |
| 5.1 | Retour critique sur la recherche..... | 135 |
| 5.2 | Apports et limites de l'analyse | 140 |
| ANNEXE A | | |
| ANNEXE B..... | | |
| | | 144 |

| | |
|---------------------|-----|
| ANNEXE C..... | 145 |
| ANNEXE D | 146 |
| APPENDICE A | 147 |
| BIBLIOGRAPHIE | 149 |

LISTE DES FIGURES

| Figure | Page |
|--|------|
| 2. 1 Carte du Raj Britannique à l'aube de l'indépendance | 47 |
| 2. 2 Carte des territoires historiques du Tibet..... | 60 |
| 3. 1 Carte du Jammu-et-Cachemire | 69 |

LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES

APL : Armée Populaire de Libération

BJP : Bharatiya Janata Party

CTA : Central Tibetan Administration of His Holiness the Dalai Lama

KMT : Kuomintang

INC : Indian National Congress

JKLF : Jammu and Kashmir Liberation Front

JKMC : Jammu and Kashmir Muslim Conference

JKNC : Jammu and Kashmir National Conference

J&K : Jammu-and-Kashmir

MAR : Minorities at Risk database

MC : Muslim Conference

MUF : Muslim United Front

NLF : National Liberation Front

ONU : Organisation des Nations-Unies

PCC : Parti communiste chinois

PCTAR : Preparatory Committee for the establishment of the Tibet Autonomous Region

RPC : République Populaire de Chine

TAR : Tibet Autonomous Region

TCHRD : Tibetan Centre for Human Rights and Democracy

TYC : Tibetan Youth Congress

UNCIP : Commission d'enquête pour l'Inde et le Pakistan

RÉSUMÉ

La question qui guide ce mémoire est la suivante : pourquoi Tibétains et Cachemiris ont-ils eu, entre 1947 et 1989, des stratégies de revendications différentes ? La présente recherche examine deux luttes d'autodétermination qui, malgré leurs nombreuses similitudes, n'ont pas été analysées de manière comparative. Ce travail repense la manière dont est étudiée la mobilisation politique, en s'éloignant d'une analyse des acteurs non-étatiques en conflit centrée sur la violence, pour réinscrire le militantisme conventionnel et non-conventionnel dans le champ de la politique du conflit. En faisant dialoguer des données empiriques avec un cadre théorique élaboré à partir de la littérature sur les guerres civiles, le nationalisme et les mouvements sociaux, et en suivant une méthodologie de recherche sociohistorique comparative, ce mémoire rend compte de la complexité des luttes d'autodétermination, tibétaine et cachemirienne. L'argument principal est, d'une part, que la structure d'un mouvement d'autodétermination et la relation entre les groupes occupés et l'État occupant a une incidence conjoncturelle sur les changements dans les formes de résistance ; de l'autre, que l'idéologie a un effet durable sur les convergences et continuités de la mobilisation politique.

Mots clés : sociologie historique, autodétermination, Cachemire, Tibet, nationalisme, construction étatique, mouvement sociaux, conflits civils, Inde, Chine.

INTRODUCTION

Libération nationale, renaissance nationale, restitution de la nation au peuple, Commonwealth, quelles que soient les rubriques utilisées ou les formules nouvelles introduites, la décolonisation est toujours un phénomène violent¹.

- Frantz Fanon

Le 8 août 2019, quelques mois après sa réélection au poste de Premier ministre de l'État indien, Narendra Modi a révoqué le statut spécial du Cachemire dans l'Union indienne. Le Jammu-et-Cachemire, seul État à majorité musulmane de l'Inde, jouissait d'un statut particulier au sein de l'État indien depuis son adhésion tumultueuse à la république en 1947. Néanmoins, cette prérogative unique, qui lui garantissait une certaine autonomie, a été progressivement érodée entre sa promulgation dans les années 1950 et son abrogation par le *Bharatiya Janata Party* (BJP) en 2019. La décision unilatérale du gouvernement nationaliste de Modi de diviser le Jammu-et-Cachemire et d'en faire deux territoires de l'Union directement contrôlés par l'État fédéral, est la dernière vexation en date dans la longue lutte pour l'autodétermination du Cachemire. Cette région, qui avait été qualifiée par le président américain Bill Clinton en mars 2000, dans un contexte de tension nucléaire, comme l'endroit le plus dangereux au monde, occupe une place centrale dans la rivalité indo-pakistanaise depuis la chute du Raj britannique. Mais au centre des prétentions irrédentistes de ces deux pays se trouve la population cachemirienne, dont le combat pour l'autodétermination dure depuis plus de quatre-vingts ans.

¹ Frantz Fanon, *Les damnés de la terre*, Éditions la Découverte, 2002, p. 39.

Comme le souligne le sociologue Andreas Wimmer : « Contrary to what Karl Marx had predicted, the twentieth century has turned into the age of ethno-nationalist conflict, rather than revolutionary class struggle². » Depuis 1940, les guerres entre États ont connu une diminution drastique par rapport aux luttes ethniques et nationalistes intraétatiques dont la tendance générale est à la hausse. De plus, pour Wimmer, la poursuite d'une autonomie politique constitue un des facteurs déterminants des conflits contemporains. Cette observation est largement soutenue par la littérature en sciences politiques. Le *Center for International Development and Conflict Management* a identifié, en 2008, qu'entre 1945 et 2006, 175 mouvements dans 82 pays avaient combattu pour plus d'autonomie politique³. Pareillement, Monica Duffy Toft constate que sur 136 guerres civiles entre 1940 et 2008, 62 d'entre elles étaient séparatistes⁴. La politologue Barbara F. Walter a quant à elle déterminé⁵ qu'entre 1956 et 2002, 146 groupes ethniques dans 78 pays ont exigé une plus grande autonomie territoriale ou leur indépendance⁶. Malgré le fait que certains de ces travaux ont été critiqués pour leurs méthodes de sélection d'ensembles de données et leurs processus de codage des conflits d'autodétermination en favorisant les plus violents, laissant ainsi

² Andreas Wimmer, *Waves of War: Nationalism, State Formation, and Ethnic Exclusion in the Modern World* (Cambridge England; New York: Cambridge University Press, 2012), p. 3.

³ Nicholas Sambanis, Micha Germann, et Andreas Schadel « SDM: A New Data Set on Self-determination Movements with an Application to the Reputational Theory of Conflict » *Journal of Conflict Resolution*, 2018, Vol. 62(3), p. 668. Hewitt, J. Joseph, Jonathan Wilkenfeld, Ted Robert Gurr, *Peace and Conflict 2008* (Routledge, 2008).

⁴ « For purposes of the analysis, a civil war is here defined as large-scale violence within the borders of an internationally recognized state, involving at least two groups of organized combatants, with the state being one of those combatants, resulting in at least 1,000 deaths on average per year of the war, with the stronger side suffering at least 5 percent of those deaths. » cité dans Monica Duffy Toft and Stephen M. Saideman « Self-determination movement and their outcomes » Cité dans *Peace and Conflict 2010*, dir. J. Joseph Hewitt, Jonathan Wilkenfeld, Ted Robert Gurr (Routledge, 2010), p. 44.

⁵ En se basant sur les travaux Marshall et de Gurr. Monty G Marshall et Ted Robert Gurr, *Peace and Conflict, 2003: A Global Survey of Armed Conflicts, Self-determination Movements and Democracy*, (University of Maryland. Center for International Development and Conflict Management 2003).

⁶ Barbara F. Walter, « Building Reputation: Why Governments Fight Some Separatists but Not Others », *American Journal of Political Science* 50, n° 2 (2006), p. 313.

souvent de côté ceux n'utilisant pas la violence⁷, ces recherches montrent que les luttes d'autodétermination sont des phénomènes politiques persistants.

Cela étant, les luttes d'autodétermination menées à travers le monde varient dans leurs formes, leurs durées et leurs contextes. Bien que l'objectif des différents groupes soit d'acquérir un certain degré d'autonomie politique, il ne semble pas y avoir de panacée pour atteindre ce but. En effet, même le droit international public, qui a érigé l'autodétermination en principe, reste relativement flou quant aux limites de sa mise en œuvre, mais aussi vis-à-vis de la manière dont doit être jugée et interprétée la légitimité d'une prétention à l'autonomie politique, avant que celle-ci n'ait été elle-même accaparée. Compte tenu de cette réalité, la question que nous nous posons est pourquoi certains mouvements d'autodétermination s'engagent dans une lutte armée⁸, comme stratégie politique pour atteindre leur autonomie, alors que d'autres ne suivent pas cette voie ? Au cours de leur lutte, les Cachemiris se sont engagés pour leur autodétermination par de nombreux moyens. Notre ambition est de comprendre les causes des évolutions et des continuités dans l'activisme cachemiri. De ce fait, dans une perspective sociohistorique, nous nous proposons de comparer les formes de résistances et de mobilisations⁹ de cette population à celle d'un autre groupe engagé dans un conflit d'autodétermination depuis plus d'un demi-siècle, les Tibétains.

Le choix d'adresser de manière comparative la lutte d'autodétermination vécue par la communauté tibétaine à celle des populations du Cachemire est approprié pour

⁷ Sambanis, Germann, et Schadel « SDM: A New Data Set on Self-determination Movements with an Application to the Reputational Theory of Conflict ».

⁸ Nous utilisons la définition de l'*Uppsala Universitet Conflict database, Department of Peace and Conflict Research* : « [...] use of armed force is considered to occur when a party to a conflict actively uses arms against the other. The attack can be symbolic and does not have to result in deaths. For instance an attack can be launched against a government target such a military compound or a police station. From a government perspective, the use of armed force can be the initiation of a campaign to wipe out rebels. With the first use of armed force the parties to a conflict can be either killed or wounded or symbolically targeted. » (Consulté le 10 mars 2019). <https://www.pcr.uu.se/research/ucdp/definitions>.

⁹ Doug McAdam, Sidney Tarrow et Charles Tilly, *Dynamics of Contention*, (Cambridge University Press, 2001), p. 5.

plusieurs raisons. Premièrement, bien que les conflits qui animent encore aujourd'hui ces deux régions ont été engendrés dans un contexte de décolonisation¹⁰, ils sont avant tout le résultat des processus de construction étatique et de construction nationale en Chine et en Inde durant la deuxième moitié du XX^{ème} siècle. Nous sommes confrontés à des cas où une ancienne colonie britannique et un État récemment indépendant ont dû faire face à des revendications d'autodétermination, suite de l'acquisition de leur propre autonomie politique. L'indépendance de la République populaire de Chine en 1949 et celle de la République indienne en 1947 sont de leur côté l'aboutissement de longs conflits internes, de libération nationale d'un côté et anti-impérialiste de l'autre. D'une part, le mouvement communiste et anti-impérialiste Chinois¹¹ qui s'est conclu par la guerre civile chinoise¹² qui a opposé de 1945 à 1949, le Parti communiste Chinois (PCC) et le Kuomintang (KMT), parti nationaliste chinois. De l'autre, l'*Indian independence movement* qui a, entre la révolte des cipayes¹³ de 1857 et la partition des Indes en 1947, mis fin au règne britannique dans le sous-continent¹⁴. Pourtant, derrière ces victoires se cache une histoire de violences et d'exil. L'historien Dane Kennedy souligne :

The nation-state was both the triumph and the tragedy of decolonization. Its triumph lay in the enshrinement of the principle of national self-determination as the universal norm by which political sovereignty and international relations would henceforth be measured and conducted. [...] At the same time, the tragedy derived from the implementation of the nation-building process, which all too often precipitated conflicts between different ethnic, religious, linguistic, and other cultural groups that sought to shape the new nations in accord with their own interests and identities. Millions of people died in these conflicts and

¹⁰ Dane Kennedy, *Decolonization: A Very Short Introduction* (Oxford University Press, 2016), p. 70.

¹¹ Dans le sillage du Mouvement du 4 Mai qui conduira à la création du PCC.

¹² Résultant de la scission entre les deux partis en 1927 et la fin du Deuxième front uni contre les envahisseurs japonais. Jerome Ch'en, « The Communist movement 1927–1937 » dans *The Cambridge History of China*, Volume 13: Republican China 1912–1949, Part 2, dir. John K. Fairbank et Denis Twitchett (Cambridge: Cambridge University Press, 1983), pp. 168-229.

¹³ Aussi appelé Première guerre d'indépendance.

¹⁴ Des révoltes paysannes, rébellions civiles et soulèvements tribaux à la création du Congrès et de la ligue musulmane et le mouvement « Quit India ». Voir *India's Struggle for Independence*, dir. Bipan Chandra, Paperback, 12th Reprint edition (Penguin Books, 2016).

tens of millions were driven from their homes, leaving lasting resentments and antagonisms¹⁵.

La redéfinition territoriale et politique qui a accompagné l'effondrement des empires coloniaux européens *post* 1945 a eu tendance à constituer des États et des nations le long de lignes coloniales, et cela par-dessus des communautés ethniques diverses et parfois antagonistes¹⁶. Les frontières tracées en quelques semaines entre l'Inde et le Pakistan par l'avocat britannique Cyril Radcliffe l'ont été selon des critères exclusivement religieux, laissant entre ces nouvelles républiques un ressentiment latent. Au Nord, la construction du nouveau régime chinois était basée sur la capacité du gouvernement du PCC, « like that of its predecessors, on making good its claim to rule all China¹⁷ », ce qui signifiait l'unification d'un vaste territoire composé de dizaines de groupes ethniques et religieux après des décennies de désunion¹⁸. Malgré la volonté de respecter les mosaïques ethnoreligieuses sur leurs territoires¹⁹, les projets, fédéraliste indien et socialiste chinois, ont fait de l'unification leur objectif premier. Dans un contexte de construction étatique mais aussi de construction nationale, les zones stratégiques comme le Cachemire et le Tibet furent l'objet d'une attention particulière.

¹⁵ Kennedy, *Decolonization*, p. 69.

¹⁶ Roland J. L. Breton, *L'ethnopolitique*, (Paris : Presses universitaires de France, 1995), p. 22.

¹⁷ John K. Fairbank, « The Reunification of China » dans *The Cambridge History of China: Volume 14, The People's Republic, Part 1, The Emergence of Revolutionary China, 1949-1965*, dir. Roderick MacFarquhar, John K. Fairbank et Denis C. Twitchett (Cambridge: Cambridge University Press, 1987), p. 22.

¹⁸ Frederick C. Teiwes, « Establishment and Consolidation of the New Regime. » dans *The Cambridge History of China: Volume 14, The People's Republic, Part 1, The Emergence of Revolutionary China, 1949-1965*, dir. Roderick MacFarquhar, John K. Fairbank Denis et C. Twitchett, (Cambridge : Cambridge University Press, 1987), p. 51.

¹⁹ Comme nous pouvons voir dans leur constitution respective. Constitution Chinoise, Article 4 (Consulté le 25 février 2019). http://www.npc.gov.cn/englishnpc/Constitution/node_2825.htm. Constitution Indienne, Article 14, 15, 19, 25 et 29 (Consulté le 25 février 2019). <https://www.india.gov.in/my-government/constitution-india/constitution-india-full-text>.

Deuxièmement, le Tibet et le Cachemire partagent une aire géographique et culturelle, l'Himalaya²⁰, et leurs histoires respectives s'inscrivent dans cet espace aux frontières contestées²¹. Le Tibet historique, avec sa capitale Lhassa, est un plateau d'environ 2,5 millions de km² au nord de la chaîne de l'Himalaya et au sud de la cordillère de Kunlun. La religion majoritaire dans la communauté tibétaine, aussi bien dans la région autonome qu'en exil, reste le bouddhisme *vajrayāna* sous ses différentes formes. Depuis 1959, le gouvernement tibétain en exil, dirigé par le Dalaï-lama, s'est établi à McLeodGanj, dans le Nord de l'Inde, au-dessus de la ville de Dharamshala. Même si de nombreuses institutions tibétaines, autant religieuses que séculières, ont évolué en exil²², une priorité de ce gouvernement a été pour la valorisation des traditions bouddhistes²³. De l'autre côté des montagnes, le territoire du Cachemire historique, que l'on peut tracer le long des lignes de l'ancien État princier, est composé de l'Azad Cachemire, du Gilgit-Baltistan, de l'Aksai Chin et de l'état indien du Jammu-et-Cachemire. La région est bordée à l'ouest par l'Hindu Kush, et à l'est par l'Himalaya. Par son histoire et sa position géographique, au carrefour entre l'Asie centrale et le Moyen-Orient, le Cachemire est plus hétérogène au niveau ethnique et religieux que le Tibet²⁴. Le bouddhisme est majoritaire à l'Est dans le Ladakh et au Zaskar. Les musulmans, en grande partie de confession sunnite, sont établis dans la région de Poonch, la vallée de Srinagar et au nord de la province proche de la chaîne du Karakoram. Les sikhs et les hindous sont majoritaires dans le Sud, près de la capitale

²⁰ Anne-Sophie Bentz, *Les réfugiés tibétains en Inde: Nationalisme et exil*, (Paris & Geneva : PUF & The Graduate Institute Publications, 2010), 41-43 ; Jean-Luc Racine, *Cachemire : Au péril de la guerre*, (CERI/Autrement, 2002), pp. 21-24.

²¹ Entre la Chine et l'Inde d'un côté et le Pakistan, et l'Inde et la Chine de l'autre.

²² Nous aborderons cet enjeu en détails dans le chapitre III.

²³ Anne-Sophie Bentz, *Les réfugiés tibétains en Inde*, pp. 102-104. Voir aussi la carte des différents camps de réfugiés tibétains dans le sous-continent indien en annexes du livre d'Anne-Sophie Bentz, p. 262.

²⁴ Reeta Chowdhari Tremblay, « Nation, Identity and the Intervening Role of the State: A Study of the Secessionist Movement in Kashmir », *Pacific Affairs* 69, n° 4 (1996), p. 471. Nyla Ali Khan et al., *The parchment of Kashmir: history, society, and polity* (New York: Palgrave Macmillan, 2012). Aijaz Ashraf Wani, « Ethnic Identities and the Dynamics of Regional and Sub-Regional Assertions in Jammu and Kashmir », *Asian Ethnicity* 14, n° 3 (2013), pp. 309-341.

hivernale de Jammu. D'un point de vue statistique, le recensement de 2011 montre que dans l'État indien de Jammu-et-Cachemire, les religions majoritaires sont l'hindouisme, qui représente 28,44% de la population, et l'islam, 68,31%²⁵. Comparativement, dans le district de Srinagar, principal siège du mouvement d'autodétermination, le nombre de musulmans atteint 95,19%²⁶. Malgré cette diversité ethnoreligieuse, en termes de population, les Cachemiris de confession musulmane restent le groupe le plus important dans les territoires historiques du Cachemire, et la plupart des groupes militants engagés dans les luttes d'autodéterminations sont issus cette majorité.

Par les similarités historiques (intégration imposée au sein de nouveaux régimes politiques), idéologiques (importance des facteurs religieux dans l'articulation des luttes et identités), géographiques (frontières himalayennes disputées) et conjoncturelles (début du conflit dans les années 1950 et encore actif) entre le mouvement d'autodétermination tibétain et celui des Cachemiris, la comparaison nous paraît pertinente. Dans le cadre de cette recherche, notre objectif sera donc de comprendre les enjeux entourant les luttes d'autodétermination de deux populations, tibétaines et cachemiries, en nous intéressant à la manière dont leurs identités et les contextes politiques respectifs influencent la forme que prennent les revendications. Notre problématique est la suivante : pourquoi Tibétains et Cachemiris ont-ils eu, entre 1947 et 1989, des stratégies de revendications différentes ? Ce travail vise à examiner les convergences, divergences et continuités dans les formes de résistances et de mobilisations de ces deux mouvements au sein d'une analyse sociohistorique comparative.

Notre hypothèse est que les formes de résistance et de confrontation à l'intégration politique sont liées aux conditions antérieures, principalement à la manière dont les

²⁵ Census Organization of India, Jammu and Kashmir Religion Census 2011 (Consulté le 6 mars 2020). <https://www.census2011.co.in/data/religion/state/1-jammu-and-kashmir.html>.

²⁶ *Ibid.*

collectifs se sont constitués et organisés avant leur intégration à un nouvel État. L'autonomie dont ce groupe a bénéficié, ou qu'il a recherchée avant d'être intégré, aura un impact significatif sur la façon dont le processus d'incorporation a été vécu ou contesté. Et ce surtout quand l'on s'intéresse à des groupes périphériques ayant une histoire d'autonomie partielle ou contestée et qui étaient indirectement liés à des États coloniaux ou à de grands empires²⁷.

Dans cette optique, cette recherche sera divisée en quatre chapitres. Le premier servira de base conceptuelle et théorique à ce mémoire. Nous passerons tout d'abord en revue les Études cachemiries et les Études tibétaines qui traitent des conflits politiques et de l'autodétermination afin d'en identifier les limites théoriques et méthodologiques. Ensuite, afin d'élaborer notre cadre analytique comparatif, nous procéderons à un examen critique de la littérature sur les conflits civils, le nationalisme et les mouvements sociaux. Nous nous attacherons également à définir clairement nos macro-unités : les mouvements d'autodétermination. Finalement, nous justifierons la raison pour laquelle nous jugeons qu'une analyse sociohistorique constitue à notre sens une méthodologie très pertinente pour analyser comparativement ces luttes sur la longue durée. La partie empirique de cette recherche sera divisée en deux parties. Dans le deuxième chapitre, nous présenterons l'histoire du Tibet et du Cachemire entre 1904 et 1949, période déterminante dans leurs histoires respectives, durant laquelle les mouvements tibétain et cachemiri ont commencé à s'organiser politiquement et à s'affirmer contre les puissances régionales et coloniales. Dans le troisième chapitre, nous nous intéresserons aux conséquences de l'indépendance de l'Inde et de la victoire du PCC sur les Cachemiris et les Tibétains, et spécifiquement sur la manière dont ils se sont mobilisés pour leur autodétermination contre ces États nouvellement constitués entre 1949 et 1989. Enfin, dans le quatrième chapitre, nous nous attacherons à comparer

²⁷ Wimmer, *Waves of War*, p. 143.

méthodiquement les causes des ruptures et des continuités dans les deux luttes par rapport aux hypothèses présentées dans notre premier chapitre.

CHAPITRE I

AUTODÉTERMINATION, NATIONALISME ET MOUVEMENTS SOCIAUX

1.1 État de la littérature

La littérature sur les mouvements d'autodétermination se situe au carrefour de deux champs d'études : les conflits civils et les mouvements sociaux. Avant de revenir sur la manière dont s'inscrit notre problématique dans ces domaines et de préciser la définition de nos objets d'étude, soit les mouvements d'autodétermination et les formes de mobilisations, il est nécessaire de présenter une revue de la littérature sur le Cachemire et le Tibet.

1.1.1 Études Cachemiries et Études Tibétaines

La majeure partie des écrits au sein des Études Cachemiries et des Études Tibétaines sont issues des sciences sociales et ont ainsi une approche transversale, qui emprunte à des disciplines comme l'histoire, la sociologie, les sciences politiques, l'anthropologie et les sciences des religions. Les travaux journalistiques occupent également une place importante dans ces disciplines, qu'il s'agisse d'études historiques et politiques comme les livres de Claude Arpi, de Pierre-Antoine Donnet, ou de Diane Wolff, ou de publications reposant davantage sur un travail d'investigation et de terrain à l'instar de

David Devadas qui rend compte des frustrations de la jeunesse cachemiri à l'égard des forces de sécurité²⁸.

Toutefois, il est important de noter que dans la littérature scientifique, à l'exception d'un article de l'anthropologue Carole McGranahan, sur lequel nous reviendrons, très peu de publications s'intéressent simultanément à la lutte pour l'autodétermination du Tibet et pour celle du Cachemire. C'est pourquoi il est nécessaire de passer d'abord en revue les recherches pertinentes en lien avec les enjeux d'autodétermination qui ont été effectuées dans le cadre des études tibétaines et des études sur le Cachemire.

Tel que mentionné précédemment, l'article « Kashmir and Tibet: Comparing Conflicts, States and Solutions²⁹ » de McGranahan est l'un des seuls qui compare la question de l'autodétermination du Cachemire avec celle du Tibet. Dans cet article, l'auteur retrace l'histoire des tensions entre les populations tibétaines et cachemiries et les gouvernements indien et chinois, et suggère une série de moyens possibles pour résoudre ces conflits, en insistant sur les stratégies non-violentes. McGranahan met l'accent sur la manière dont l'Inde et la Chine ont traité leurs minorités nationales durant la seconde moitié du XX^{ème} siècle, et montre comment cela a façonné le développement des nationalismes cachemiri et tibétain. En effet, de par la place que le Cachemire et le Tibet occupaient dans les projets unificateurs chinois et indien, les processus de construction étatique et de construction nationale³⁰ des deux États se sont à terme

²⁸ Claude Arpi, *Cachemire, le paradis perdu* (Arles: Éditions Philippe Picquier, 2004); Claude Arpi, *Tibet, le pays sacrifié*, 1^{re} éd. (Chemins de traverse, 2011); Pierre-Antoine Donnet et Élisabeth Badinter, *Tibet mort ou vif*, Édition revue et augmentée (Paris: Folio, 2019); Diane Wolff et Robert Thurman, *Tibet Unconquered: An Epic Struggle for Freedom* (New York: Palgrave Macmillan, 2010); David Devadas, *The Generation of Rage in Kashmir* (New Delhi: OUP India, 2018); Arif Jamal, *Shadow War: The Untold Story of Jihad in Kashmir* (Brooklyn: Melville House, 2009).

²⁹ Carole McGranahan, « Kashmir and Tibet: Comparing Conflicts, States, and Solutions », *India Review* 2, no. 3 (July 2003): pp. 145–80.

³⁰ Pour une analyses des différence entre la construction étatique et la construction nationale voir le chapitre 6 de Frédérick-Guillaume Dufour, *La sociologie du nationalisme: relations, cognition, comparaisons et processus*, Politeia collection (Quebec: Presses de l'Université du Québec, 2019) pp. 295-333.

effectué à l'encontre des populations cachemiries et tibétaines³¹. Comme l'affirme l'auteurice : « As both internal and international conflicts, Kashmir and Tibet are struggles over the state and over domains the modern state claims as its own: culture, political possibility, public authority, social life, and subjectivity (or sociopolitical identity)³². » McGranahan suggère qu'une éventuelle résolution du conflit supposerait la remise en question du pouvoir de l'État et du concept de souveraineté. Cependant, en ayant une approche centrée sur l'État, et sur le droit international dans l'analyse de ces luttes, McGranahan ne parvient pas à présenter de manière précise la complexité du répertoire de revendications, leurs évolutions, et les manières dont celles-ci sont envisagées mais aussi articulées par les acteurs engagés dans les luttes. Les tentatives de l'État de réguler ou de restreindre l'expression d'identités religieuses, ethniques, politiques ou nationales affectent l'articulation de ces luttes, et donc leur réponse aux actions de l'État. Il y a donc un phénomène d'endogénéité entre ces deux variables. C'est pourquoi il est également nécessaire de prendre en compte les organisations politiques auxquelles les États font face pour envisager des résolutions probables à ce type de conflit.

Au sein des Études Tibétaines, les écrits des anthropologues Melvyn C. Goldstein et Tsering Shakya sur l'histoire du Tibet font autorité dans le monde académique occidental³³. Dans *The Snow Lion and the Dragon*, Goldstein analyse sous l'angle de la *realpolitik* le conflit entre le Dalaï-Lama et le gouvernement chinois pour l'autonomie du Tibet. Pour Goldstein « The Tibet Question is about control of a territory—about who rules it, who lives there, and who decides what goes on there³⁴ », et dans le cadre actuel, c'est une lutte entre deux idéologies nationalistes concurrentes.

³¹ Nous aborderons ce sujet dans le I^{er} et le II^{ème} chapitre.

³² McGranahan, « Kashmir and Tibet: Comparing Conflicts, States, and Solutions », p. 150.

³³ Pour une discussion sur les querelles historiographiques dans la présentation de l'histoire tibétaine voir John Powers, *History As Propaganda: Tibetan Exiles versus the People's Republic of China*, 1st édition (Oxford University Press, 2004).

³⁴ Melvyn C. Goldstein, *The snow lion and the dragon: China, Tibet, and the Dalai Lama* (Berkeley : University of California Press, 1999), p. x..

D'un côté le nationalisme d'une minorité nationale tibétaine et de l'autre le nationalisme nationalisant du régime Chinois³⁵. Goldstein décrit à travers son livre comment les relations entre le Tibet et ses voisins ont évolué depuis l'unification du Tibet au cours du septième siècle de notre ère jusqu'à la période post-Mao (1976-1989). Shakya quant à lui, dans son livre *Dragon in the land of snow*, s'intéresse à l'histoire récente des relations sino-tibétaines et se concentre sur la seconde moitié du XX^{ème} siècle depuis la victoire du parti communiste et le début de l'invasion du Tibet. Ces deux ouvrages ainsi que les quatre volumes de *A History of Modern Tibet* de Goldstein, sont essentiels pour comprendre les différentes périodes du conflit, mais aussi afin de situer géopolitiquement la question tibétaine.

La politologue britannique Jane Ardley s'est intéressée précisément au mouvement d'indépendance tibétain, et à la place de la violence dans le militantisme. Elle analyse dans son ouvrage les tensions entre la position du Dalaï-Lama, des traditionalistes bouddhistes et celles d'autres organisations militantes sur les manières dont la communauté tibétaine devrait œuvrer pour assurer sa « libération ». En procédant à un examen historique séquentiel, Ardley décrit les différentes phases du conflit et montre comment l'insistance du XIV^{ème} Dalaï-Lama sur des modes d'action non-violents a réussi à s'imposer et à cadrer l'ensemble du mouvement d'indépendance tibétaine dont il est lui-même l'élément pivot. Ardley compare aussi de manière critique la posture du Tenzin Gyatso, le XIV^{ème} Dalaï-lama, et celle de Mahatma Gandhi, notamment dans l'articulation entre le religieux et le politique durant le mouvement d'indépendance de l'Inde, le premier ayant été fortement influencé par le second. Ardley présente comment, malgré l'émergence dans les années 1970 de nouvelles organisations militantes comme le *Tibetan Youth Congress* (TYC), l'influence du Dalaï-Lama est restée prédominante. Néanmoins, compte tenu de la frustration et de l'insatisfaction

³⁵ Nous empruntant ces typologies à Brubaker, elles seront approfondies dans la deuxième partie de ce chapitre. Voir Dufour, *La sociologie du nationalisme*, pp. 288-289.

croissante suscitée par l'impasse dans laquelle se trouvent les négociations avec la Chine, l'auteur adresse la possibilité d'un passage vers des stratégies politiques plus violentes dans le futur³⁶.

Le chercheur tibéto-américain Tenzin Tendro Dorjee, a quant à lui examiné la place de la non-violence dans le mouvement tibétain. Dans *The Tibetan Nonviolent Struggle: A Strategic and Historical Analysis*, Dorjee porte une attention particulière aux modes d'actions politiques³⁷. Il décrit avec précision les stratégies mises en œuvre par la communauté tibétaine, en montrant comment la mobilisation s'est renouvelée tout en conservant une posture non-violente malgré le manque de coopération de la part du gouvernement chinois. Dorjee réussit à montrer que la non-violence a été la stratégie prédominante et contextualise habilement les changements clés dans l'histoire contemporaine de la lutte pour l'autodétermination du Tibet. Cependant, l'auteur n'explique que partiellement les raisons du maintien d'une telle ligne politique. Cette recherche reste davantage axée sur « comment » la lutte est restée non-violente et non sur « pourquoi ». Par conséquent, les stratégies du mouvement d'autodétermination tibétain devraient selon nous faire l'objet d'un examen plus méthodique en entreprenant, sur la base de ces travaux, une analyse sociohistorique du mouvement tibétain.

Dans les études sur le Cachemire, l'évolution des stratégies militantes a fait l'objet d'analyses plus approfondies que dans le cadre du mouvement tibétain. Parmi cette littérature plusieurs livres comme *Kashmir: A Disputed Legacy 1846-1990* de l'historien Alistair Lamb, *Kashmir in Conflict: India, Pakistan, and the Unending War* de l'historienne britannique Victoria Schofield, *Kashmir: Roots of Conflict, Paths to Peace* de Sumantra Bose font partie des ouvrages de référence.

³⁶ Jane Ardley, *The Tibetan Independence Movement*, RoutledgeCurzon (Routledge, 2003), p.78.

³⁷ Tenzin Dorjee, *The Tibetan Nonviolent Struggle: A Strategic and Historical Analysis* (International Center on Nonviolent Conflict, 2016), p. 79.

Lamb et Schofield dressent un portrait historique détaillé de la situation politique au Cachemire, le premier s'intéresse à l'histoire de la région depuis l'acquisition de la vallée du Cachemire en 1846 par les rois Dogra jusqu'aux années 1990, la seconde survole cette histoire du règne de Ashoka en 232 avant Jésus Christ jusqu'en 2002. Cependant, pour les deux, l'accent est mis sur l'histoire contemporaine de la vallée à partir de la partition du sous-continent de 1947, qui constitue la genèse de la question actuelle concernant le statut et à la souveraineté du Cachemire.

Dans son ouvrage Schofield contextualise en détail la situation dans la vallée du Cachemire pendant la deuxième moitié du XX^{ème} siècle et présente la dialectique entre le gouvernement indien et les groupes engagés dans la lutte pour l'autodétermination du Cachemire, sur la question de l'autonomie. Pour Schofield dans les premières décennies de la lutte, le militantisme armé était un aspect marginal du mouvement d'autodétermination. Même si au milieu des années 1960, de nouveaux groupes comme le *Jammu and Kashmir National Liberation Front* (NLF), inspirés par les mouvements de libération anti-coloniaux, ont adopté de nouvelles méthodes d'actions qui incluaient le sabotage et des pratiques de guérilla³⁸, ce n'est qu'à la fin des années 1980, au milieu de l'agitation politique causée par les élections truquées, que le mouvement d'autodétermination est devenu en grande partie une lutte armée. L'auteur souligne que, pendant cette période la répression systématique du gouvernement indien à l'encontre des populations locales a considérablement aliéné le peuple cachemiri et a alimenté l'insurrection en poussant les jeunes générations à s'engager dans des organisations militantes armées. Schofield fait remarquer « The Indian government urgently needs to recognise the depths of those wounds, firstly, by acknowledging that the Kashmiris' grievances arose long before they took up arms in the 1990s, and that using terror to counter terror only breeds more hatred and violence³⁹. » Schofield met

³⁸ Victoria Schofield, *Kashmir in Conflict: India, Pakistan and the Unending War*, New ed (London: Tauris, 2003), pp. 114-115.

³⁹ *Ibid*, p. 244.

l'accent sur les griefs socio-économiques et le désenchantement politique comme principales raisons des changements dans l'activisme au tournant des années 1989.

Sumantra Bose porte une attention particulière aux différentes vagues et phases du militantisme. Il décrit en partie comment les revendications nationalistes ont progressivement acquis sous l'influence du Pakistan une résonance religieuse au tournant du XXI^{ème} siècle⁴⁰. Pour l'auteur, l'évolution des relations indo-pakistanaise a grandement affecté la trajectoire du conflit et les modes de revendication. Néanmoins, celui-ci reconnaît aussi que la situation politique et sociale interne, dans l'État du Jammu-et-Cachemire, est aussi responsable des changements en termes d'actions politiques. Pour Bose, les mesures de sécurité et contre-insurrectionnelles prises par l'État indien et l'ingérence pakistanaise, qui a facilité l'infiltration de combattants à travers la ligne de contrôle et la mise en place de camp d'entraînement sur son territoire, ont joué des rôles clés dans la montée et la persistance de la rébellion entre 1989 et 2002⁴¹. Bose signale également qu'il est difficile de traiter la lutte pour l'autodétermination du Cachemire comme un phénomène homogène, car « The unitary-sounding categories of “self-determination” and “the Kashmiri people” are overly simplistic when the “self” is in fact differentiated, if not fractured, into multiple social groups and contending political segments with very different aspirations⁴². »

Dans *Kashmir in Comparative Perspective: Democracy and Violent Separatism in India*, Sten Widmalm, chercheur en sciences politiques à l'Université d'Uppsala, suggère quant à lui que le séparatisme violent qui s'est produit dans la vallée du Cachemire est principalement dû à la désinstitutionalisation du mouvement et à une rupture dans le processus de représentation politique suite au décès du Sheikh Abdullah

⁴⁰ Sumantra Bose, *Kashmir: Roots of Conflict, Paths to Peace* (Cambridge, Mass: Harvard University Press, 2003), pp. 140-143.

⁴¹ *Ibid*, pp. 160-162

⁴² *Ibid*, p. 162

en 1982⁴³. Widmalm considère, dans la lignée du professeur Ashutosh Varshney, que les rivalités nationalistes entre le Pakistan, l'Inde et le nationalisme régional cachemiri sont des dimensions importantes du conflit, mais qu'elles ne suffisent pas à expliquer la montée de l'activisme violent⁴⁴. En effet, Widmalm s'éloigne des explications centrées sur les clivages ethniques et nationalistes, et mitige l'importance de l'ingérence pakistanaise. En s'appuyant sur le travail d'Atul Kohli⁴⁵, il soutient que pour comprendre le déclenchement de violence, le contexte politique interne doit être analysé de manière contextuelle. Pour le chercheur, « As democratic institutions were undermined, tension increased and large-scale violence was finally triggered by the kidnapping of Rubaya Sayeed in 1989. From this point onwards the violence escalated, moderate voices were given less room for free expression, and finally violence became self-perpetuating⁴⁶. » L'auteur reconnaît que les privations socio-économiques et les identités culturelles sont des facteurs significatifs qui peuvent conduire à la violence, mais ne sont pas selon lui pas les principaux⁴⁷.

John G. Cockell, chercheur en analyse de conflit, adopte une approche différente pour analyser la mobilisation politique au Cachemire⁴⁸. Pour lui, la lutte au Cachemire est avant tout un conflit entre une minorité ethnique et un État post-colonial. Toutefois, comme Widmalm, il considère que les troubles politiques dans la région sont largement causés par l'incapacité de l'État indien à donner aux cachemiris un minimum de compétences politiques. La négation d'une agentivité politique autonome et l'ingérence de New-Delhi dans les affaires locales sont responsables du sentiment que

⁴³ Sten. Widmalm, *Kashmir in Comparative Perspective: Democracy and Violent Separatism in India*. (Hoboken: Taylor and Francis, 2014), pp. 122-25.

⁴⁴ Ashutosh Varshney différencie le nationalisme pakistanais comme religieux, l'indien comme séculier et le kashmiri comme ethnique. Ashutosh Varshney, « India, Pakistan, and Kashmir: Antinomies of Nationalism », *University of California Press* 31, n° 11 (1991): pp. 997-1019.

⁴⁵ Atul Kohli, *Democracy and Discontent* (Cambridge: Cambridge University Press, 1990).

⁴⁶ Sten. Widmalm, *Kashmir in Comparative Perspective: Democracy and Violent Separatism in India*, p. 153.

⁴⁷ *Ibid.*, pp. 8, 19-23.

⁴⁸ John G. Cockell, « Ethnic Nationalism and Subaltern Political Process: Exploring Autonomous Democratic Action in Kashmir », *Nations and Nationalism* 6, n° 3 (juillet 2000): pp. 319-45.

l'identité kashmiri est menacée et discriminée par le gouvernement central. Pour Cockell cela a conduit au développement d'une *conscience insurrectionnelle subalterne*⁴⁹. Cette *conscience* est construite par l'expérience commune de privation ou d'aliénation, et est soutenue par une solidarité ethnique fondée autour de mythes et symboles partagés. Pour le chercheur, deux notions sont au cœur du nationalisme cachemiri : l'*Azadi* et le *Kashmiriyat*. La première, qui signifie littéralement liberté, a été utilisé comme slogan pour contester l'autorité de l'Inde et exiger l'autonomie du Cachemire. Le terme *Azadi* incarne autant l'exaspération que la ferveur du peuple cachemiri dans sa quête d'autodétermination. Le concept de *Kashmiriyat* est l'expression, souvent romancée⁵⁰, du particularisme social, culturel et régional cachemiri, qui se base sur des principes d'inclusivité et de tolérance religieuse. Cockell affirme que le nationalisme ethnique subalterne qui s'articule autour de liens de solidarité forts est susceptible d'engendrer des actions collectives significatives contre l'État post-colonial considéré comme responsable de la marginalisation sociale et politique⁵¹. Au Cachemire, l'auteur soutient que « [the] repeated failures of non-violent political formations leads to the eventual rise of militant groups⁵² .» Dans cette perspective, le militantisme armé est le résultat du processus par lequel les groupes ethniques trouvent des formes autonomes d'action politique en se mobilisant en dehors des espaces démocratiques légitimes qui leur ont été fermés. Cockell, à l'instar des chercheurs mentionnés précédemment, présente la période 1980-1989 comme un tournant critique dans l'histoire de la lutte dans la vallée.

Les travaux passés en revue insistent sur trois aspects distincts pour comprendre les changements dans les stratégies de revendications du mouvement d'autodétermination cachemiri : l'évolution des espaces politiques, les rapports entre

⁴⁹ *Ibid.*, p. 333.

⁵⁰ Christopher Snedden, *Understanding Kashmir and Kashmiris* (Oxford University Press, 2015), pp. 16-17.

⁵¹ Cockell, « Ethnic Nationalism and Subaltern Political Process », pp. 321-322.

⁵² *Ibid.*, p. 340

l'État central et la population cachemirienne, et les relations indo-pakistanaïses. Les griefs socio-économiques, l'aliénation politique et le déni d'un processus électoral légitime ont ensuite été identifiés comme des facteurs clés du passage vers des modes d'action violents pendant la période 1989. Néanmoins, la plupart de ces travaux semblent se concentrer sur les formes violentes du militantisme et non sur les autres stratégies qui ont été utilisées dans la recherche d'autonomie politique. Nous pensons qu'une analyse appropriée devrait aborder périodiquement le mouvement d'autodétermination du Cachemire pour comprendre et positionner dans leur contexte les multiples stratégies qui ont été adoptées.

En nous basant sur la littérature sociopolitique et historique sur le Cachemire et le Tibet, nous voulons mettre en œuvre une analyse sociohistorique méthodique des luttes en examinant attentivement pourquoi les mouvements d'autodétermination s'engagent dans une lutte armée ou en opposition se mobilisent par un activisme conventionnel ou non-violent. Dans la section suivante, après la définition de nos objets d'études et une revue de la littérature théorique, nous proposerons une stratégie méthodologique permettant l'analyse systématique des deux mouvements. Finalement, nous expliquerons pourquoi nous considérons que les méthodes sociohistoriques comparatives sont plus adaptées pour comprendre pourquoi les luttes d'autodétermination s'orientent vers certaines stratégies plutôt que d'autres.

1.2. Considérations théoriques et conceptuelles

1.2.1 Nationalisme et identité

Analyser les stratégies de revendication d'un mouvement d'autodétermination nécessite de comprendre les phénomènes de groupement, de solidarité et les mécanismes d'identification dans des contextes où l'objectif de la lutte est de devenir

une entité politique souveraine. Comme nous l'avons déjà mentionné, « self-determination presupposes the prior determination of the unit – the national self⁵³ ». Devant les difficultés à établir une définition analytique de la nation⁵⁴, John Breuilly propose dans son ouvrage *Nationalism and the State*, d'étudier le nationalisme comme forme de politique dans son fonctionnement c'est-à-dire « [through] comparative historical investigation of nationalist politics⁵⁵ ». Pour Breuilly les politiques nationalistes puisent dans des réseaux de solidarité et d'affinité ethnique, religieuse et culturelle pour rendre saillantes les frontières du groupe en vue de construire la revendication territoriale sur les prémisses de l'homogénéité du mouvement. Le sentiment pour une communauté d'être distincte des autres (*distinctiveness*)⁵⁶ par un ensemble de valeurs et surtout d'intérêts communs justifierait alors l'acquisition de leur souveraineté politique. Breuilly distingue le nationalisme « de séparation » qu'il associe aux mouvements d'autodétermination, des autres formes de nationalisme, d'unifications, anticoloniaux, réformistes, dans la mesure où il conteste le pouvoir d'un État en vue de redéfinir l'espace politique⁵⁷. Pour Michael Hechter le nationalisme se définit comme une « collective action designed to render the boundaries of the nation congruent with those of its governance unit.⁵⁸ » et la nation comme un groupe cohésif, culturellement différencié et territorialement enraciné⁵⁹. Hechter différencie le

⁵³ Rogers Brubaker « Myths and misconceptions in the study of nationalism » dans *The State of the Nation: Ernest Gellner and the Theory of Nationalism*, dir. John A. Hall (Cambridge University Press, 1998), p. 279.

⁵⁴ Parmi les ouvrages les plus célèbres : Ernest Renan, *Qu'est-ce qu'une nation ?* (Flammarion, 2011), p. 74. Benedict Anderson, *L'imaginaire national : Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme* (Poche, 2002), p. 19. Eric J. Hobsbawm, *Nations and Nationalism since 1780: Programme, Myth, Reality* (Cambridge University Press, 1992), pp. 19-20. Ernest Gellner, *Nations and Nationalism* (Cornell University Press, 1983), 6-7. Anthony D. Smith, *National Identity*. (London: Penguin, 1991), p. 14. Hugh Seton-Watson, *Nations and States: An Enquiry into the Origins of Nations and the Politics of Nationalism*, (Westview Press, 1977). John Armstrong, *Nations before Nationalism* (University of North Carolina Press, 1982). Voir Frédéric Guillaume Dufour, *La sociologie historique : Traditions, trajectoires et débats* (Presse de l'université du Québec, 2015), pp. 361-363.

⁵⁵ John Breuilly, *Nationalism and the State*, (University of Chicago Press, 1985), p. 36.

⁵⁶ *Ibid.*, p. 349.

⁵⁷ *Ibid.*, p. 3.

⁵⁸ Michael Hechter, *Containing Nationalism* (Oxford University Press, 2000), p. 7.

⁵⁹ *Ibid.*

nationalisme « irrédentiste » de celui qu'il nomme « de périphérie » - le premier souhaitant le rattachant à un État, le second la mise en place d'un gouvernement autonome⁶⁰. D'après la classification effectuée par le sociologue Rogers Brubaker, le nationalisme en quête d'un État (*state seeking nationalism*)⁶¹, le nationalisme porté par des minorités nationales (*national minorities nationalism*) et le nationalisme transfrontalier (*external homeland nationalism*) sont les trois formes qui peuvent être associées aux mouvements d'autodéterminations dès lors que ces derniers font valoir les exigences et les réclamations d'un groupe s'identifiant comme une unité nationale⁶².

Les configurations de Breuilly, Hechter et Brubaker permettent d'adresser le nationalisme de manière positionnelle en mettant l'accent sur la capacité d'un groupe à mobiliser ses co-nationaux autour d'objectifs politiques communs. Il convient toutefois, contrairement aux recherches de Monica Duffy Toft ou Ashan Bhutt, de s'éloigner des approches centrées sur la dimension ethnique dans l'analyse des groupes demandant leur autonomie⁶³ ; L'ethnicité, en tant que marqueur identitaire partagé, reste un facteur important de mobilisation dans les luttes d'autodétermination au même titre que la religion, les deux ayant des degrés de prégnance et d'intrication différents en fonction des mouvements. Il ne faut néanmoins pas comprendre l'ethnicité dans les conflits d'autodétermination comme un critère d'appartenance fixe ou *primordial*⁶⁴. Le politologue Bruce Gilley indique que même si dans certains cas « structural deprivation has become so profoundly ethnic-specific that ethnicity has come to be defined

⁶⁰ *Ibid.*, p. 17.

⁶¹ Rogers Brubaker « Myths and misconceptions in the study of nationalism », p. 276.

⁶² Rogers Brubaker, *Nationalism Reframed*, (Cambridge University Press, 1996), pp. 60-67.

⁶³ Monica Duffy Toft, *The Geography of Ethnic Violence: Identity, Interests, and the Indivisibility of Territory*, (Princeton University Press, 2003). Ahsan I. Butt, *Secession and Security: Explaining State Strategy against Separatists* (Cornell University Press, 2017), pp. 3-4.

⁶⁴ Andreas Wimmer, *Ethnic Boundary Making. Institutions, Power, Networks* (Oxford University Press, 2013) p. 8. Roger Brubaker, *Ethnicity without Groups* (Harvard University Press, 2004), p. 173. Paul Brass, *Ethnicity and Nationalism: Theory and Comparison: Theory & Comparison* (Sage Publications, 1991), pp. 72-77.

precisely in terms of this deprivation⁶⁵ », il faut prendre ses distances vis-à-vis des analyses qui essaient de comprendre les conflits exclusivement le long de lignes ethniques. C'est pourquoi Krause, Sambanis, Saideman et Cunningham conçoivent les mouvements d'autodétermination comme des groupes construits et liés par des imaginaires communs, qu'ils soient ethniques, nationalistes ou religieux, sans pour autant réifier ces catégories dans l'analyse des luttes.

Cela n'équivaut pas à affirmer que l'ethnicité, la race ou même la religion sont des caractéristiques entièrement fluides que les entrepreneurs identitaires ou nationalistes peuvent sélectionner à leur guise et renégocier arbitrairement au rythme du conflit. Michael Billig note : « One can eat Chinese tomorrow and Turkish the day after; one can even dress in Chinese and Turkish styles. But being Chinese or Turkish are not commercially available options⁶⁶ ». Le tournant relationnel dans l'étude de l'ethnicité et du nationalisme, qui s'intéresse davantage aux processus qu'aux formes, permet de penser les groupements politiques en évitant les écueils de l'objectivation et du relativisme⁶⁷. Dans cette perspective, « Le travail du sociologue n'est alors pas de définir empiriquement la nation selon des données objectives, mais de reconstruire les conditions d'émergence d'un sentiment de communauté et de solidarité prenant une forme nationale⁶⁸. »

Sous l'influence de Weber et de Barth, les travaux de l'historien Frederic Cooper et de Rogers Brubaker se détachent des conceptions à la fois *soft* et *hard* de l'identité. En effet, l'objectif de Brubaker et Cooper est d'inscrire l'identité et l'identification, qu'elles soient autoproclamées ou imposées, dans un univers dynamique, « [because] If it is fluid, how can we understand the ways in which self-understandings may harden,

⁶⁵ Bruce Gilley « Against the concept of ethnic conflict » *Third World Quarterly*, 25:6, (2004), p. 1160.

⁶⁶ Michael Billig, *Banal Nationalism*, (Sage publication, 1995), p. 139. Cite dans Anthony D. Smith, *Nationalism and Modernism* (Routledge, 1998), p. 205.

⁶⁷ Voir Danielle Juteau, *L'ethnicité et ses frontières*, 2^{ème} édition (Les Presses de l'Université de Montréal, 2015).

⁶⁸ Frédéric Guillaume Dufour, *La sociologie historique : Traditions, trajectoires et débats*, p. 361.

congeal, and crystallize? If it is constructed, how can we understand the sometimes coercive force of external identifications?⁶⁹ » Considérer l'identité comme catégorie de pratique et l'identification en terme processuelle nous permet d'inscrire au niveau mésosociologique l'engagement au sein d'un mouvement d'autodétermination. Comme Goffman et Bourdieu, Brubaker conçoit l'importance *du cadrage intersubjectif* dans les procédures d'affirmations identitaires. C'est pourquoi il propose de penser l'ethnicité, la race et la nation « in terms of *practical categories, cultural idioms, cognitive schemas, discursive frames, organizational routines, institutional forms, political projects and contingent events*⁷⁰ » même si ces attributs sont perçus comme réels et donnés par les détenteurs de ceux-ci. Dans cette perspective, les identités ne sont pas seulement imaginées, elles sont performées. Le langage comme le port du voile ou du kirpan sont des actes performatifs associés à des identités effectives. Ces marqueurs jouent un rôle déterminant dans les mécanismes de clôture et de cohésion sociale, et les processus de groupalité politiques. Au même titre qu'une différence d'opinions quant à la forme que prendra l'aboutissement du projet autonomiste ou qui devrait en être le meneur, les facteurs identitaires et idéologiques auront une incidence sur la fragmentation des groupes et la sélection de répertoires de revendication.

1.2.2 Définir les mouvements d'autodétermination

Pour continuer, il est donc nécessaire de définir clairement les unités de comparaisons que nous avons appelées jusqu'à maintenant mouvements d'autodétermination. Dans le droit international public, l'autodétermination ou le droit des peuples à disposer

⁶⁹ Rogers Brubaker et Frederic Cooper « Beyond Identity » *Theory and Society*, 29: Issue 47, (2000), p. 1.

⁷⁰ Rogers Brubaker, *Ethnicity without Groups*, p.167. L'italique vient du texte original.

d'eux-mêmes⁷¹ est défini comme l'acte pour un peuple de déterminer librement son statut politique et de poursuivre sans entrave son développement économique, social et culturel tout en disposant librement et sans préjudice de ses richesses et ressources naturelles⁷². Cependant, face aux ambivalences conceptuelles du droit international, circonscrire l'élément central en vertu duquel ce droit est prédicable, le « peuple » ou le « self [which is] entitled to determination⁷³», est une tâche relativement difficile. Pour Cunningham, le droit international public est resté muet vis-à-vis de la définition du terme « peuple » - hors de son utilisation dans les contextes de décolonisation⁷⁴. Ce mutisme constitue un obstacle majeur dans l'identification d'acteurs socio-politiques qui bénéficieraient de ce droit, et par surcroît de ce statut.

Dans les sciences sociales, comme le note le politologue Peter Krause, les termes utilisés pour parler de ce type de mouvement sont relativement nombreux. Bien que le mouvement soit qualifié d'autodétermination, de libération nationale, d'irréductible, de sécessionniste, de séparatiste ou d'indépendantiste, « [they] all involve organizations and individuals struggling to alter the leadership or policies of a state, and all face the

⁷¹ « The right of peoples to self-determination remains one of the most important but enigmatic principles of international law. The right by which peoples freely determine their political status and freely pursue their economic, social and cultural development, undoubtedly occupies a key position in some of the most prominent international instruments. It can be found in Article 1 of the United Nations Charter of 1945, among the purposes of the organisation. It is the first right in the twin Human Rights Covenants of 1966, one of seven basic principles in the Friendly Relations Declaration, GA Res. 2625(XXV) of 1970 and one of ten in the Helsinki Final Act of 1975. It has been variously described as the basis for friendly relations, peace and development, and a prerequisite for human rights. And, yet, at the same time, its basic unit, the 'people' has never been effectively defined ». Cité dans James Summers « The Right of Self-Determination and Nationalism in International Law », *International Journal on Minority and Group Rights* 12, (2005), p. 325.

⁷² Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC), Article 1.1 et 1.2. <https://www.ohchr.org/fr/professionalinterest/pages/cescr.aspx>. Charte des Nations-Unies Art. 1 (2), 55 et 73 et 76(b). <http://www.un.org/fr/charter-united-nations>.

⁷³ Antonio Cassese, *Self-Determination of Peoples: A Legal Reappraisal*, Cambridge University Press, Hersch Lauterpacht Memorial Lectures, 1995.), p. 7.

⁷⁴ Pierre-Marie Dupuy et Kerbat Yann, *Droit International Public*, 12^{ème} édition (Dalloz, 2014), 773. Kathleen Gallagher Cunningham, *Inside the Politics of Self-Determination*, (Oxford University Press, 2014), p. 12-13.

challenges that come with attempts at contentious collective action⁷⁵. » Pour Krause, qui s'appuie sur les travaux de Sidney Tarrow, la formation d'un mouvement social s'appuie sur la mise en place d'actions collectives dans le cadre d'un projet politique commun par des groupes unis par un sentiment de solidarité⁷⁶. Les *National movements* sont alors des mouvements sociaux dont les membres se perçoivent comme appartenant à une même nation et dont l'objectif est l'autonomie politique. Krause établit une légère nuance entre ce qu'il qualifie de *National movement* et ce que Cunningham appelle *Self-determination group*. Celui-ci exclut de son étude les mouvements réclamant simplement des accommodations politiques ou une reconnaissance, religieuse, culturelle ou langagière, et se concentre sur les groupes exigeant davantage de pouvoir politique⁷⁷. De plus, à l'opposé du politologue Paul Staniland, Krause considère que la violence n'est pas la stratégie caractéristique des mouvements d'autodétermination, même s'il peut y avoir des périodes d'insurrection plus soutenues, la résistance civile et l'action politique prend multiples formes qu'il est nécessaire de replacer dans les cycles de mobilisations⁷⁸.

Par ailleurs, nous souhaitons dès à présent spécifier qu'exiger son autonomie n'implique pas une forme téléologique de collectif une fois l'autodétermination réalisée.⁷⁹ Cependant, en raison de leur pertinence pour notre sujet d'étude, nous limiterons l'accomplissement du projet autonomiste à trois de ses expressions : l'autodétermination interne, la création d'un État indépendant et le rattachement à une entité politique préexistante - nous allons voir que l'horizon du projet sera *inter alia* un enjeu majeur dans l'unification ou la fragmentation des groupes. Pour la suite de

⁷⁵ Peter Krause, *Rebel Power: Why National Movements Compete, Fight, and Win* (Cornell University Press, 2017), p. 3.

⁷⁶ Sidney Tarrow, *Power in Movement: Social Movements and Contentious Politics*, 2nd edition, (Cambridge University Press, 1998).

⁷⁷ Peter Krause, *Rebel Power*, pp. 4-5.

⁷⁸ *Ibid.* Paul Staniland, *Networks of Rebellion: Explaining Insurgent Cohesion and Collapse* (Cornell University Press, 2014), p. 5.

⁷⁹ Nous pensons à l'étude d'anthropologie politique de Pierre Clastres dans les sociétés autochtones d'Amazonie. Pierre Clastres, *La Société contre l'État*, (Poche, 2011).

l'étude, nous considérerons donc qu'un mouvement d'autodétermination est défini comme un ensemble d'individus - constitués en un ou plusieurs groupes - liés par la volonté d'acquérir ou de récupérer une forme d'autonomie politique pour une collectivité prédéfinie et qui entreprend pour cela une série d'actions (politiques, juridiques, militaires, sociales, culturelles, religieuses ou médiatiques.)

1.2.3 Identifier les formes de l'action politique

L'objectif de notre étude est d'examiner les causes du recours à des méthodes conventionnelles ou non-conventionnelles par des mouvements d'autodétermination dans le cadre d'un conflit politique. Comment expliquer le basculement d'une stratégie à une autre ? Pourquoi certaines stratégies persistent ou se généralisent au sein d'un mouvement ? Avant de passer en revue les travaux théoriques sur le sujet et de présenter nos hypothèses sur les raisons du passage d'un type d'action à une autre, les phénomènes en question doivent être définis.

Le terme « politique conventionnelle » fait référence à l'utilisation de canaux institutionnalisés pour participer au fonctionnement du système politique d'un ou de plusieurs États et par lesquels on a la possibilité de modifier ou de réformer le système et les institutions. Les moyens les plus courants sont le vote, l'exercice de fonctions publiques, la tenue d'un référendum, la participation à une conférence ou la négociation d'un traité. Néanmoins, le domaine de la politique conventionnelle varie d'un État à l'autre, car les dispositifs permettant d'exprimer des revendications et de négocier ne sont pas nécessairement présents ni accessibles à certains types d'acteurs politiques ou sociaux⁸⁰. Les pratiques clientélistes, népotistes ou autoritaires peuvent entraver les processus politiques conventionnels. Par opposition, les actions politiques dites « non

⁸⁰ Lee JM Seymour, Kristin M Bakke, et Kathleen Gallagher Cunningham, « E Pluribus Unum, Ex Uno Plures: Competition, Violence, and Fragmentation in Ethnopolitical Movements », *Journal of Peace Research* 53, n° 1 (janvier 2016): p. 292.

conventionnelles » se situent à l'extérieur du champ institutionnel et comprennent donc un domaine nettement plus large de pratiques. On distingue généralement dans le champ de l'action sociale et politique deux catégories de méthodes non-conventionnelles : les violentes et les non-violentes.

Au sein de la littérature scientifique, dans des disciplines telles que l'anthropologie, les sciences politiques et la sociologie, aucun consensus ne semble se dégager sur une définition claire de la violence. Comme le souligne le politologue Stathis N. Kalyvas « Though it may be an intuitive concept, violence is a conceptual minefield⁸¹. » En effet, pour Kalyvas, Laitin, Brubaker et Tilly, la violence est un concept protéiforme qui peut désigner, qu'elle soit physique, symbolique, psychologique, ritualisée, un vaste éventail de phénomènes allant du vandalisme au nettoyage ethnique, en passant par le profilage racial et l'excision⁸². De plus, en tant que processus dialectique et pratique située, la violence est hautement interprétative. Qualifier un acte de violent dépend alors d'un contexte historique et socioculturel particulier qui présuppose des organisations sociales, des idéologies, des cosmologies, des ontologies et des normes. Toutefois, comme le soutient Donatella Della Porta, l'un des problèmes posés par les définitions subjectives de la violence est qu'elles sont difficilement opératoires dans le cadre des recherches méso ou macrosociales⁸³. C'est pourquoi il convient, dans le cadre de cette recherche et en vertu de nos unités analytiques, de circonscrire clairement les formes de violence que nous souhaitons expliquer.

Dans les mouvements d'autodétermination, l'utilisation de stratégies de résistance a une dimension profondément politique, soit lorsque ces dernières sont entreprises pour défendre une communauté contre une agression ou une invasion qui entamerait une

⁸¹ Stathis N. Kalyvas, *The Logic of Violence in Civil War*, 1st edition (Cambridge University Press, 2006), p. 19.

⁸² Charles Tilly, *The Politics of Collective Violence*, 1st edition (New York: Cambridge University Press, 2003), p. 174.

⁸³ Donatella Della Porta, « Introduction », in *Social Movements and Civil War: When Protests for Democratization Fail*, éd. par Donatella Della Porta, Routledge, 2017, pp. 2-3.

souveraineté effective ou potentielle; soit pour contraindre un groupe ou un État à accepter la réalisation d'un projet autonomiste, irrédentiste ou sécessionniste. Dans cette optique, nous souhaitons donc nous concentrer sur les violences collectives et politiques délibérées. Qu'elles soient structurelles ou organisées, ces formes de violence sont caractérisées par leur intentionnalité. De plus, en suivant Laitin et Brubaker, nous considérons que : « Violence is not a quantitative degree of conflict but a qualitative form of conflict, with its own dynamics⁸⁴ ». Par ailleurs, nous voulons aussi exclure de notre définition ce que Della Porta nomme violence « spontanée » ou non organisée, tels que les pogroms et les émeutes, sans pour autant négliger le fait que cette violence dites spontanée peut conduire à terme à des formes de violence organisée⁸⁵. Nous voulons circonscrire notre étude aux formes d'actions violentes qui, tel que le note Tilly, « results at least in part from coordination among persons who perform the damaging acts⁸⁶ ».

Ainsi, en nous inspirant de la littérature sur la violence politique et notamment des travaux de Tarrow, de Della Porta et de Tilly, nous voulons formuler une définition de la violence politique organisée comme étant l'emploi d'une force coercitive préméditée et volontaire par un groupe défini qui inflige des dommages à un objet ou à une personne dans le but de contraindre, réprimer, confronter, assimiler, se séparer de ou anéantir l'entité politique, groupe ou État, auxquels l'objet ou la personne est affilié⁸⁷.

D'autre part, la non-violence est, sur le plan conceptuel, confrontée aux mêmes enjeux épistémologiques que soulève la définition de la violence. Néanmoins, la non-violence est généralement définie par élimination, comme ce qui n'est ni conventionnel ni

⁸⁴ Rogers Brubaker et David D. Laitin, « Ethnic and Nationalist Violence », *Annual Review of Sociology* 24, n° 1 (août 1998): p. 426.

⁸⁵ Della Porta, « Social Movements and Civil War », p. 2-3.

⁸⁶ Charles Tilly, « Large-Scale Violence as Contentious Politics », in *International Handbook of Violence Research*, éd. par Wilhelm Heitmeyer et John Hagan (Springer Science & Business Media, 2005), p. 438.

⁸⁷ Ted Robert Gurr, *Why men rebel*, Princeton University Press (Princeton, New Jersey, 1970), pp. 3-5.

violent. Pour le sociologue Kurt Shock, les pratiques non-violentes sont des « techniques for wielding power that operate outside of institutional political channels and that do not involve violence or the threat of violence against human beings⁸⁸. » De la même manière, le politologue Gene Sharp définit l'action politique non-violente comme « a technique of socio-political action for applying power [...] without the use of physical violence.⁸⁹ » Shock et Sharp considèrent toutefois la non-violence et les formes de contestation qui y sont associées comme une catégorie d'action politique et sociale à part entière⁹⁰. Pour Sharp, mais aussi Cunningham, ce type d'actions collectives comporte deux facettes⁹¹ :

(a) Acts of omission – that is, the participants refuse to perform acts which they usually perform, are expected by custom to perform, or are required by law or regulation to perform; or (b) acts of commission – that is, the participants perform acts that they usually do not perform, are expected by custom to perform, or are forbidden by law or regulation from performing; or (c) a combination of both⁹².

Par exemple, le refus de se lever pendant un hymne national peut être considéré comme un acte d'omission ; l'affichage (dit « collage ») des statistiques sur les féminicides en France par des militantes féministes dans l'espace public, ou l'ouverture des barrières de péage d'autoroute pendant les manifestations des Gilets Jaunes, sont quant à eux plutôt des actes de commission. Certaines actions peuvent aussi être une combinaison des deux, comme le refus de Rosa Parks pendant la ségrégation de s'asseoir à l'arrière du bus, en prenant l'un des sièges avant. Les actions politiques non-violentes comme les stratégies violentes sont *confrontationnelles* dans la mesure où leurs objectifs sont

⁸⁸ Kurt Schock, *Unarmed Insurrections: People Power Movements In Nondemocracies* (Minneapolis: University of Minnesota Press, 2005), p. 38.

⁸⁹ Gene Sharp, « Nonviolent Action », in *Encyclopedia of Violence, Peace, and Conflict*, éd. par Lester R. Kurtz et Jennifer Turpin, vol. 1 (Academic Press, 1999), p. 567.

⁹⁰ Kurt Schock, « Nonviolent Action and Its Misconceptions: Insights for Social Scientists », *PS: Political Science & Politics* 36, n° 4 (octobre 2003): p. 705.

⁹¹ Seymour, Bakke, et Cunningham, « E Pluribus Unum, Ex Uno Plures », pp. 292-293.

⁹² Sharp, « Nonviolent Action », p. 567.

de provoquer des changements politiques plus ou moins majeurs. Ces techniques prennent alors de multiples formes mais sont liées par le fait qu'elles ne font pas usage de force physique. Par conséquent, puisque cette étude porte sur les mouvements d'autodétermination, nous nous concentrons sur les stratégies non-violentes qui ne se contentent pas de perturber le statu quo mais cherchent à faire avancer le programme des mouvements. Une action ou une campagne non-violente dans le cadre d'un mouvement d'autodétermination est donc un ou une série d'actes qui se déroulent en dehors des espaces institutionnalisés d'un État et qui confrontent cet État pour faire valoir les revendications d'un ou plusieurs groupes sans utiliser la force ou la coercition. Maintenant que nous avons défini à la fois les mouvements d'autodétermination et les différentes formes d'actions politiques que ceux-ci peuvent entreprendre, il convient de présenter la manière dont nous allons analyser les causes des tournants dans la mobilisation.

1.2.4 Analyser les mobilisations

Dans les dernières années, le nombre de recherche en sciences sociales sur les conflits internes ou intra-étatiques a connu une croissance significative. Comme le souligne Stathis N. Kalyvas « This area of study [...] has grown from a peripheral topic to a central concern for scholars of both comparative politics and international relations⁹³. » Les bases de données du *Center for systematic peace* sur les épisodes majeurs de violences politiques entre 1946 et 2016⁹⁴ et celles du *Center for International Development and Conflict Management* sur les luttes armées entre 1946 et 2014, montrent que les conflits civils internes⁹⁵ ont été et sont, avec les conflits

⁹³ Stathis Kalyvas, « Foreword », in *Rethinking Violence: States and Non-State Actors in Conflict*, éd. par Erica Chenoweth et Adria Lawrence (Cambridge, MA: The MIT Press, 2010), p. xi.

⁹⁴ Monty G. Marshall, Center for Systemic Peace, *Major Episodes of Political Violence between 1946-2016*, (2017). <http://www.systemicpeace.org/warlist/warlist.htm>.

⁹⁵ « This includes all organized military conflict over control of government or territory involving one or more state government(s) and causing at least 25 battle-related fatalities in a calendar year. » Cité

ethniques, les principales sources de violences politique⁹⁶. Les données de l'*Uppsala Conflict Data Program* sur les conflits armés entre 1946 et 2017 ont confirmé cette tendance. Par ailleurs, ce domaine d'étude, qui était principalement axé sur les États, s'est tourné vers les acteurs non-étatiques. D'après ces trois bases de données, la majorité des conflits ont été intraétatiques depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, c'est-à-dire qu'ils ont opposé un État ou un gouvernement à des acteurs non-étatiques au sein d'un territoire contrôlé ou contesté⁹⁷. Les guerres interétatiques, en revanche, ont constamment diminué durant cette même période, au point où elles peuvent être considérées comme des événements rares⁹⁸. Néanmoins, ce domaine de recherche reste marqué par de nombreuses divergences autant méthodologiques que théoriques.

Un débat significatif dans ce champ a concerné l'opposition entre les théories mettant l'accent sur la cupidité des groupes engagés dans des conflits armés et ceux s'intéressant aux injustices (*greed vs grievances*). Selon la première perspective, les groupes sociaux seraient instrumentaux et s'engageraient dans des luttes violentes dans le but d'acquérir des ressources ou d'accroître leurs intérêts personnels. La possibilité de gains économiques selon une logique coût-bénéfice est alors posée comme principe explicateur du recours à la violence⁹⁹. Collier et Hoeffler ont par exemple soutenu que la présence sur un territoire de biens hautement mercantiles augmente le risque d'un conflit violent. D'autres théoriciens comme Ted Gurr ont mis l'accent sur les griefs ou l'injustice en tant que facteur de propagation de formes violentes d'action politique¹⁰⁰.

dans David A Backer, Ravinder Bhavnani et Paul Huthl, *Peace and Conflict 2016* (Routledge, 2016), p. 20.

⁹⁶ l'Uppsala Conflict Data Program définit la violence politique comme : « The use of armed force which resulted in 25 deaths in a year. ». Uppsala Universitet, Department of Peace and Conflict Research, Research, UCDP, Definitions. <https://www.pcr.uu.se/research/ucdp/definitions>.

⁹⁷ Uppsala Universitet, Department of Peace and Conflict Research, Research, UCDP (2017), (Consulté le 6 mars 2019). <https://ucdp.uu.se/#/year/2017>.

⁹⁸ Erik Melander, David A. Backer, et Eric Dunford « The Geography of Organized Armed Violence around the World » dans *Peace and Conflict 2017*, dir. David Backe, Ravinder Bhavnani, Paul Huth (Routledge, 2017), p. 24

⁹⁹ Paul Collier et Anke Hoeffler, « Greed and Grievance in Civil War », *Oxford Economic Papers* 56, n° 4 (22 juin 2004): p. 588.

¹⁰⁰ Gurr, *Why men rebel*, pp. 9-13.

Certaines conditions structurelles spécifiques augmenteraient le risque de violence comme les disparités économiques, l'insécurité identitaire ou la discrimination religieuse. Ces approches théoriques ont tendance à se concentrer sur des inégalités horizontales pour expliquer les tournants violents dans le militantisme. De plus, ainsi que le soulignent Arnim Langer et Frances Stewart « it is not only a matter of measurable (or 'objective') inequalities, but also perceptions of inequalities, since people act as a result of perceptions rather than some possibly unknown facts¹⁰¹. »

Malgré l'impact majeur de ces théories dans les sphères académiques et publiques, les explications basées principalement sur la cupidité ou les griefs des acteurs politiques ont fait l'objet de multiples critiques, en partie à cause de leur caractère réducteur¹⁰². En effet, les conflits interétatiques et les acteurs qui y participent sont rarement purement rationnels¹⁰³. Comme le soutient Matthew Webb, « One difficulty with using greed to explain separatist violence concerns why rational individuals would assume the considerable risks of joining a separatist group before it is reasonably clear that the group is likely to achieve its aims¹⁰⁴. » Toutefois, bien que nous considérons que les injustices et inégalités puissent créer un terrain social et politique propice à l'émergence de conflits, leur déclenchement résultent de l'interaction complexe entre les griefs et les intérêts des groupes mais aussi d'autres facteurs comme la forme de gouvernement ou la présence de co-nationaux dans un pays frontalier. Par ailleurs, comme nous l'avons indiqué auparavant, pour comprendre ces mouvements, les facteurs structurels

¹⁰¹ Arnim Langer et Frances Stewart, « Horizontal Inequalities and Violent Conflict: Conceptual and Empirical Linkages », in *Routledge Handbook of Civil Wars*, éd. par Edward Newman et Karl DeRouen Jr (Routledge, 2014), p. 104.

¹⁰² Cristina Bodea et Ibrahim A. Elbadawi, *Riots, Coups And Civil War: Revisiting The Greed And Grievance Debate*, Policy Research Working Papers (The World Bank, 2007).

¹⁰³ Syed Mansoob Murshed et Mohammad Zulfan Tadjoeddin, « Revisiting the Greed and Grievance Explanations for Violent Internal Conflict », *Journal of International Development* 21, n° 1 (janvier 2009): pp. 87-111.

¹⁰⁴ Matthew J. Webb, « Greed, Grievance and Violent Separatism in South Asia », in *The Political Economy of Conflict in South Asia*, éd. par Matthew J. Webb et Albert Wijeweera, International Political Economy Series (London: Palgrave Macmillan UK, 2015), p. 154.

sont aussi importants que l'agentivité des groupes. C'est pourquoi il convient d'aller au-delà des analyses en termes de *greed and grievances*.

Considérant ces enjeux, la littérature sur les mouvements sociaux offre un cadre conceptuel plus adapté que les théories précédentes pour concevoir l'interaction entre les variables structurelles et les dynamiques positionnelles, ainsi que des outils analytiques pour comprendre la sélection d'une méthode de mobilisation et les changements dans les formes de contestation. Dans ses travaux le sociologue, Charles Tilly introduit le concept de répertoire d'action pour analyser les formes de mobilisation au sein des mouvements sociaux. Tilly¹⁰⁵, puis Tilly et Tarrow¹⁰⁶, définissent les répertoires comme des « ensembles préexistants de représentations qui s'offrent, dans un contexte donné, à un ensemble donné d'acteurs politiques¹⁰⁷. » Malgré les critiques avancées à l'encontre de ce concept heuristique¹⁰⁸, en tant qu'outil théorique, la notion de répertoire nous permet de replacer le choix effectué par des mouvements d'autodétermination en fonction des préférences du groupe, de la pertinence de l'action, mais aussi de la disponibilité des ressources. Même si la manifestation, le sit-in ou le boycott semblent être des méthodes de mobilisation conventionnelles, il faut considérer que les revendications collectives sont chargées de sens et les répertoires qui s'offrent à un groupe ou un mouvement ne sont pas équivalents, « Barrer une route ne signifie pas la même chose pour des « rebelles » français du XVIII^{ème} siècle que pour des agriculteurs polonais ou des *piqueteros* argentins contemporains¹⁰⁹ ». Pour comprendre ces mobilisations, les revendications

¹⁰⁵ Charles Tilly, *From Mobilization to Revolution* (Addison-Wesley, 1978). Charles Tilly « Contentious Repertoires in Great Britain, 1758-1834 », dans *Repertoires and Cycles of Collective Action*, dir. Mark Traugott (Duke University Press, 1995), pp. 15-42.

¹⁰⁶ Charles Tilly et Sidney Tarrow, *Politique(s) du conflit. De la grève à la révolution* (Presses de Sciences Po, 2008), p. 38.

¹⁰⁷ *Ibid.*, pp. 9-36.

¹⁰⁸ Olivier Fillieule, *Stratégies de la rue* (Presses de Sciences Po, 1997); Michel Offerlé, « Retour critique sur les répertoires de l'action collective (XVIII^e - XXI^e siècles) », *Politix* n° 81, n° 1 (2008): p. 13.

¹⁰⁹ *Ibid.*, p. 15.

doivent être inscrites de manière diachronique, dans le continuum de la lutte, et synchronique, dans des espaces physiques et symboliques. Un groupe fait face dans son processus de sélection à une série de contraintes¹¹⁰ et de positionnements : quel répertoire d'action est accessible, quel symbole est associé à chaque mode d'action, est-ce que leurs utilisations permettraient d'atteindre les objectifs fixés par le groupe en vertu des méthodes utilisées dans le passé ?

Le sociologue Marcos Ancelovici, en s'inspirant des travaux de McAdam, Tilly et Tarrow et principalement du concept de structure d'opportunités politiques (SOP), a tenté d'élaborer une « théorie de la contestation en une série d'indicateurs précis qui permettraient de retracer empiriquement la relation entre les transformations de la structure des opportunités du champ et la trajectoire des vagues contestataires¹¹¹. » D'un point de vue théorique, la structure d'opportunité politique est définie par les sociologues français Olivier Fillieule et Lilian Mathieu dans leur *Dictionnaire des mouvements sociaux* comme concept qui « rend compte de l'environnement politique auquel sont confrontés les mouvements sociaux, et qui peut selon la conjoncture exercer une influence positive ou négative sur leur émergence et leur développement¹¹² ». L'étude des mouvements contestataires avec une analyse en termes de SOP permettrait de mettre en évidence les raisons pour lesquelles un mouvement put se distinguer à un moment précis de l'histoire. Le concept en soi a pourtant été longuement critiqué au tournant des années 1990, principalement à cause de la place qu'il accordait à l'État lors de sa définition des espaces institutionnels et parce qu'il semblait négliger l'interaction entre les mouvements sociaux et l'État dans

¹¹⁰ Les contraintes exercées sur les actions sociales peuvent, selon nous, prendre de multiples formes : elles peuvent être concrètes (ne pas posséder d'armes à feu par exemple ou ne pas avoir le droit de vote), plus symboliques (certaines actions peuvent être interdites pour des raisons idéologiques) ou même inconscientes (ne pas savoir qu'un type de mobilisation est possible ou existe).

¹¹¹ Marcos Ancelovici, « Esquisse d'une théorie de la contestation: Bourdieu et le modèle du processus politique », *Sociologie et sociétés* 41, n° 2 (18 février 2010): p. 58.

¹¹² Olivier Filieule et Lilian Mathieu « Structure des opportunités politiques » dans le *Dictionnaire des mouvements sociaux*, dir. Olivier Filieule et Lilian Mathieu (Presses de Sciences Po, 2009), p. 530.

la mise en place d'actions collectives¹¹³. Ancelovici soutient cependant que malgré les critiques, ce concept demeure pertinent en tant que cadre analytique¹¹⁴. C'est pourquoi celui-ci propose de réviser le modèle des SOP en y associant les dynamiques bourdieusiennes liées aux champs, comme espace structuré et structurant de positions et de prise de positions¹¹⁵, afin d'établir ce qu'il nomme des structures d'opportunité de champ (SOC). Dans cette perspective, Ancelovici insiste sur le fait que le comportement des acteurs sociaux est en partie déterminé par leur place dans un champ particulier, en tant que dominant ou *Challenger* par exemple, et par les règles tacites ou formelles de celui-ci. À partir de cela, il développe un modèle d'analyse qui rendrait compte autant de facteurs structurels, comme les espaces dans lesquels se mobilisent les mouvements sociaux, que des changements dans le champ qui pourraient entraîner une réévaluation des positions et des stratégies des acteurs. Le sociologue insiste à la fois sur les aspects processuels et interactionnels d'une analyse des mouvements sociaux en considérant aussi les changements au sein d'un champ qui pourraient altérer la trajectoire d'un mouvement et modifier les formes de mobilisation¹¹⁶. Dans cette perspective, comprendre les stratégies des mouvements d'autodétermination nécessite donc d'analyser les champs que les acteurs investissent pour acquérir leur d'autonomie politique.

En nous inspirant des travaux d'Ancelovici, de Tilly, de Tarrow et de McAdam et en nous appuyant sur nos connaissances de l'histoire Tibétaine et Cachemiri, nous allons maintenant proposer une série d'indicateurs analytiques, qui nous permettront d'étudier de façon séquentielle les variations dans les stratégies de revendications des mouvements d'autodétermination tibétain et cachemiri, ainsi qu'une liste d'hypothèses sur les causes de ces variations.

¹¹³ *Ibid.*, p. 535.

¹¹⁴ Ancelovici, « Esquisse d'une théorie de la contestation », p. 44.

¹¹⁵ Pierre Bourdieu, *Questions de sociologie* (Les Éditions de Minuit, 1998), p. 113.

¹¹⁶ Ancelovici,, « Esquisse d'une théorie de la contestation », pp. 51-56.

1) *Structure du mouvement* : Nous considérons les mouvements d'autodétermination non pas comme des acteurs unifiés mais comme des entités composites, dont les multiples groupes détiennent différents niveaux de pouvoir social et politique. En effet, comme le note Sidney Tarrow, les vagues de contestation politique engagent divers protagonistes utilisant consécutivement ou simultanément différents répertoires d'action¹¹⁷. Nous considérons deux types d'acteurs : d'une part, l'*Élite*, qui exerce le plus grand pouvoir symbolique et matériel et qui est le plus souvent à la tête de la négociation ou de la lutte contre l'État, en tant que représentant le plus crédible du mouvement ; d'autre part, les *Challengers*, des groupes qui aspirent à accroître leur statut vis-à-vis de la collectivité et cherchent à faire avancer un programme spécifique, mais qui ne sont pas nécessairement en concurrence avec l'*Élite*¹¹⁸. Toutefois, nous ne voulons pas tomber dans le piège de l'endogénéité en supposant que plus le mouvement d'autodétermination est fragmenté, plus il est probable qu'il utilise des méthodes d'action violentes. Comme l'a souligné Cunningham, parfois, la cause de la fragmentation résulte de la volonté des groupes d'utiliser des techniques violentes ou non-violentes¹¹⁹. Néanmoins, dans les luttes d'autodétermination, la fragmentation du mouvement est plus probablement le résultat de l'héritage de structures de pouvoir diffuses d'un collectif faiblement institutionnalisé ou de la conséquence d'une divergence sur l'objectif de la lutte¹²⁰. Dans cette optique, nous suggérons l'hypothèse suivante :

¹¹⁷ Sidney Tarrow, *Power in Movement: Social Movements and Contentious Politics*, 3rd édition (Cambridge; New York: Cambridge University Press, 2011), p. 105.

¹¹⁸ Nous inspirons notre dichotomie du travail de la politologue Wendy Pearlman, Celle-ci souligne l'importance de développer une « composite-actor approach » pour expliquer le recours à la violence dans les conflits civils. Voir Pearlman Wendy, « A Composite-Actor Approach to Conflict Behavior », in *Rethinking Violence*, éd. par Adria Lawrence et Erica Chenoweth, pp. 197-219.

¹¹⁹ Seymour, Bakke, et Cunningham, « E Pluribus Unum, Ex Uno Plures »; Kathleen Gallagher Cunningham, *Inside the Politics of Self-Determination* (Oxford ; New York: Oxford University Press, 2014), pp. 141-142.

¹²⁰ L'autonomie interne, le séparatisme ou l'irréductibilité.

H₁ : Les groupes *Challengers* changent de stratégie en raison d'un désaccord ou d'une déception par rapport aux *Élites* et à la manière dont elles se mobilisent pour l'autodétermination ou acceptent un compromis perçu comme insuffisant.

2) *Les ressources apportées par les soutiens externes* : L'appui d'acteurs étrangers, gouvernements, organisations internationales ou acteurs non-étatiques, dans les conflits d'autodétermination par l'entremise d'armes, de fonds, ou simplement de reconnaissance politique, augmente la quantité de ressources, symboliques ou matérielles, qu'un mouvement d'autodétermination est capable d'utiliser dans les espaces de la revendication. La forme du soutien externe aura donc une influence sur l'adoption d'une stratégie plutôt que d'une autre¹²¹.

H₂ : Un soutien matériel d'acteurs étrangers mène un mouvement d'autodétermination à poursuivre des actions violentes¹²².

3) *Relations entre l'État et le(s) groupe(s) mobilisé(s)* : On soutient que la structure des relations entre l'État et les groupes minoritaires (*non-core groups*¹²³), qui peut aller de la répression à l'accommodation, affecte les modes d'action collectifs¹²⁴. En effet, Jeff Goodwin souligne que : « revolutionary movements develop not simply because people are angry, but because the state under which they live

¹²¹ Alexis Heraclides « Secessionist Minorities and External Involvement » *International Organization* Vol. 44, No. 3 (1990), p. 344.

¹²² En ce qui concerne le soutien matériel, nous utilisons la définition du Code des États-Unis : « material support or resources” means any property, tangible or intangible, or service, including currency or monetary instruments or financial securities, financial services, lodging, training, expert advice or assistance, safehouses, false documentation or identification, communications equipment, facilities, weapons, lethal substances, explosives, personnel (1 or more individuals who may be or include oneself), and transportation, except medicine or religious materials; » 18 U.S. Code § 2339A. Providing material support to terrorists. <https://www.law.cornell.edu/uscode/text/18/2339A>.

¹²³ Nous considérons que « the term “non-core group” [refers] to any aggregation of individuals that is perceived as an unassimilated ethnic group (on a linguistic, religious, physical, or ideological basis) by the ruling political elite of a country.» cite dans Harris Mylonas, *The Politics of Nation-Building* (Cambridge University Press, 2013) p. xx.

¹²⁴ John McGarry et Brendan O’Leary « The Political Regulation of National and Ethnic Conflict. » *Parliamentary Affairs*, 47(1), (1994), pp. 94–115.

provides no other mechanism for social change and violently represses those who peacefully seek incremental reforms¹²⁵. » Pourtant, dans la littérature scientifique, il n'y a pas de consensus sur l'effet de la répression et des accommodements sur l'encouragement ou la prévention des stratégies violentes¹²⁶. En suivant les travaux de Beaulieu et Cunningham, nous souhaitons nous intéresser à l'effet des mesures étatiques sur les mouvements d'autodétermination sur la longue durée, principalement à la façon dont les espaces politiques conventionnels sont ouverts et fermés et les groupes réprimés ou accommodés¹²⁷. Notre hypothèse est donc que ce n'est pas simplement la répression qui, avec le temps, conduit à un glissement vers des méthodes violentes : c'est l'effet à long terme de schémas irréguliers de répression et de conciliation qui poussent les groupes à s'éloigner de l'activisme conventionnel ou non-violent pour se tourner vers le militantisme violent.

H_{3a} : Les pratiques irrégulières de répression et d'accommodement de l'État à l'égard d'un mouvement d'autodétermination entraînent à terme un tournant violent dans les stratégies de revendication.

De plus, de multiples communautés représentées par un mouvement d'autodétermination en Asie contemporaine ont été incorporées à un moment de leur histoire récente par de nouveaux États-nations, et nous suggérons que la forme du processus d'incorporation a également eu un impact sur l'émergence de certaines méthodes de confrontation.

¹²⁵ Jeff Goodwin, *No Other Way out: States and Revolutionary Movements, 1945-1991*, Cambridge Studies in Comparative Politics (Cambridge ; New York: Cambridge University Press, 2001), p. 304.

¹²⁶ Erica Chenoweth et Adria Lawrence, éd., *Rethinking Violence*, p. 11.

¹²⁷ Kathleen Gallagher Cunningham et Emily Beaulieu, « Dissent, Repression, and Inconsistency », in *Rethinking Violence*, éd. par Erica Chenoweth et Adria Lawrence, pp. 173-195.

H_{3b} : Considérant un degré antérieur de gouvernance autonome, la tentative d'intégrer le collectif en modifiant son mode d'organisation sociale et politique conduit à une confrontation violente.

Les variables et hypothèses précédentes serviront de guide pour expliquer les variations significatives dans l'activisme. Néanmoins l'objectif de ce travail est aussi de fournir des explications aux continuités, et plus précisément à l'engagement à certaines formes de mobilisation. Qu'est-ce qui pousse un mouvement spécifique à se consacrer à certaines stratégies sur la durée, même si celle-ci ne semblent pas fonctionner ? Même si nous considérons que cet engagement est susceptible de s'affaiblir avec le temps, dans une perspective comparative, il est pertinent de comprendre pourquoi certains groupes sont capables de prescrire et d'interdire de manière astreignante certains types d'actions alors que d'autres échouent à le faire. Dans cette recherche, nous souhaitons donc évaluer le rôle de l'idéologie sur la sélection et le maintien de stratégies particulière. L'idéologie a souvent été négligée dans l'analyse des conflits en faveur de facteurs structurels, mais pour Francisco Gutierrez Sanin et Elisabeth Jean Wood :

[...] can the Holocaust be explained with no reference to ideology? That the Nazis massively benefited from the killing and expropriation of the Jews is uncontroversial. But was this genocidal course of action uniquely determined by economic self-interest? The evidence points in the other direction. If genocide requires ideas to be understood [...] the same is true of the inverse phenomenon, restraint by armed actors.¹²⁸

Comprendre les dynamiques de la lutte et les méthodes de revendications, c'est donc analyser les processus idéologiques de cadrage de l'action collective. Notre ambition n'est pas d'analyser l'idéologie comme un simple ensemble d'idées, mais telle qu'elle est activée par des acteurs sociaux et précisément par l'*Élite*, dans la relation entre une position idéologiquement énoncée et un schéma de mobilisation observé. L'*Élite* joue

¹²⁸ Francisco Gutiérrez Sanín et Elisabeth Jean Wood, « Ideology in Civil War: Instrumental Adoption and Beyond », *Journal of Peace Research* 51, n° 2 (mars 2014): p. 214.

un rôle privilégié dans l'articulation, l'édification et l'instrumentalisation de symboles, d'idées et de préceptes dans la construction d'une solidarité collective. Que ce soit, en vue de justifier l'expropriation ou la réappropriation d'un territoire, un nettoyage ethnique ou une forme pour l'indépendance, tout un univers symbolique, historique et culturel doit être employé.

1.3 Modélisation de la recherche

Une partie importante de la littérature sur les conflits civils et l'autodétermination favorise l'utilisation de méthodes quantitatives¹²⁹. Ces approches, qui procèdent par la mise à l'épreuve d'une ou plusieurs hypothèses sur un nombre élevé de cas, cherchent principalement à obtenir des tendances générales sur des questions comme l'influence des tensions économiques sur les risques de guerre civile¹³⁰, le lien entre fragmentation des groupes et recours à la violence¹³¹, la propagation de luttes séparatistes entre groupes transfrontaliers¹³², les dynamiques d'accommodation quand l'État fait face à plusieurs groupes demandant leurs autonomies¹³³. Toutefois, les méthodes utilisées dans ces études ne semblent pas adaptées pour analyser de manière compréhensive les

¹²⁹ Paul Collier et Anke Hoeffler, « Greed and grievance in civil war » *Oxford Economic Papers*, Volume 56, Issue 4, 1 (2004), pp. 563–595. Nicholas Sambanis et Branko Milanovic « Explaining Regional Autonomy Differences in Decentralized Countries » *Comparative Political Studies*, volume: 47, issue 13 (2014) p. 1830-1855. Henry E. Hale, « The Parade of Sovereignities: Testing Theories of Secession in the Soviet Setting » *British Journal of Political Science* 30 (1), (2000), pp. 31-56.

¹³⁰ James D. Fearon et David D. Laitin, « Ethnicity, Insurgency, and Civil War » *American Political Science Review* 97, no. 1 (2003), pp. 75-90.

¹³¹ William R. Ayres et Stephen Saideman « Is separatism as contagious as the common cold or as cancer? Testing international and domestic explanations » *Nationalism and Ethnic Politics*, Volume 6, Issue 3 (2000), pp. 91-113.

¹³² Kristin M. Bakke, Kathleen Gallagher Cunningham et Lee JM. Seymour, « A Plague of Initials: Fragmentation, Cohesion, and Infighting in Civil Wars », *Perspectives on Politics* 10(2) (2012), pp. 265 -283. Lee JM. Seymour, Kristin M. Bakke et Kathleen Gallagher Cunningham, « E pluribus unum, ex uno plures: Competition, violence, and fragmentation in ethno-political movements » *Journal of Peace Research*, 53 issue 1 (2015), pp. 3 -18.

¹³³ Walter, Barbara F. « Building Reputation: Why Governments Fight Some Separatists but Not Others », *American Journal of Political Science* 50, no 2 (2006).

raisons pour lesquelles les stratégies de mobilisation, violentes ou non, dans les mouvements indépendantistes changent ou perdurent et la façon dont le contexte historique, géopolitique, l'idéologie et les mécanismes d'institutionnalisation influencent la sélection d'un répertoire d'actions dans une lutte d'autodétermination. De plus, dans le cadre des luttes tibétaines et cachemiries, nous sommes face à des acteurs réflexifs qui font appel aux Nations Unies et à la communauté internationale depuis plus de soixante-dix ans, et qui ont dû élaborer et réarticuler leurs stratégies politiques au cours des différentes phases du conflit. Comme le note la politologue Bridget Coggins dans son étude sur la formation étatique au XX^{ème} siècle, une méthode comparative semble mieux adaptée pour répondre à des questions liées aux processus¹³⁴. Pour ces raisons, nous privilégierons l'analyse sociohistorique comparée afin d'examiner de manière systématique les formes de la mobilisation politique dans la communauté tibétaine en exil et chez les Cachemiris¹³⁵.

Cependant, les chercheurs choisissant une méthode sociohistorique comparative sont confrontés à la célèbre question soulevée par Rueschemeyer : « Can One or a Few Cases Yield Theoretical Gains? ». Par rapport aux études quantitatives qui fondent leur validité empirique sur un nombre important de tests, les analyses socio-historiques visent à produire des évaluations causales en développant une comparaison contextualisée et précise. Ritter soutient qu'au lieu de se concentrer sur les corrélations entre des variables préétablies, un cadre comparatif permet de relier des causes hypothétiques avec les événements observables¹³⁶. Dans la lignée des travaux de

¹³⁴ Bridget Coggins, *Power Politics and State Formation in the Twentieth Century: The Dynamics of Recognition*, (Cambridge University Press, 2014), p. 82.

¹³⁵ James Mahoney et Dietrich Rueschemeyer, « Comparative historical analysis: achievement and agenda » dans *Comparative Historical Analysis in the Social Sciences*, dir. James Mahoney et Dietrich Rueschemeyer, (Cambridge University Press, 2003), p. 13.

¹³⁶ Daniel P. Ritter, « Comparative Historical Analysis », in *Methodological Practices in Social Movement Research*, éd. par Donatella Della Porta, 1st édition (Oxford: Oxford University Press, 2014), p. 98.

Skocpol, Tilly, Moore et Pierson¹³⁷, l'évaluation des liens de causalité doit alors s'effectuer par l'examen précis des trajectoires historiques¹³⁸. Dans le cadre de notre étude de cas comparative, « les explications causales doivent donc être découvertes en portant une attention particulière aux processus de *longue durée*.¹³⁹» Afin de comprendre pourquoi il y a une fluctuation dans les schémas de mobilisation, le déroulement des événements doit faire l'objet d'une narration (*narrative*) minutieuse¹⁴⁰. Pour le sociologue Andreas Wimmer « Qualitative comparative work [...] shows how important it is to take different ethno-political constellations into account and that qualitatively different causal pathways lead to violence¹⁴¹. » La contextualisation historique devient alors nécessaire afin d'inscrire de façon séquentielle les facteurs pouvant entraîner des ruptures ou des changements notables dans la lutte, comme la fragmentation du mouvement, la perte d'un soutien externe ou la mort d'un représentant religieux. En effet, Jack A. Goldstone défend l'idée que : « Process tracing involves making deductions about how events are linked over time, drawing on general principles of economics, sociology, psychology, and political science regarding human behavior¹⁴² ».

Par ailleurs, l'analyse des facteurs structurels reste le centre d'intérêt principal des comparaisons sociohistoriques. Néanmoins, elles ne ferment pas la porte aux

¹³⁷ Barrington Moore, *Social Origins of Dictatorship and Democracy: Lord and Peasant in the Making of the Modern World*, Reprint edition (Beacon Press, 1993). Paul Pierson, *Politics in Time – History, Institutions, and Social Analysis*, (Princeton University Press, 2004). Charles Tilly « Why and How History Matters » dans *The Oxford Handbook of Political Science*, dir. Robert E. Goodin (Oxford University Press, 2011).

¹³⁸ Theda Skocpol, *States and Social Revolutions: A Comparative Analysis of France, Russia, and China*, (Cambridge: Cambridge University Press, 2015), pp. 35-36.

¹³⁹ Ritter « Comparative Historical Analysis », pp. 98-99.

¹⁴⁰ Donatella Della Porta « Comparative analysis: case-oriented versus variable-oriented research » dans *Approaches and Methodologies in the Social Sciences: A Pluralist Perspective*, pp. 205-206.

¹⁴¹ Wimmer, *Waves of War*, p. 148.

¹⁴² Jack A. Goldstone, « Comparative Historical Analysis and Knowledge Accumulation in the Study of Revolutions », in *Comparative Historical Analysis in the Social Sciences*, éd. par James Mahoney et Dietrich Rueschemeyer, 1^{re} éd. (Cambridge University Press, 2003), p. 48.

explications volontaristes¹⁴³. En accord avec notre utilisation des théories des mouvements sociaux, nous soutenons l'idée que : « structures limit agency not by obstructing, but by making available a finite repertoire of tools for action – a repertoire actors can potentially modify and improve¹⁴⁴. » Les travaux de David Collier et Ruth Berins Collier sur la relation entre l'État et le mouvement ouvrier en Amérique Latine donnent un exemple probant de la combinaison de facteurs structurels et d'agentivité dans une analyse historique comparative. L'utilisation rigoureuse d'une méthode du *Process tracing* nous permet donc de mesurer comment les conditions antécédentes et les tournants critiques peuvent conduire les mouvements sociaux et politiques vers des carrefours particuliers où ces derniers se positionnent autant par l'héritage, les contraintes structurelles que par l'évaluation de nouvelles opportunités. Comme le soutiennent Slater et Simmons : « Critical antecedents can thus be defined as *factors or conditions preceding a critical juncture that combine with causal forces during a critical juncture to produce long-term divergence in outcomes*¹⁴⁵. » Lorsque les groupes étudiés sont affectés par la même force causale, la présence de conditions antécédentes spécifiques dans un cas et leur absence dans un autre peuvent entraîner un résultat divergent et ainsi expliquer les variations dans les mobilisations¹⁴⁶. C'est pourquoi les périodes précédant les tournants critiques feront l'objet d'une analyse approfondie. Pour conclure, l'objectif de cette recherche n'est pas de mettre en exergue les mécanismes généraux relatifs aux schèmes d'action de l'ensemble des mouvements

¹⁴³ James Mahoney, « Strategies of Causal Assessment in Comparative Historical Analysis », in *Comparative Historical Analysis in the Social Sciences*, éd. par James Mahoney et Dietrich Rueschemeyer, 1^{re} éd. (Cambridge University Press, 2003), p. 340.

¹⁴⁴ James Mahoney et Richard Snyder, « Rethinking Agency and Structure in the Study of Regime Change », *Studies in Comparative International Development* 34, n° 2 (juin 1999): p. 25.

¹⁴⁵ Dan Slater et Erica Simmons « Informative Regress: Critical Antecedents in Comparative Politics », *Comparative Political Studies*, 43(7), 2010, pp. 890. L'italique vient du texte original.

¹⁴⁶ *Ibid.* pp. 888–890.

d'autodétermination, mais de comprendre l'effet de certains facteurs sur des luttes spécifiques et comparables¹⁴⁷.

1.4 Périodisation

Afin d'analyser dans une perspective historique comparative les trajectoires de ces deux mouvements sur la longue durée, nous allons dans les deux prochains chapitres empiriques nous intéresser à deux périodes de l'histoire du Cachemire et du Tibet. La première période s'amorce au début du siècle et se clôt à la fin des années 1940, lorsque l'Inde et le Pakistan deviennent indépendants et que le parti communiste chinois gagne la guerre civile. Cette période constitue la genèse des mouvements d'autodétermination. Au sein de l'État princier du Jammu et Cachemire, on observe l'organisation et la définition consciente des Cachemiris comme collectif souhaitant son autonomie. Tandis que le Tibet commence à se constituer et s'affirmer en tant qu'unité politique souveraine face à la Chine et aux puissances occidentales. La seconde période débute lorsque Cachemiris et Tibétains commencent à être intégrés par des États émergents, successivement à partir de 1947 et de 1949, et se termine sur deux événements significatifs survenus en 1989 : l'obtention du prix Nobel de la paix par le XIV^{ème} Dalai-lama et l'enlèvement de Rubaiya Sayeed, fille du ministre indien de l'intérieur, par le Jammu and Kashmir Liberation Front. Les variables présentées précédemment serviront de lignes directrices pour comprendre les variations et continuités dans les formes du militantisme.

¹⁴⁷ Jack A. Goldstone « Comparative Historical Analysis and Knowledge Accumulation in the Study of Revolution » dans *Comparative Historical Analysis in the Social Sciences*, p. 51.

CHAPITRE II

DES ÉTATS ET DES HOMMES : COLONIALISME ET LE « GRAND JEU » EN ASIE

La première moitié du XX^{ème} siècle est une période de grands changements politiques dans le sous-continent indien et en Chine continentale : ces transformations et conflits façonneront d'ici le milieu du siècle cette espace politique pour les décennies à venir. Alors que le Tibet et la Chine vivent les derniers moments de l'expansionnisme colonial britannique, le Cachemire et l'Inde sont témoins et acteurs de son démantèlement. Dans ce chapitre, nous analyserons la période de l'histoire contemporaine du Tibet et du Cachemire avant que les deux régions ne soient incorporées dans de nouveaux États-nations. Nous démontrerons que les changements sociaux et politiques que les sociétés tibétaine et cachemirienne ont connus au cours de cette phase de l'histoire sont essentiels pour comprendre les formes du militantisme dans ces deux communautés. À travers notre présentation socio-historique, nous mettrons en évidence les variables déterminées précédemment. Dans la première partie, nous montrerons comment les mouvements politiques issus de la société civile cachemirienne ont négocié l'ouverture des espaces politiques. Dans la seconde moitié, nous analyserons la politique régionale et interne du Tibet, la structure de l'État lamaïste et la manière dont le conservatisme religieux a conduit aux tentatives échouées de modernisation et d'affirmation politique.

2.1 L'État princier du Jammu-et-Cachemire : 1946 – 1947

2.1.1 La naissance d'un mouvement : 1925 – 1938

Entre 1757 et 1947, la Compagnie britannique des Indes orientales puis, à partir de 1858, la Couronne ont appliqué un modèle de domination directe et indirecte sur le sous-continent indien¹⁴⁸. Au fur et à mesure que les Britanniques s'emparaient du territoire, autant par conquêtes que par alliances, un système de « Paramountcy¹⁴⁹ » a été établi. À travers ce régime de gouvernance, les États princiers, dont plusieurs étaient antérieurs à l'arrivée des Européens dans les Indes et se composaient de fragments d'anciens royaumes et empires, sont devenus sujets de la Couronne d'Angleterre. Bien qu'étant soumis à la tutelle britannique, une souveraineté relative était accordée aux États princiers. En tant qu'États vassaux, ils conservaient une autorité sur les affaires intérieures, principalement les pouvoirs législatifs, juridictionnels et fiscaux, mais aussi une autonomie dans la gestion des activités traditionnelles et religieuses¹⁵⁰. En 1947, lors de la partition du Raj britannique, les 565 États princiers du territoire ont dû choisir auquel des deux dominions nouvellement indépendants ils allaient adhérer : l'Inde ou le Pakistan. L'État du Jammu-et-Cachemire, dirigé par le maharaja Hari Singh, dernier monarque de la dynastie Dogra fondée en 1846, était l'un des plus grands États princiers de l'Empire des Indes, tant par sa taille que par sa population. De plus, cet État, perché dans les confins montagneux entre l'Hindou Kouch et l'Himalaya à la frontière de l'Empire des Indes, bénéficiait d'une situation géographique qui lui donnait le potentiel « to exercise a more than purely hypothetical choice as to its future¹⁵¹. »

¹⁴⁸ Barbara N. Ramusack, *The Indian Princes and Their States*, The New Cambridge History of India (Cambridge University Press, 2003), p. 103.

¹⁴⁹ « In a system of indirect rule, the superior power must concede some degree of sovereignty to the dependent ally. To provide a theoretical justification for this anomalous legal and constitutional situation, the British evolved two key concepts of suzerainty and paramountcy. A suzerain power had superior sovereignty or control over states that possessed limited sovereign rights. In the context of indirect rule in India, the sovereign rights that each Indian ruler possessed were partially defined by treaty but were more generally in a state of flux. » *Ibid*, p. 55.

¹⁵⁰ *Ibid*, p. 2.

¹⁵¹ Alastair Lamb, *Kashmir: A Disputed Legacy, 1846-1990* (Hertingfordbury, Hertfordshire, England: Roxford Books, 1991), p. 7.



Figure 2. 1 Carte du Raj Britannique à l'aube de l'indépendance (Source : Philippe Rekacewicz (2007) « De l'ère coloniale à la partition » [Carte]. Dans *Le Monde diplomatique*, Manière de voir, éd. par Martine Bulard, n°94, août-septembre 2007. (Consulté le 25 mars 2020). <https://www.monde-diplomatique.fr/52387>).

Outre sa géographie, l'une des particularités du Jammu-et-Cachemire était que, depuis le milieu du XIX^{ème} siècle, une lignée de souverains hindous régnait sur une population majoritairement musulmane. La régence des Singh fut marquée par une profonde discrimination à l'encontre de cette majorité¹⁵². La majorité des musulmans de la vallée, paysans, artisans et ouvriers, avaient un accès limité à la terre, à l'éducation et aux emplois dans l'administration publique ainsi que dans les forces armées¹⁵³. Ces conditions sociales étaient partagées avec une classe de paysans hindous de la région

¹⁵² *Ibid*, p. 84.

¹⁵³ Bose, *Kashmir*, pp. 17-18; Rekha Chowdhary, *Jammu and Kashmir: Politics of Identity and Separatism* (New Delhi London New York: Routledge, 2016), p. 9.

de Jammu. Cependant, après l'intronisation d'Hari Singh en 1925, les hindous ont bénéficié d'un traitement préférentiel qui leur a permis d'améliorer leur situation sociale et économique, aliénant ainsi davantage la population musulmane¹⁵⁴. Albion Bannerji, premier ministre du Cachemire de 1927 à 1929, décrit la gouverne du maharaja comme déconnectée de son peuple et surtout de la majorité musulmane qui vivait dans des conditions extrêmement précaires¹⁵⁵. Cette distance entre le monarque et sa population a eu une incidence notable lors de la partition, puisque dans les modalités d'adhésion à l'un des deux dominions de 1947¹⁵⁶, les souverains des États princiers n'étaient pas tenus de consulter leur population avant de prendre leur décision¹⁵⁷.

De plus, comme le souligne la professeure Rekha Chowdhary, au début du règne d'Hari Singh, le gouvernement restreignait toute forme d'activisme politique et les espaces publics étaient étroitement surveillés¹⁵⁸. Dans ce contexte, les institutions religieuses sont devenues des acteurs clés dans la prise de conscience politique des populations marginalisées de la vallée¹⁵⁹. C'est une des raisons pour lesquelles l'identité musulmane est devenue le point pivot autour duquel cette communauté cachemirienne s'est construite politiquement¹⁶⁰. Entre 1925 et 1930, plusieurs organisations ont émergé de la société civile cachemirienne pour contester la domination du maharaja et répondre aux griefs de la population musulmane. Une génération de cachemiris musulmans éduqués dans les universités de Lahore et d'Aligarh, principalement Ghulam Abbas, Prem Nath Bazaz, Muhammad Yusuf Shah et le Sheikh Abdullah, ont contribué à la formation et à la revitalisation de plusieurs associations comme la *Reading Room party* et la *Young Men's Muslim Association*. Ces associations réunissaient, sous la forme de clubs de discussion, une classe émergente d'intellectuels

¹⁵⁴ Schofield, *Kashmir in Conflict*, pp. 17-18.

¹⁵⁵ Lamb, *Kashmir*, p. 88.

¹⁵⁶ Défini par le *Government of India Act of 1935*.

¹⁵⁷ Lamb, *Kashmir*, p. 83.

¹⁵⁸ Chowdhary, *Jammu and Kashmir*, p. 10.

¹⁵⁹ Bose, *Kashmir*, p. 18.

¹⁶⁰ Chowdhary, *Jammu and Kashmir*, p. 6.

musulmans dialoguant autour d'enjeux économiques, religieux et politiques¹⁶¹. Ce n'est cependant qu'après les événements de 1931 que ces organisations commenceront à se mobiliser de manière marquante. Le 13 juillet 1931, le majordome Abdul Qadir est arrêté pour avoir professé un discours contre l'oppression du maharaja : sa détention conduira à la première grande vague de protestations populaires de la région. Face à la persistance des tensions, le gouvernement du Maharaja, avec l'aide de l'administration coloniale, intervient en créant une commission d'enquête dirigée par le fonctionnaire Bertram J. Glancy. Le rapport de la Commission Glancy, publié en 1932, recommande une série de réformes touchant particulièrement le système éducatif et le régime foncier pour les musulmans, ainsi que l'ouverture de la presse et la création d'un conseil législatif démocratique, la *Praja Sabha*, établi en 1934¹⁶². Néanmoins, ces réformes étaient minimes et n'ont réussi à mettre que temporairement un terme aux protestations. La population s'est progressivement rendu compte de l'archaïsme du régime féodal et du fait qu'il ne pouvait être que partiellement réformé¹⁶³.

En 1932, le Sheikh Abdullah et Ghulam Abbas ont créé la *All-Jammu and Kashmir Muslim Conference* (JKMC), premier parti politique souhaitant représenter la majorité musulmane. Comme le remarque Chitralekha Zutshi: « [at] this stage, the Muslim Conference was a Kashmiri Muslim organization, whose main objective was to unite Kashmir Muslims under one political umbrella through an appeal to their sense of belonging to an Islamic community¹⁶⁴ ». Toutefois même si l'islam était l'élément unificateur dominant, les principaux objectifs du parti étaient de remédier aux mauvaises conditions sociales et aux discriminations économiques et juridiques subies par l'ensemble des classes défavorisées, dont la grande majorité était musulmane.

¹⁶¹ Schofield, *Kashmir in Conflict*, pp. 17-18; Chowdhary, *Jammu and Kashmir*, p. 26.

¹⁶² Bose, *Kashmir*, p. 19; Schofield, *Kashmir in Conflict*, p. 18.

¹⁶³ Bose, *Kashmir*, p. 20.

¹⁶⁴ Chitralekha Zutshi, *Languages of Belonging: Islam, Regional Identity and The Making of Kashmir*. (London: Hurst & Co, 2004), p. 229.

2.1.2 Un front désuni : 1938 – 1947

En 1938, après une ouverture limitée des espaces politiques¹⁶⁵, la JKMC présente une « Demande nationale » pour exiger une réforme structurelle du régime autocratique. La JKMC préconisait *inter alia* l'ouverture de l'Assemblée législative représentative à tous les sujets de l'État¹⁶⁶. Dû en partie à la participation de sikhs et d'hindous pandits dans les cercles politiques proches de la MC, l'aspect exclusivement musulman du parti a été graduellement modifié. Abdullah souhaitait dorénavant réunir dans le mouvement contre l'oppression l'ensemble des Cachemiris, indépendamment de leur caste, de leur classe ou de leur religion. Pour lui, il était devenu nécessaire de mettre fin au communautarisme et d'inciter « “all Hindus and Sikhs who believe in the freedom of their country from the shackles of an irresponsible rule” to participate in the popular struggle¹⁶⁷ ». Sous l'influence du Sheikh, le parti adopte une position politique davantage séculière, ce qui conduira en 1939 à la transformation de la *All-Jammu and Kashmir Muslim Conference* en la *Jammu and Kashmir National Conference* (JKNC)¹⁶⁸. Néanmoins, la sécularisation du parti a déplu à certains membres fondateurs de la JKMC, en particulier à Mohammed Yusuf Shah le *Mirwaiz*¹⁶⁹ du Cachemire et Ghulam Abbas le secrétaire général du parti. Les liens croissants entre le *Indian National Congress* (INC) et la nouvelle JKNC du Cachemire étaient considérés comme une trahison à l'égard de la cause musulmane. En 1941, Abbas et Yusuf Shah ont donc relancé depuis Jammu la *Muslim Conference* (MC¹⁷⁰) pour s'opposer au tournant séculier de la NC.

¹⁶⁵ Deux élections seront tenues entre 1934 et 1938 à la *Praja Sabha*. Ian Copland, « Islam and Political Mobilization in Kashmir, 1931-34 », *Pacific Affairs* 54, n° 2 (1981): pp. 252-253.

¹⁶⁶ Schofield, *Kashmir in Conflict*, p. 3.

¹⁶⁷ Bose, *Kashmir*, p. 20

¹⁶⁸ Lamb, *Kashmir*, pp. 93-94.

¹⁶⁹ Représentant religieux musulman spécifique à la région du Cachemire.

¹⁷⁰ Nous utilisons l'acronyme JKMC pour la *All-Jammu and Kashmir Muslim Conference* dont faisait partie Abdullah et MC pour celle ravivée par Abbas et Yusuf Shah.

En 1944, la JKNC franchissait une nouvelle étape dans la contestation en publiant le manifeste *Naya Kashmir* (Nouveau Cachemire). Ce manifeste consistait en un plaidoyer pour la transformation de la monarchie Dogra en un État démocratique fondé sur les principes d'État providence et dans lequel « The equality of the rights of all citizens, irrespective of their nationality, religion, race, or birth, in all spheres of national life-economic, political, cultural, and social shall...be an irrevocable law¹⁷¹. » De plus, ce document prônait la poursuite de réformes économiques de nature socialiste, avec une certaine résonance communiste, notamment l'abolition d'un régime foncier considéré comme abusif ainsi que la redistribution de terres aux paysans. Dans ce Nouveau Cachemire, le maharaja n'aurait eu qu'un rôle figuratif et le pouvoir aurait désormais été entre les mains d'une Assemblée nationale représentative et d'un gouvernement ministériel¹⁷². Par le biais du manifeste, Abdullah et la NC ont également fait valoir la nécessité de réformes sociales déterminantes pour l'ensemble des Cachemiris, en particulier dans les domaines de la santé, de l'éducation et des droits des femmes¹⁷³.

En 1946, lors de la mission du Cabinet britannique¹⁷⁴, la JKNC lançait la campagne « Quit Kashmir », faisant écho au mouvement « Quit India » initié par le Congrès indien en 1942, qui ordonnait la révocation du traité d'Amritsar et donc la fin du règne d'Hari Singh. Cet appel populaire engendre une nouvelle vague de manifestations en faveur de la destitution du monarque. Le gouvernement, sous la direction du premier ministre Ram Chandra Kak, répond de la seule manière qu'il connaisse, soit par la répression brutale des manifestants. Chandra Kak impose par la suite la loi martiale et

¹⁷¹ Sheikh Mohammed Abdullah « Naya Kashmir: The New Kashmiri Manifesto (1944) » Oxford Islamic Studies Online. Nov 21, 2019. <http://www.oxfordislamicstudies.com/article/doc/ps-islam-0320>.

¹⁷² Bose, *Kashmir*, p. 25.

¹⁷³ F. M. Hassnain, *Freedom Struggle in Kashmir* (Rima Pub. House, 1988), pp. 117-127.

¹⁷⁴ Mission envoyée dans le Raj britannique par le premier ministre britannique Clément Atlee (1945-1951) pour traiter du transfert de souveraineté de la Couronne à un ou plusieurs gouvernements indépendants. Ce Cabinet consultatif sera confronté à l'inimitié entre le Congrès national Indien et la Ligue musulmane dans les discussions sur l'avenir du sous-continent.

fait arrêter le Sheikh et plusieurs de ses associés¹⁷⁵. Certains dirigeants de la JKNC, comme Ghulam Mohammed Sadiq et Bakshi Ghulam Muhammad, ont tout de même réussi à éviter l’incarcération en fuyant vers Lahore¹⁷⁶. Pour Ghulam Abbas, la séquestration du Sheikh était l’opportunité de faire basculer le soutien populaire en faveur de la MC, mais avant de réaliser cet objectif il fut à son tour emprisonné¹⁷⁷. Nehru tente en vain de faire libérer Abdullah, allant jusqu’à lui-même venir à la frontière de l’État princier où il est interdit d’entrer.

Il est important de noter qu'à l'extérieur du Jammu-et-Cachemire, au tournant de l'année 1947, alors que le retrait de la Couronne devenait imminent, il n'y avait toujours aucun accord sur la façon dont un État indien indépendant serait établi. Après l'échec de la mission envoyé en 1946, Lord Mountbatten, dernier vice-roi du Raj britannique, arrive en Inde en mars 1947 pour s'occuper du transfert de pouvoir¹⁷⁸. Au départ, Mountbatten reçut l'ordre d'éviter à tout prix la partition, mais il comprit peu à peu que le projet d'un État indien unifié semblait chimérique. Depuis la résolution de Lahore de 1940, Mohammed Ali Jinnah avait défendu la théorie des deux nations. Dans son discours devant la *All-India Muslim League* en 1940 il déclarait: « The Hindus and Muslims belong to two different religious philosophies, social customs, and literature[s]. They neither intermarry nor interdine together, and indeed they belong to two different civilisations [...] Mussalmans are a nation according to any definition of a nation, and they must have their homelands, their territory, and their state¹⁷⁹. » Des figures importantes de l'INC comme Nehru et Gandhi s'opposaient catégoriquement à la perspective des deux nations, soulignant que musulmans et hindous étaient tous deux

¹⁷⁵ Lamb, *Kashmir*, p. 108.

¹⁷⁶ Schofield, *Kashmir in Conflict*, p. 24.

¹⁷⁷ Bose, *Kashmir*, p. 29.

¹⁷⁸ Schofield, *Kashmir in Conflict*, p. 27.

¹⁷⁹ Quaid-i-Azam Mohammad Ali Jinnah at Lahore Session of Muslim League, March, 1940 (Islamabad: Directorate of Films and Publishing, Ministry of Information and Broadcasting, Government of Pakistan, Islamabad, 1983), pp. 5-23

des enfants de l'Inde¹⁸⁰. Toutefois, sous la pression de la Ligue Musulmane, l'avenir du sous-continent est donc scellé le 3 juin 1947, la transformation du Raj se ferait en deux dominions indépendants et prendrait effet le 15 août 1947. La partition peut être en partie considérée comme le résultat de l'échec des Britanniques à entraver la montée du communautarisme religieux, l'incapacité de l'INC à solliciter les populations musulmanes autant que l'obstination de Jinnah dans sa quête d'une nation séparée pour les musulmans du Raj¹⁸¹.

Au Cachemire avant la partition, même si la MC et la JKNC n'étaient pas les seules organisations politiques de la région, elles étaient sans équivoque les plus importantes¹⁸². Le clivage idéologique entre le nationalisme religieux de Jinnah et celui séculier de Nehru se retrouvait dans l'opposition entre la *Muslim Conference* et la *All Jammu and Kashmir National Conference*. Dans un discours au Cachemire en 1944, Jinnah avait d'ailleurs apporté un soutien exclusif à Ghulam Abbas et déclaré que la MC représentait les intérêts de 99% des musulmans cachemiris, tout en conviant le Sheikh Abdullah de rejoindre Abbas¹⁸³. En aliénant ainsi Abdullah, Jinnah n'avait que davantage polarisé la MC et la JKNC. De plus, comme le soutient Schofield, Abbas avait rencontré plusieurs obstacles dans sa compétition politique avec son ancien compagnon Abdullah. Premièrement, étant né dans le Punjab, il n'était pas un sujet de l'État princier ; deuxièmement, il ne parlait pas le cachemiri ; et troisièmement, le fait qu'il résidait à Jammu le rendait en partie étranger aux résidents de la vallée¹⁸⁴. Le Sheikh Abdullah bénéficiait de son côté d'un important support populaire dans toute la

¹⁸⁰ Vapal Pangunni Menon, *Transfer of Power in India* (Princeton University Press, 2015), p. 239.

¹⁸¹ Bipan Chandra, *India's Struggle for Independence: 1857-1947*, Reprint edition (Gurgaon: Penguin Random House India, 2016), p. 500.

¹⁸² Ian Copland, « The Abdullah Factor: Kashmiri Muslims and the Crisis of 1947 », in *The Political Inheritance of Pakistan*, éd. par D. A. Low (London: Palgrave Macmillan UK, 1991), p. 238; Matthew J. Webb, *Kashmir's Right to Secede: A Critical Examination of Contemporary Theories of Secession*, 1st edition (London ; New York: Routledge, 2012), p. 82.

¹⁸³ Bose, *Kashmir*, 22; Navnita Chadha Behera, *State Identity and Violence: Jammu, Kashmir and Ladakh* (New Delhi: Manohar Publishers and Distributors, 2000), p. 34.

¹⁸⁴ Schofield, *Kashmir in Conflict*, pp. 22-23.

région, et cela malgré son rapprochement avec le président du INC, le pandit Jawarharlal Nehru, avec qui il partageait une vision séculière de la politique, et non avec son coreligionnaire, Mohammed Ali Jinnah, et la *Muslim League*.

À la veille de la partition, « Kashmiri political and public opinion was not in favor of either India or Pakistan, even among those who may have sympathized with one or the other¹⁸⁵. » Les circonstances poussent les partis et leurs dirigeants respectifs à choisir avec une certaine réticence l'Inde ou le Pakistan. Le 19 juillet 1947 à Srinagar¹⁸⁶, alors que Ghulam Abbas et le Sheikh Abdullah étaient encore emprisonnés, lors d'une réunion à la résidence de Sardar Ibrahim Khan, militant musulman et ancien membre élu de la *Praja Sabha*, la MC adopte l'*Accession to Pakistan resolution*. Pour la MC, selon des critères géographique, culturel et surtout religieux, l'adhésion du Jammu-et-Cachemire au Pakistan était la meilleure solution pour les populations musulmanes de l'État. D'autre part, la JKNC privilégie l'adhésion à l'Inde plutôt qu'au Pakistan, considérant que le projet d'un Cachemire socialiste et séculier serait plus difficile à réaliser au sein du nouvel État pakistanais¹⁸⁷.

La complexité de la conjoncture au Cachemire entre 1930 et 1948 repose sur une situation d'enchevêtrement décolonial où l'on retrouve une lutte d'autodétermination *sui generis*, contre un État princier, mais lié au mouvement indépendantiste régional réclamant le retrait de la couronne britannique du sous-continent indien.

2.2 Le Tibet, État lamaïste : 1904 – 1949

2.2.1 Lire et écrire l'histoire du Tibet

¹⁸⁵ Zutshi, *Languages of Belonging: Islam, Regional Identity and The Making of Kashmir*, p. 308.

¹⁸⁶ Capital d'été du Jammu-et-Cachemire.

¹⁸⁷ Chowdhary, *Jammu and Kashmir*, p. 23.

Avant de décrire l'évolution de la société et du régime tibétain au cours de la première moitié du XX^{ème} siècle, il est nécessaire de souligner que l'une des principales difficultés lorsque l'on aborde la question de l'autodétermination du Tibet, est que ce dernier se trouve pris entre deux histoires contradictoires basées sur des visions antagonistes de l'autonomie historique du Tibet¹⁸⁸. Comme le note Powers, alors que les Tibétains considèrent que la Chine a eu un rôle périphérique dans leur histoire nationale, les seconds considèrent que le Tibet entre dans le giron chinois dès le XIII^{ème} siècle¹⁸⁹. Cette dissension sur le rôle que l'empire puis le royaume tibétain ont entretenu avec les différents régimes politiques chinois tisse un nœud gordien autour d'une résolution qui s'appuierait sur la reconnaissance d'une indépendance historique *de facto*. Pour Dibyesh Anand :

There is no neutral historical "truth" that can resolve whether Tibet was always an independent nation or an integral part of China. What is more important is to recognize historical developments that have contributed to the framing of the question in absolutist terms of sovereignty or independence, something that was alien to both the Chinese and the Tibetans before the twentieth century¹⁹⁰.

Anand nous met en garde contre les équivoques provoquées par l'utilisation de concepts étrangers quand l'on cherche à soutenir de manière historique, soit la subjugation ou bien l'indépendance de l'État lamaïste. Même si nous sommes d'accord avec Anand d'un point de vue épistémologique, dans les arènes politiques où les Tibétains ont plaidé leur cause et la Chine justifiée sa position, ces concepts ont été dominants dans le cadrage de la question. La reconnaissance d'une autonomie passée reste un argument important pour justifier un déni de souveraineté présent. Adopter l'un des deux postulats revient à considérer l'incorporation du Tibet à la Chine en 1951

¹⁸⁸ Anne-Sophie Bentz, *Les réfugiés tibétains en Inde: Nationalisme et exil* (Graduate Institute Publications, 2015), paragr. 15-19.

¹⁸⁹ À partir de la dynastie Yuan (1279-1368) une sous-division de l'Empire Mongol. Voir John Powers, *History As Propaganda*, pp. 4-5.

¹⁹⁰ Dibyesh Anand « The Tibet Question and the West : Issues of Sovereignty, Identity, and Representation » dans Sautman et Dreyer, *Contemporary Tibet*, p. 287.

soit comme une libération, soit comme une agression. Comme nous le rappelle l'historien Eric Hobsbawm, « l'anachronisme est la technique la plus courante et la plus commode pour créer une histoire propre à satisfaire les besoins collectifs¹⁹¹. » Ces litiges historiographiques sont symboliques de l'opposition nationaliste entre l'État chinois et le gouvernement tibétain.

L'un des enjeux repose sur le fait que le statut politique du Tibet n'est pas si univoque, sa condition demeure encadrée dans l'histoire de ses relations avec les puissances voisines et occidentales, mais aussi dans celles des fractures politiques et des affirmations nationalistes qui ont marqué la région et conduit aux redéfinitions territoriales contemporaines. C'est pourquoi nous allons dans les prochaines pages présenter l'histoire des tentatives d'affirmation politique du Tibet entre 1904 et 1949.

2.2.2 Le religieux et le politique au Tibet

Pour appréhender la politique tibétaine contemporaine et ses tentatives d'affirmations, il est nécessaire de comprendre l'influence qu'a eue le bouddhisme comme force civilisationnelle sur la région et l'institutionnalisation d'un régime lamaïste. Le bouddhisme d'inspiration *vajrayāna*, l'un des trois grands véhicules arrivés du sous-continent indien, s'est implanté dans les plateaux himalayens à partir du VII^{ème}. Il est alors entré en contact avec la religion *Bön*, confession des souverains du royaume tibétain. Le bouddhisme tibétain, tantrique et chamaniste, est le fruit d'un syncrétisme entre la religion *Bön* et un bouddhisme plus traditionnel. À partir de la construction des premiers grands monastères entre le X^{ème} et le XII^{ème} siècle, le pouvoir religieux va commencer à s'installer de manière pérenne dans la société féodale tibétaine. Cette

¹⁹¹ Eric Hobsbawm « L'historien entre la quête d'universalité et la quête d'identité », *Diogenes* n° 168 (1994) p. 61. Cité dans Nelson-Martin Dawson, M. et Eric Tremblay « La preuve historique dans le cadre des procès relatifs au droit autochtone et aux crimes contre l'humanité », *Revue de droit de l'université de Sherbrooke*, vol. 30, no. 2 (2000), pp. 378-406.

nouvelle religion va complètement reformer le paysage politique et social sous l'influence des quatre grandes lignées spirituelles, *Nyingmapa*, *Sakyapa*, *Kagyupa* et *Gelugpa*¹⁹².

L'institution des dalaï-lamas quant à elle voit le jour à la fin du XIV^{ème} siècle, principal au sein de la lignée *Gelugpa*¹⁹³. Toutefois ça sera avec le V^{ème} dalaï-lama, Lobsang Gyamtso, au XVII^{ème} siècle que le royaume deviendra une théocratie lamaïste¹⁹⁴. Désormais, le « pouvoir [du dalaï-lama], qui s'étend sur la population laïque (*skya*) et monastique (*ser*), est à la fois de nature religieuse et politique (*chos-srid gnys-ldan*)¹⁹⁵ ». Dans le bouddhisme tibétain le dalaï-lama est perçu comme l'incarnation du *Bodhisattva Avalokiteshvara*, celui qui a atteint l'éveil et représente la compassion ultime¹⁹⁶. La dénomination dalaï-lama, qui signifie de manière métaphorique celui dont la sagesse est aussi grande que l'océan, provient de l'alliance entre le terme mongol « dalaï : mer, océan » et la notion tibétaine de « lama : religieux, moine ». Ce titre fut pour la première fois attribué à Sonam Gyatso (1543-1588), III^{ème} dalaï-lama, par le mongol Altan Khan (1507-1579) lors de l'entreprise de réconciliation entre les chefs mongols et le royaume tibétain. Contrairement, aux régimes princiers qui l'ont précédé, la transmission du titre de dalaï-lama ne se fera pas de manière héréditaire, mais selon le principe de réincarnation, de *trulku*¹⁹⁷. Dans le système tibétain, à la mort du dalaï-lama il revient au régent intérimaire et au panchen lama, deuxième autorité spirituelle dans la hiérarchie religieuse tibétaine, de partir en quête de sa prochaine manifestation corporelle. La société bouddhiste tibétaine a institutionnalisé la réincarnation comme

¹⁹² Laurent Deshayes, *Histoire du Tibet* (Paris: Fayard, 1997), p. 100.

¹⁹³ Même si la qualification de dalaï-lama viendra plus tard. Gendun Drub et Gendun Gyatso, respectivement I^{ère} et IInd incarnation, acquerront ce titre de manière posthume

¹⁹⁴ Le professeur Rolf Stein soutient que « It would be more accurate, however, to speak of an ecclesiastical state: first, because other hierarchs have ruled the whole or part of Tibet, some also incarnations and others not; but mainly because the Dalai Lama is not, any more than the Panchen Lama or any other incarnate lama. » Cité dans Rolf. A. Stein, *Tibetan Civilization* (Stanford, California: Stanford University Press, 1972), p. 138.

¹⁹⁵ Deshayes, *Histoire du Tibet*, p. 146.

¹⁹⁶ *Ibid.*

¹⁹⁷ Une institution qui précède celle des dalaï-lamas.

fondement du transfert des pouvoirs religieux et politiques. Les sièges les plus importants des pouvoirs spirituels et temporels ne sont pas basés sur la filiation biologique, mais sur la généalogie spirituelle des « renaissances ». Les aspects mystiques et la dimension non héréditaire de la transmission du pouvoir, mais aussi du patrimoine¹⁹⁸, n'empêcheront toutefois pas les jeux de pouvoir et les querelles intestines entre les différents monastères et les grandes familles aristocratiques de secouer à de nombreuses reprises le régime¹⁹⁹.

D'un point de vue structurel, dans le système tibétain de 1642 à 1959, le monastique et le bureaucratique vont de pairs et « La religion est la source de la loi, du sens moral et de l'ordre social²⁰⁰ ». Le souverain tibétain qui incarne le pouvoir spirituel et séculier sera, à partir du XVII^{ème} siècle, doublé d'un gouvernement, le *Ganden Phodrang*. Ce gouvernement bicéphale était composé à la fois de fonctionnaires laïcs et de religieux. La majorité de ces organes politiques siégeaient à Lhassa. L'une des caractéristiques principales du régime tibétain est l'union entre le sacré et le politique. Les institutions tibétaines, si l'on reprend la typologie wébérienne, détiennent le monopole de la contrainte « hiéocratique légitime²⁰¹ ».

2.2.3 La fin du règne du XIII^{ème} dalaï-lama : 1904 – 1933

Entre la chute de l'Empire tibétain au IX^{ème} siècle et le milieu du XX^{ème} siècle, les hauts plateaux tibétains ont été dans les cercles d'influences de plusieurs empires et royaumes régionaux, principalement mongols, dzungars, mandchous et chinois. Ce n'est qu'en 1904 avec l'expédition du lieutenant-colonel britannique Francis Younghusband que

¹⁹⁸ Dans les milieux religieux. Voir aussi Melvyn C. Goldstein, « The Circulation of Estates in Tibet: Reincarnation, Land and Politics », *The Journal of Asian Studies* 32, n° 3 (mai 1973): pp. 445-455.

¹⁹⁹ Surtout dans les périodes de transition politique à la mort du souverain.

²⁰⁰ Deshayes, *Histoire du Tibet*, p. 147.

²⁰¹ Max Weber, *Economie et société - tome 1 Les catégories de la sociologie*, Agora (Pocket, 2003), p. 97.

le Tibet entre en contact direct avec les puissances occidentales. Cette mission, comme pour les guerres de l'opium, avait avant tout une dimension commerciale, l'objectif était de forcer l'ouverture de comptoirs commerciaux au Tibet²⁰². D'un point de vue géopolitique, les Britanniques voulaient aussi limiter la possible influence de la Russie Impériale au Tibet²⁰³. Cependant, l'invasion anglaise pousse le gouvernement Qing à réaffirmer son autorité sur le Tibet. Il est important de noter que la nature de la relation entre la dynastie Qing et les souverains-pontifes tibétains est sujet à controverse, mais depuis la fin du XIX^{ème} siècle le « contrôle » sino-mandchou sur le Tibet était davantage nominal qu'effectif²⁰⁴. Les Britanniques, souhaitant toutefois atténuer les tensions avec les Chinois, signent un traité avec l'empereur Qing en 1906 dans lequel la Chine se voit accorder une maîtrise politique exclusive sur le territoire tibétain²⁰⁵.

²⁰² Goldstein, *The snow lion and the dragon*, p. 24.

²⁰³ Bentz, *Les réfugiés tibétains en Inde*, paragr.70.

²⁰⁴ La « domination » Qing du Tibet s'effectuait par l'entremise d'un responsable aux affaires tibétaines, l'*amban*, établi à Lhasa depuis le XVIII^{ème} siècle. Pour l'historienne Françoise Aubin « La fonction *amban* est au centre de la polémique historique qui oppose de nos jours les partisans de la Chine populaire et ceux du théocrate en exil au sujet de la nature des rapports passés entre Chine et Tibet ». Cité dans Françoise Aubin, « Dabringhaus (Sabine). Das Qing-Imperium als Vision und Wirklichkeit. Tibet in Laufbahn und Schriften des Song Yun (1752-1835) », *Archives de Sciences Sociales des Religions* 94, n° 1 (1996): p. 119. Voir aussi Bentz, *Les réfugiés tibétains en Inde*, paragr. 62-63.

²⁰⁵ « Article II. The Government of Great Britain engages not to annex Tibetan territory or to interfere in the administration of Tibet. The Government of China also undertakes not to permit any other foreign State to interfere with the territory or internal administration of Tibet. Article III. The Concessions which are mentioned in Article IX (d) of the Convention concluded on September 7, 1904 by Great Britain and Tibet are denied to any State or to the subject of any State other than China, but it has been arranged with China that at the trade marts specified in Article II of the aforesaid Convention Great Britain shall be entitled to lay down telegraph lines connecting with India. » <http://www.tibetjustice.org/materials/treaties/index.html>. Deshayes, *Histoire du Tibet*, p. 239.

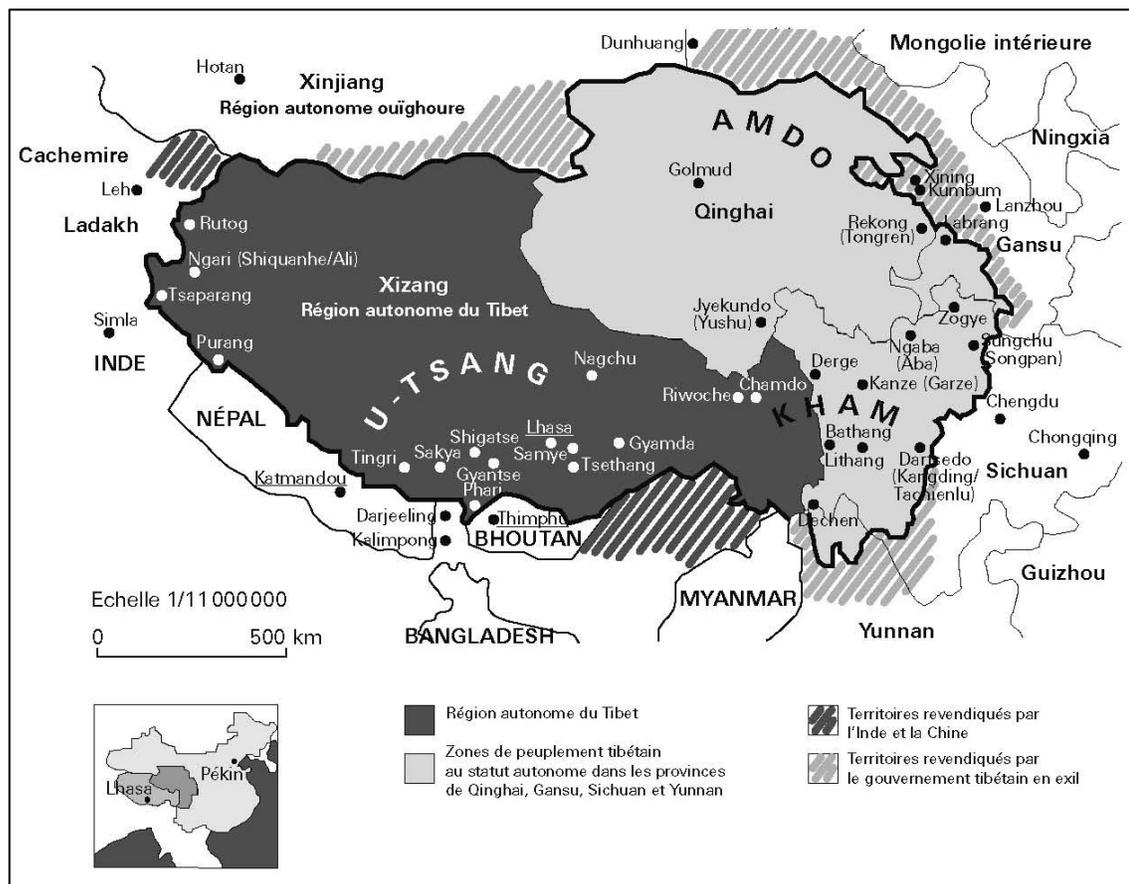


Figure 2. 2 Carte des territoires historiques du Tibet (Source : Carte adaptée par Anne-Sophie Bentz et Catherine Fragnière à partir d'une carte parue dans Barnett, Robert, et Akiner, Shirin (éd.), *Resistance and Reform in Tibet*, Delhi, Motilal Banarsidass Publishers, 1996 [1994] [Carte]. Dans Bentz, *Les réfugiés tibétains en Inde*, 2010, Annexes, pp. 257-264).

Après la chute de la dynastie Qing et l'avènement de la République chinoise en 1912, le XIII^{ème} dalaï-lama, Thubten Gyatso exilé en Mongolie entre 1904 et 1909 puis en Inde de 1910 à 1912, revint enfin à Lhasa. En 1913, alors que toutes les troupes chinoises restantes étaient progressivement expulsées par les tibétains, le Dalaï-Lama prononça un discours qui est considéré aujourd'hui par les Tibétains comme une déclaration d'indépendance²⁰⁶. Dans celui-ci il proclame que :

²⁰⁶ Melvyn C. Goldstein, *A History of Modern Tibet, Volume 1: The Demise of the Lamaist State, 1913-1951* (Berkeley : University of California Press, 1989), p. 62.

During the time of Genghis Khan and Alta Khan of the Mongols, the Ming dynasty of the Chinese, and the Ch'ing dynasty of the Mandchus, Tibet and China co-operated on the basis of [a] benefactor and priest relationship [...] the existing relationship between Tibet and China had been that of patron and priest and had not been based on the subordination of one to the other²⁰⁷.

Cette déclaration unilatérale n'a néanmoins eu que très peu de poids et n'empêche pas le Tibet d'être pris, dans le sillage du « Grand Jeu²⁰⁸ », dans les rivalités régionales entre puissances occidentales et asiatiques²⁰⁹. Entre 1913 et 1914 à Simla en Inde est tenue une conférence tripartite entre représentants de la nouvelle République chinoise, Britanniques et Tibétains. Les enjeux principaux sont le statut du Tibet et la question des frontières sino-tibétaine²¹⁰. Les Tibétains souhaitent par cet accord acquérir la reconnaissance internationale de leur souveraineté sur le pays des neiges et c'est en partie pour cette raison que la Chine n'accepte pas les termes du traité²¹¹. La convention Simla est un échec dans la mesure où elle maintient les relations politiques entre la Chine et le Tibet dans le même état de confusion qu'auparavant.

L'internationalisation du Tibet et les changements politiques régionaux font prendre conscience à Thubten Gyatso de la nécessité de consolider le régime, mais aussi de moderniser l'armée pour pouvoir faire face aux menaces extérieures. À partir de 1914, le XIII^{ème} dalai-lama amorce donc une série de réformes à la société tibétaine avec l'aide du *Kalön*²¹² Tsarong Dabzang. Malgré son jeune âge Tsarong est nommé commandant-en chef des armées et devient le principal agent de la modernisation militaire. Tsarong, qui entretenait de bonnes relations avec le diplomate anglais Sir Charles Bell, sollicite les Britanniques pour qu'ils leur fournissent des armes et des

²⁰⁷ *Ibid*, p. 60.

²⁰⁸ Nom donné à la compétition entre la Russie impériale et l'Empire britannique en Asie.

²⁰⁹ Amy Mountcastle, « The Question of Tibet and the Politics of the "Real" » dans Sautman et Dreyer, *Contemporary Tibet*, p. 88.

²¹⁰ Bentz, *Les réfugiés tibétains en Inde*, paragr. 76-77.

²¹¹ Malgré le fait que l'accord devait reconnaître la suzeraineté de la Chine sur le Tibet. Charles Bell, *Tibet Past and Present* (Motilal Banarsidass Publ., 1992), pp. 154-155.

²¹² Équivalent de ministre.

munitions supplémentaires, cette aide étant nécessaire pour répondre aux besoins croissants de l'armée tibétaine²¹³. Mais le gouvernement britannique de l'Inde ne peut pas satisfaire les demandes du Tibet dans leur intégralité, principalement en raison de l'éclatement de la guerre en Europe. Pour les Tibétains, l'attitude de la Grande-Bretagne remettait en cause leur fiabilité en cas de réel besoin. Goldstein soutient que les réactions des représentants britanniques montrent « [...] a fundamental British ambivalence toward Tibet that persisted until the end of the Lamaist State in 1951²¹⁴. »

Malgré ces obstacles, la nouvelle armée tibétaine réussit à repousser les offensives chinoises, notamment grâce aux exploits militaires de Djampa Tendar à la frontière du Kham et du Sichuan²¹⁵. Cependant, le maintien d'une armée moderne s'avère être une entreprise coûteuse, c'est pourquoi au tournant des années 1920, Thubten Gyatso, avec l'aide de ses « favoris », Tsarong et Djampa, met en place un nouveau système fiscal qui supplantera le pouvoir des seigneurs locaux et des monastères dans le prélèvement des impôts au profit du gouvernement central, le *Ganden Phodrang*²¹⁶. Ces mesures de centralisation et l'ouverture vers le monde extérieur, qui paraissaient pour le Dalai-Lama comme une nécessité, se heurtent à de vives critiques de la part tant de la classe aristocratique que des sphères monastiques²¹⁷. Le clergé bouddhiste tibétain représenté par les monastères de Drepung, Ganden et Sera voyait d'un mauvais œil le projet réformateur initié depuis Lhassa. Le clergé craignait que son pouvoir ne soit progressivement réduit, mais aussi que l'idéologie occidentale ne vienne entamer le caractère bouddhiste de la société tibétaine. En effet, comme le note Goldstein « Their primary loyalty was to Buddhism and the Gelugpa monastic order rather than any

²¹³ Goldstein, *A History of Modern Tibet, Volume 1*, pp. 77-78.

²¹⁴ *Ibid*, p. 82.

²¹⁵ La République chinoise était affaiblie et déstabilisée par de nombreuses crises politiques internes. Deshayes, *Histoire du Tibet*, p. 278.

²¹⁶ Goldstein, *A History of Modern Tibet, Volume 1*, p. 78.

²¹⁷ Comme l'adhérence à l'union postale universelle et la formation « fonctionnaires » en Inde britannique. Goldstein, *The snow lion and the dragon*, p. 35.

nationalist entity called Tibet²¹⁸ ». À partir de 1924, le conservatisme religieux a raison de la modernisation, les favoris du Dalai-Lama sont graduellement affaiblis et l'influence anglaise diminuée, « le mouvement d'ouverture va céder la place au repli²¹⁹ ». Jusqu'en 1933, malgré plusieurs tensions aux frontières népalaise et chinoise, la Chine n'ayant pas abandonné l'idée de faire du Tibet un dominion, et de nouvelles tentatives de réforme, notamment par Kung'hela le successeur de Tsarong, le statu quo perdure.

2.2.4 *Interregnum* et réincarnation

Suite à la mort du XIII^{ème} dalai-lama en décembre 1933, l'assemblée tibétaine (*Tsongdu*) se réunit pour nommer un régent provisoire. Le jeune Jamphel Yeshe, V^{ème} Reting Rinpoché²²⁰ est choisi pour diriger les affaires tibétaines pendant cette période d'*interregnum*²²¹. L'une de ses tâches principales consiste à trouver la réincarnation du Dalai-Lama. Avec l'aide du IX^{ème} panchen lama, revenu accomplir ses devoirs religieux après quatorze ans d'exil, Reting met en place des équipes de recherche, comprenant à la fois des membres du clergé et des officiels laïcs pour partir à la recherche de la réincarnation du pontife décédé²²². Suivant les prémonitions et les présages, un jeune garçon de Taktse, dans la province orientale de l'Amdo, est identifié comme la réincarnation du Dalai-Lama. Le 22 février 1940, Tenzin Gyatso, âgé de quatre ans, est investi sur le trône du palais de Potala à Lhassa et devient le XIV^{ème} dalai-lama²²³. C'est sous la tutelle de Reting et du lama Taktra Rinpoché, que l'éducation monastique du jeune monarque débute. Durant ses jeunes années, bien

²¹⁸ Goldstein, *A History of Modern Tibet, Volume 1*, p. 91.

²¹⁹ Deshayes, *Histoire du Tibet*, p. 286.

²²⁰ Titre attribué au haut lama du monastère de Reting.

²²¹ Deshayes, *Histoire du Tibet*, p. 302.

²²² Goldstein, *A History of Modern Tibet, Volume 1*, pp. 315-316.

²²³ *Ibid*, p. 325; Deshayes, *Histoire du Tibet*, p. 307.

qu'intronisé, Tenzin Gyatso ne disposait pas encore d'un réel pouvoir politique, la régence était assurée par Reting, puis après sa démission en 1941, par Taktra²²⁴.

Au milieu des années 1930, la République de Chine dirigée par Chiang Kai-shek du parti nationaliste le *Kuomintang* (KMT), a essayé de tirer avantage de la mort du Thubten Gyatso pour reconstruire les relations sino-tibétaines. En 1934, une délégation chinoise sous la direction du général Huang Musong est envoyée depuis Nankin, nouveau siège du gouvernement républicain, pour exprimer ses condoléances. Bien que l'un des objectifs était de récupérer une partie de l'influence qu'elle avait perdue au cours de la décennie précédente²²⁵. Le rapprochement avec le Tibet de Reting allait donner un résultat modeste, mais néanmoins significatif avec l'établissement de la mission chinoise à Lhasa. Deux ans plus tard, une mission britannique est également ouverte à Lhasa, par le diplomate Hugh Richardson, pour contrer une éventuelle ingérence chinoise dans les affaires tibétaines.

Hors des frontières tibétaines, la guerre civile entre le KMT et le PCC, qui avait commencé en 1927, fut interrompue en 1937 pour tenter d'entraver l'expansionnisme japonais sur le continent asiatique. Le Deuxième front uni, né de leur alliance, avait pour but de stopper l'invasion nipponne venant principalement des provinces du Nord-Est. Les États-Unis, qui soutenaient Chiang Kai-shek depuis 1938, ne se souciaient que peu de la situation au Tibet avant le début de la guerre du Pacifique²²⁶. C'est seulement après Pearl Harbor que les États-Unis lancent un appel au Tibet, qui avait choisi de rester neutre pendant la Seconde Guerre mondiale. Par l'intermédiaire de l'Office des services stratégiques (OSS), les États-Unis contactent les leaders tibétains pour qu'ils puissent examiner la valeur stratégique des plateaux himalayens afin de soutenir l'effort de guerre chinois. Mais comme le souligne le professeur Guangqiu Xu, « when

²²⁴ Goldstein, *A History of Modern Tibet, Volume 1*, pp. 354-355.

²²⁵ Hsiao-Ting Lin, « The 1934 Chinese Mission to Tibet: A Re-Examination », *Journal of the Royal Asiatic Society* 12, n° 3 (novembre 2002): p. 327-341, <https://doi.org/10.1017/S1356186302000342>.

²²⁶ Guangqiu Xu, « The United States and the Tibet Issue », *Asian Survey*, 37, n° 11 (novembre 1997): p. 1062.

Washington finally gave thought to Tibet in the 1940s, it did so largely on Nationalist China's terms, albeit with a significant qualification (Tibetan autonomy) that was adhered to inconsistently²²⁷ ». Les États-Unis ne se révèlent être des alliés précieux pour le Tibet qu'après la victoire du PCC en 1949.

Sur le plan interne, les années 1940 sont être une période troublée pour le Tibet. Au cours de ses dernières années de régence, Reting avait montré des tendances autocratiques et népotiques²²⁸. Mais contre toute attente en 1941, alors que sa position n'était pas directement remise en cause, celui-ci démissionne. Reting recommande alors au *Kashag* et à l'Assemblée le second tuteur du jeune Dalaï-Lama, Taktra, pour qu'il le remplace en tant que régent. Avec l'arrivée de Taktra au pouvoir, qui était au contraire apprécié pour sa rigueur et son autorité morale, un vent renouveau souffle sur le régime lamaïste. Les changements apportés par Taktra pour instaurer un régime plus moderne et méritocratique ne sont cependant pas acceptés par tous et font apparaître de plus en plus clairement l'opposition entre les partisans de l'ancien régent et ceux de Taktra²²⁹. Le clivage qui se creusait entre Reting et Taktra conduit à un incident important quelques années plus tard.

En 1944, le meurtre du responsable du district de Lhundrup Dzong par des moines du monastère de Sera, proche du clan Reting, accentue les tensions. Alors que la crise entre le gouvernement et le monastère de Sera s'intensifie, l'inimitié entre les pro-Taktra et les pro-Reting augmente aussi. Depuis 1943, Taktra avait progressivement écarté les anciens collaborateurs de Reting. Poussé dans ses derniers retranchements, Reting planifie en 1945 d'assassiner Taktra, de renverser le gouvernement et de reprendre la régence. La clique de Reting fait appel au KMT pour obtenir un soutien militaire, en échange duquel elle proposait aux nationalistes chinois de restaurer leur influence au

²²⁷ *Ibid*, p. 1063.

²²⁸ Reting était considéré comme moralement subversif, mais aussi davantage soucieux de l'enrichissement de son monastère que de l'avenir du régime. Goldstein, *A History of Modern Tibet, Volume 1*, p. 369.

²²⁹ Taktra restait néanmoins conservateur dans sa ligne politique.

Tibet²³⁰. Au début de l'année 1947, lorsque le gouvernement actuel prit connaissance de ce complot, il procède à l'arrestation de Reting, ce qui conduit le Tibet au bord de la guerre civile. Lorsqu'une tentative de libération de Reting, qui était emprisonné à Lhassa, échoue, les hostilités explosent avec les moines de Sera et de Reting. Le gouvernement réussit néanmoins à écraser la rébellion en menant une attaque frontale contre le monastère de Sera. Reting meurt en prison dans les semaines qui suivent. Bien que la victoire de Taktra ait été celle des partisans d'un gouvernement central fort, ce conflit interne laisse le Tibet divisé et vulnérable. Comme le souligne Goldstein :

Taktra was victorious, but he paid the price for his victory, and he stood not as a symbol of unity, but as a leader despised by a large segment of the officials, monks and populace. Reting's conspiracy eliminated any chance that Tibet would be able to present a unified front to the inevitable Chinese threat to its de facto autonomy²³¹.

2.3. Conclusion

Avant de prendre la forme d'une lutte d'autodétermination, les revendications des Cachemiris se sont d'abord articulées pour la réforme structurelle de l'État princier et la reconnaissance des droits des communautés marginalisées face au gouvernement du Maharaja. Du côté tibétain, la situation avant l'intégration à la République populaire de Chine est plus complexe, car les négociations d'autonomie ne s'effectuaient pas contre une entité souveraine unique, mais de manière multilatérale avec des puissances régionales et internationales, principalement l'empire Qing, la Chine républicaine et l'Empire britannique, exerçant des degrés variables d'autorité ou de coercition. De plus, alors que l'on peut parler de mouvement pour les Cachemiris, cela est plus difficile pour les Tibétains. Néanmoins, autant au Tibet qu'au Cachemire des stratégies politiques, bloquées ou entretenues par des segments de la société, ont été élaborées

²³⁰ Goldstein, *A History of Modern Tibet, Volume 1*, p. 471.

²³¹ *Ibid*, p. 521.

pour négocier une autonomie ou intégrer ses co-nationaux dans les instances de décision politique. Dans le chapitre suivant, nous allons examiner les tournants critiques et la manière dont ils ont affecté les deux mouvements pour les décennies à venir.

CHAPITRE III

TERRITOIRES CONTESTÉS ET TERRITOIRES OCCUPÉS

This stain-covered daybreak, this night-bitten dawn, This is not that dawn of which there was expectation; This is not that dawn with longing for which The friends set out, (convinced) that somewhere there would be met with²³².

- Faiz Ahmed Faiz
Subh-E-Azad

Le déclin des empires, Qing, Britannique, Russe et même Japonais, a redéfini la souveraineté territoriale et l'équilibre des pouvoirs en Asie du Sud et Centrale et ouvert la voie à de nouvelles initiatives nationalistes et communistes de construction étatique et nationale. Tibétains et Cachemiris, acteurs significatifs mais à la marge de ces changements géopolitiques majeurs, vont être confrontés aux processus d'intégration politique des « vainqueurs ». Après avoir présenté comment les collectifs étaient organisés au début du siècle mais aussi la nature des relations historiques que ceux-ci entretenaient avec les puissances régionales, dans ce chapitre nous allons donc procéder à l'analyse de la manière dont les deux mouvements ont négocié et combattu leur incorporation au sein de l'Inde républicaine et de la Chine communiste.

3.1 Le Jammu-et-Cachemire, État divisé : 1947 – 1989

²³² Faiz Ahmed Faiz, *Poems by Faiz*, traduit, avec une introduction et des notes, par V. G. Kiernan, Vanguard Books (Pvt) Ltd, South Publications, London, 1971, p. 123.



Figure 3.1 Carte du Jammu-et-Cachemire (Source : Kashmir Study Group, « Jammu and Kashmir : General Reference Map », *Maps and Explanations*, Janvier 2000. [Carte]. Consulté le 25 mars 2021. http://kashmirstudygroup.com/awayforward/mapsexplan/jammu_kashmir.html).

3.1.1 Clivages et Partition : 1947 – 1950

Comme le souligne Schofield, « In the months preceding independence, Hari Singh appeared as a helpless figure caught up in a changing world, with which he was unable to keep pace²³³. » En tant que maharaja du Jammu-et-Cachemire et conformément à l'Acte de 1935 et au Plan Mountbatten du 3 juin 1947, Hari Singh était le seul

²³³ Schofield, *Kashmir in Conflict*, p. 25.

décisionnaire de l'accession de l'État princier à l'Inde ou au Pakistan. Si le mouvement *Quit Kashmir* avait abouti, la décision aurait éventuellement été entre les mains de la population. Mais à la veille de la partition, le destin du Cachemire n'était toujours pas scellé.

Dans ces circonstances, le 12 août 1947, Janak Singh, premier ministre du Cachemire, a tenté de convenir avec les dirigeants du Pakistan et de l'Inde d'un *Standstill agreement*²³⁴ qui aurait permis à la province de conserver son statut le temps qu'une décision soit prise par le souverain²³⁵. Le 15 août, cet accord a été accepté par le Pakistan. Les autorités indiennes ont quant à elles laissé cette demande en suspens²³⁶. Toutefois, à ce moment-là, Hari Singh craignait que les violences communautaires qui s'étaient aggravées dans la province voisine du Punjab entre musulmans, hindous et sikhs ne se répandent dans la région, d'autant plus que la tension montait depuis plusieurs semaines au Cachemire, en particulier dans le district de Poonch, à l'Est. Historiquement, Poonch était un district autonome au sein du régime Dogra, soumis à un double système de gouvernance avec un Raja local et son propre système fiscal²³⁷. Depuis juin 1947, les Poonchis étaient engagés dans une campagne contre une augmentation des impôts, mobilisation qui s'est transformée en un mouvement anti-maharaja lorsque le souverain a cherché à réprimer leurs mécontentements par la

²³⁴ Cette mesure avait été conçue lors de l'élaboration des instruments d'accession et des transferts de pouvoirs pour permettre aux États princiers de conserver les services antérieurement apportés par le gouvernement britannique des Indes principalement en terme commerciaux et de communications. Harry Vincent Hodson, *The Great Divide Britain India Pakistan*, Hutchinson; 1st edition, 1969, p. 364.

²³⁵ Lamb, *Kashmir*, pp. 121-22; Navnita Chadha Behera, *Demystifying Kashmir* (Washington, D.C.: Brookings Institution Press, 2006), p. 25.

²³⁶ Hodson, *The Great Divide Britain India Pakistan*, p. 444; Bose, *Kashmir*, p. 33;

²³⁶ « Reply from Government of India: "Government of India would be glad if you or some other Minister duly authorised in this behalf could fly to Delhi for negotiating Standstill Agreement between Kashmir Government and India Dominion. Early action desirable to maintain intact existing agreements and administrative arrangements." » Cité dans « List of Documents Appended », *Strategic Analysis* 25, n° 7 (octobre 2001): pp. 849-880.

²³⁷ Hari Singh avait profité de la mort de son dirigeant local, Jagatdev Singh, en 1940, pour accroître son emprise sur le district. Voir Christopher Snedden, *The Untold Story of the People of Azad Kashmir*. (London: Hurst & Co., 2012), p. 29.

force²³⁸. De plus, le district avait été un bassin de recrutement pour l'armée impériale britannique pendant la Seconde Guerre mondiale²³⁹. Dans un contexte pourtant marqué par l'incertitude, la répression d'Hari Singh a contribué à aliéner davantage les musulmans du district et à encourager le mouvement poonchi à se rapprocher du Pakistan. Ce qui avait démarré comme une simple campagne contestataire s'organisa en quelques mois en véritable armée de libération sous le commandant du gouvernement provisoire de l'Azad Cachemire²⁴⁰. Les rebelles réussirent rapidement à surpasser l'armée du maharaja et, début octobre, ils furent rejoints par des combattants des tribus venant des territoires du nord-est de l'État princier, principalement des Pachtounes.

Face à cette crise, Hari Singh sollicite l'aide de son ancien ennemi le Sheikh Abdullah. Le 29 septembre 1947, il libère Abdullah de prison, ainsi que de nombreux autres membres de la JKNC²⁴¹. Dans un premier temps, la position de la JKNC consistait à prioriser l'établissement d'un gouvernement populaire au Cachemire, reléguant ainsi la question de l'adhésion au second plan²⁴². Néanmoins, compte tenu de l'évolution de la situation, la position du JKNC change drastiquement, et à la fin du mois d'octobre, Abdullah rend visite à Nehru à New-Delhi pour s'entretenir sur le sujet. Le 26 octobre,

²³⁸ Sumantra Bose, *Transforming India: Challenges to the World's Largest Democracy* (Cambridge, Massachusetts: Harvard University Press, 2013), p. 243.

²³⁹ Au printemps 1947 « The area was thus full of recently demobilized soldiers, who responded to the reprisals by evacuating their families to west Punjab areas beyond the boundaries of the princely state, then returning to confront the regime's forces.» Cité dans Bose, *Kashmir*, p. 32.

²⁴⁰ « Azad Cachemire » signifie littéralement Cachemire libre. Sardar Muhammad Ibrahim Khan, politicien de la Conférence musulmane originaire de Rawalkot dans le Poonch. - l'une des rares figures de la MC qui n'était ni en exil ni emprisonné - et Muhammad Abdul Qayyum Khan, ancien soldat dans l'armée britannique, viendront à diriger cette résistance. Tous deux deviendront plus tard successivement président de la province pakistanaise de l'Azad Jammu et Cachemire. Voir aussi Christopher Snedden, *The Untold Story of the People of Azad Kashmir*. (London: Hurst & Co., 2012), p. 44.

²⁴¹ Un aspect qui sera critiqué par le Pakistan - et spécifiquement par Jinnah - est que de nombreux politiciens pro-pakistanaïes comme Ghulam Abbas seront maintenues en prison jusqu'en 1948. Voir « Jinnah's Reply Text of telegram dated October 20, 1947 from the Governor-General, Pakistan, to the Maharaja of Jammu and Kashmir » dans P. L. Lakhanpal, *Essential Documents and Notes on Kashmir Dispute* (International Publications, 1958), p. 54.

²⁴² Bose, *Transforming India*, p. 245.

dans un contexte de désarroi croissant, le Maharaja envoie un télégramme dans lequel il annonce :

[...] I have no option but to ask for help from the Indian Dominion. Naturally they cannot send the help asked for by me without my State acceding to the Dominion of India. I have accordingly decided to do so and I attach the Instrument of Accession for acceptance by your Government²⁴³.

Le lendemain, Mountbatten, en tant que gouverneur général de l'Inde, accepte l'adhésion et le Sheikh Abdullah est appelé à former, avec la NC, un gouvernement d'urgence²⁴⁴. Très rapidement, des troupes indiennes sont aéroportées à Srinagar et une « milice civile » est mise en place par la NC pour soutenir les troupes. En novembre, l'armée régulière pakistanaise entre officiellement dans les affrontements : le Cachemire est alors transformé en l'un des terrains de guerre du premier conflit Indo-pakistanaï. Les événements qui se sont déroulés de l'automne 1947 au début de 1949 marqueront définitivement la région et viennent définir la situation au Cachemire pour les décennies à venir. Les circonstances qui ont conduit à la division de l'État princier sont complexes, mais au-delà de la réalité des combats armés, un important champ de bataille a été celui de l'information. Les récits antagonistes entourant le déroulement des événements ont été décisifs pour définir et cadrer la manière dont la lutte a été perçue et par extension menée. Comme le souligne l'historien Alistair Lamb :

War produces propaganda directed towards both internal and external consumption; and propaganda can all too easily turn into dogma believed implicitly by those who created it in the first place. By the beginning of November 1947 both India and Pakistan had adopted public positions on the Kashmir question from which they have found it impossible to depart²⁴⁵.

²⁴³ Lakhanpal, *Essential Documents and Notes on Kashmir Dispute*, p. 55.

²⁴⁴ Bose, *Kashmir*, p. 37.

²⁴⁵ Lamb, *Kashmir*, p. 148.

D'un côté, le gouvernement indien a tenté de discréditer le Pakistan en affirmant qu'ils avaient utilisé des combattants « irréguliers » pour forcer l'incorporation de l'État, ne respectant ainsi pas l'accord de statu quo. De l'autre côté, le Pakistan a dénoncé l'impunité avec laquelle des abus et violences avaient été commis envers les musulmans de Poonch et de Jammu par les forces de sécurité du Maharaja et a accusé Nehru et Abdullah de conspiration contre les Cachemiris²⁴⁶. L'un des enjeux clés, comme l'a souligné le politologue Christopher Snedden, résidait dans la question de l'indigénéité de la révolte de Poonch avant l'invasion tribale²⁴⁷. La rhétorique officielle indienne fut d'insister sur les incursions Pachtounes (donc étrangères) et de négliger voire de nier la « cachemirité » de la révolte²⁴⁸.

À partir de janvier 1948, alors que les deux gouvernements s'apprêtaient à confronter leurs positions dans une arène internationale, l'Inde soumit une plainte contre le Pakistan auprès du Conseil de sécurité des Nations-Unies. La médiation de l'organisation, qui allait notamment s'effectuer par l'intermédiaire de la Commission des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan (UNCIP), permet dans un premier temps d'apaiser les tensions. Par de multiples résolutions adoptées tout au long de l'année 1948, les Nations-Unies ont insisté sur le « rétablissement de la paix et de l'ordre public ²⁴⁹ » et recommandé la tenue d'un plébiscite supervisé par l'organisation²⁵⁰. Le 1er janvier 1949, le conflit s'interrompt finalement et un accord de cessez-le-feu est conclu entre l'Inde et le Pakistan²⁵¹. En janvier 1949, l'Inde contrôle la plus grande partie du territoire de l'ancien État princier et notamment la vallée du Cachemire, où

²⁴⁶ Bose, *Kashmir*, p. 33; Lamb, *Kashmir*, p. 158.

²⁴⁷ Snedden, *The Untold Story of the People of Azad Kashmir*, pp. 43-44.

²⁴⁸ Néanmoins, notre objectif dans ce travail n'est pas de répondre à cette question. Voir *Ibid*, pp. 77-80.

²⁴⁹ Résolution 47 du Conseil de Sécurité, *on restoration of peace and order and the plebiscite in the State of Jammu and Kashmir*, S/RES/47 (21 avril 1948), accessible à l'adresse <https://digitallibrary.un.org/record/111955?ln=fr>.

²⁵⁰ Principalement les résolutions 38, 39, 47 et 51 respectivement du 17 janvier, 20 janvier, 21 avril et 3 juin 1948. Voir A.Z. Hilali, « Kashmir dispute and UN mediation efforts: An historical perspective », *Small Wars & Insurgencies*, 8, n° 2 (1997): pp. 70-71.

²⁵¹ L'UNCIP reconnaîtra l'accord le 5 janvier 1949.

réside la majorité de la population cachemirienne. Quant au Pakistan, il incorpore la plupart des districts entourant Poonch et reconnaît le gouvernement de l'Azad Cachemire comme autorité locale²⁵². La ligne de cessez-le-feu et les divisions territoriales sont formalisées dans l'accord de Karachi le 29 juillet 1949. La frontière temporaire tracée par cette première guerre du Cachemire devient, avec le temps, plus permanente que provisoire et le plébiscite qui constituait pourtant le cœur des recommandations des Nations-Unies n'est jamais réalisé²⁵³.

3.1.2 La *National Conference* au pouvoir : 1950 – 1953

Avec la constitution indienne de 1950, le Jammu-et-Cachemire devient partie intégrante de la République indienne²⁵⁴. Néanmoins, il acquiert un statut unique par rapport aux autres États indiens. L'article 370 de la Constitution établit une disposition exceptionnelle qui limitait fortement le pouvoir de l'État central dans la province et qui permettait au Cachemire d'élaborer sa propre constitution (adoptée de manière problématique en 1956) et donc, de jouir d'un haut degré d'autonomie²⁵⁵. Cette configuration est qualifiée de « fédéralisme asymétrique²⁵⁶ ». Le Cachemire conserve également des marqueurs symboliques régionaux, tel que son propre drapeau, mais aussi des titres politiques distincts comme *Wazir-i-azam* et *Sadar-i-riyasat*, au lieu de ministre en chef et gouverneur²⁵⁷. La professeure Rekha Chowdhary note que : « The logic of asymmetrical federalism in the pre-1953 period was based upon three

²⁵² Voir cartes en annexes.

²⁵³ Bose, *Transforming India*, p. 247.

²⁵⁴ Selon l'article 1, le Jammu-et-Cachemire fait désormais partie de " Bharat, une Union d'États ". Behera, *State Identity and Violence*, pp. 76-77.

²⁵⁵ « In accordance with the Instrument of Accession, the Indian Parliament had legislative power only in matters of defense, foreign affairs, and communications, with residual powers vested in the state, a situation unique to Jammu and Kashmir in the Indian union. » Cité dans Behera, *Demystifying Kashmir*, p. 38.

²⁵⁶ Lamb, *Kashmir*, p. 190; Bose, *Transforming India*, p. 248.

²⁵⁷ Ces mesures seront confirmées par l'accord de Delhi de 1952 qui abolira aussi la transmission héréditaire du pouvoir.

principles of autonomy, negotiability and popular consent²⁵⁸. » Cependant, comme nous le verrons, ces dispositions spécifiques sont progressivement révisées au cours des cinquante années suivantes en faveur d'une plus grande intégration avec l'Inde, et au détriment des Cachemiris.

Le Sheikh Abdullah joue un rôle clé dans la rédaction et la négociation de cette disposition avec le gouvernement indien entre 1949 et 1950²⁵⁹. Celui qui sera appelé *Sher-e-kashmir*²⁶⁰ devient premier ministre de l'État du Jammu-et-Cachemire²⁶¹, après avoir dirigé le gouvernement d'urgence en 1947 et grâce à l'aide de Nehru, hissant du même coup la JKNC au pouvoir. C'est un moment historique pour la région : après des siècles de domination étrangère, l'État se trouve désormais sur la voie de la gouvernance démocratique et de la souveraineté locale avec son premier gouvernement populaire. Dans le but de poursuivre le démantèlement de l'héritage féodal, l'une des premières mesures entreprises par la JKNC est la réforme agraire, qui constituait un élément majeur du programme *Naya Kashmir*²⁶². En 1950, le parti a réorganisé radicalement la structure de la propriété foncière et a transformé presque du jour au lendemain les paysans sans terre en propriétaires²⁶³. La priorité donnée à la restructuration socio-économique s'inscrivait dans la continuité du tournant socialiste pris par le parti, « [and it marks] the shift in political discourse from religious to a class-based one²⁶⁴. » Les réformes agraires et économiques, ajoutées à des mesures visant

²⁵⁸ Chowdhary, *Jammu and Kashmir*, p. 56.

²⁵⁹ A. G. Noorani, *Article 370: A Constitutional History of Jammu and Kashmir* (Oxford University Press, 2011), pp. 1-2.

²⁶⁰ Qui peut se traduire par « lion du Cachemire ».

²⁶¹ Schofield, *Kashmir in Conflict*, p. 75.

²⁶² Manifeste économique-politique adopté par le parti en 1944.

²⁶³ « Between 1950 and 1952, 700,000 landless peasants, mostly Muslims in the Valley but including 250,000 lower-caste Hindus in the Jammu region, became peasant-proprietors as over a million acres were directly transferred to them, while another sizeable chunk of land passed to government-run collective farms. By the early 1960s, 2.8 million acres of farmland (rice being the principal crop in the Valley) and fruit orchards were under cultivation, worked by 2.8 million smallholding peasant-proprietor households. » Cité dans Bose, *Kashmir*, pp. 26-27.

²⁶⁴ Chowdhary, *Jammu and Kashmir*, p. 72.

les infrastructures éducatives, avaient pour but de rattraper le « retard » de la population cachemirienne et de promouvoir la formation d'une classe moyenne²⁶⁵.

En 1952, le *Praja Parishad*, un parti basé à Jammu, commence à manifester avec d'autres organisations hindoues d'extrême droite telles que la *Rashtriya Swayamsevak Sangh*²⁶⁶ afin de critiquer le statut spécial accordé au Jammu-et-Cachemire et de demander une intégration complète avec l'Inde sous le slogan « One President, One Constitution, One Flag²⁶⁷ ». Nombre d'entre eux avaient été durement touchés par la réforme agraire (la plupart des propriétaires terriens de l'État étaient hindous) et s'opposaient aux mesures d'inspiration communiste appliquées par le gouvernement d'Abdullah. Au même moment, à l'Est, les bouddhistes ladakhis craignaient également la politique majoritaire des musulmans de la vallée, et surtout la façon dont la réforme agraire affecterait les grands domaines des monastères. C'est pourquoi ils recherchaient une plus grande autonomie interne²⁶⁸. Néanmoins, pour les politologues Navnita Behera et Reeta Chowdhary Tremblay, ces contestations provenaient de minorités voisées et leurs revendications n'étaient pas soutenues par une grande partie des populations du Ladakh et de Jammu²⁶⁹. En réponse à ces demandes communautaires, et ce, non sans défiance envers New Delhi, Abdullah crée, en mai 1953, une sous-commission chargée d'étudier la tenue d'un plébiscite ainsi que de multiples options pour l'indépendance de l'État, même si à ce moment-là l'intégration partielle du Jammu-

²⁶⁵ *Ibid*, p. 79.

²⁶⁶ La *Rashtriya Swayamsevak Sangh* (RSS : *National Volunteer Organisation*) est un groupe paramilitaire de la droite nationaliste hindoue fondé en 1925 par Keshav Hedgewar (1889 – 1940). La RSS est légataire des thèses de l'idéologue et militant Vinayak Savarkar (1883 – 1966), regroupées dans son essai publié en 1923, *Hindutva, what is Hindu ?* La RSS en revendiquant le néologisme identitaire *hindutva*, qui peut se traduire par « hindouité », centre son idéal nationaliste exclusif sur une tradition et une religion hindoue imaginée et unifiée.

²⁶⁷ Schofield, *Kashmir in Conflict*, p. 80.

²⁶⁸ Avant 1950 et l'invasion du Tibet par l'Armée de libération chinoise, le grand lama du Ladakh envisageait de rejoindre le Tibet.

²⁶⁹ Reeta Chowdhary Tremblay, « Contested Governance, Competing Nationalisms and Disenchanted Publics: Kashmir beyond Intractability? », in *Kashmir: History, Politics, Representation*, éd. par Chitrlekha Zutshi (Cambridge: Cambridge University Press, 2017), p. 228.

et-Cachemire à l'Inde était bien avancée²⁷⁰. Pour Abdullah, l'adhésion à l'Inde n'avait jamais écarté la possibilité d'une future indépendance, et le Sheikh avait exploré cette éventualité en essayant de trouver des soutiens internationaux²⁷¹. Ces actions se heurtaient à la politique de Nehru, qui souhaitait tenir le sous-continent à l'écart des jeux d'alliance de la Guerre Froide qui se dessinait alors²⁷².

Ces événements entraînent une rupture soudaine avec le gouvernement central, et le 8 août 1953, Abdullah est arrêté et emprisonné²⁷³. Suite à l'incarcération du Sheikh, une véritable purge fut conduite à l'intérieur du parti, où les segments pro-Abdullah se sont vus écartés du pouvoir²⁷⁴. Ghulam Mohammad Bakshi, membre haut placé de la JKNC qui avait joué un rôle déterminant dans ce limogeage, devient Premier ministre à sa place. Bakshi dirige le Cachemire jusqu'en 1963 et est suivi à la tête de l'État par Ghulam Mohammed Sadiq de 1964 à 1971 et Syed Mir Qasim de 1971 à 1975²⁷⁵. Ces gouvernements sont des régimes fantoches au service du gouvernement indien, qui facilitent l'érosion de l'autonomie du Cachemire en étendant les prérogatives constitutionnelles du fédéral à l'État²⁷⁶. Dans ce contexte, le soutien de l'État-central envers des administrations marquées par la corruption, l'autoritarisme et les politiques clientélistes a contribué à alimenter le ressentiment envers Delhi²⁷⁷.

²⁷⁰ Une des options était un plébiscite régional basé sur l'idée d'Owen Dixon, médiateur pour les Nations unies sur la question du Cachemire en 1950 et de son successeur Frank Graham. Cette possibilité fut brièvement envisagée puis abandonnée par l'Inde.

²⁷¹ Abdullah a notamment discuté avec Warren Austin, représentant américain aux Nations unies sur cette question.

²⁷² Bien que Nehru soit connu comme un défenseur du non-alignement. Nikolai Boulganine et Nikita Khrouchtchev se sont rendus à Srinagar en 1955, où ce dernier a déclaré « Facts show that the population of Kashmir do not wish that Kashmir become a toy in the hands of imperialistic force » Cité dans Lamb, *Kashmir*, pp. 230-231.

²⁷³ Bose, *Transforming India*, p. 243.

²⁷⁴ Bose, *Kashmir*, p. 67.

²⁷⁵ Tremblay, « Contested Governance, Competing Nationalisms and Disenchanted Publics », p. 228.

²⁷⁶ L'imposition de l'article 356 - également appelé "President's Rule" - a été très controversée. Selon cet article, le gouvernement fédéral peut se démettre du gouvernement d'un État et appliquer une domination directe par l'intermédiaire d'un gouverneur nommé. Cockell, « Ethnic Nationalism and Subaltern Political Process », p. 173-75; 190; Noorani, *Article 370*, pp. 14-15.

²⁷⁷ Behera, *Demystifying Kashmir*, p. 109; Chowdhary, *Jammu and Kashmir*, p. 35.

La destitution du Sheikh Abdullah et de nombreux membres de son parti est perçue comme une trahison des aspirations politiques des Cachemiris. Au cours des deux prochaines décennies, Abdullah est tenu à l'écart de la politique conventionnelle, soit en étant emprisonné (respectivement entre 1953-1958 ; 1958-1964 ; 1965-1968 ; 1970-1972), soit en exil, ou en se voyant limiter le droit de participer à la vie politique. Néanmoins, celui-ci demeurera une figure proue de la lutte. Dans la mesure où le champ politique formel était en grande partie fermé, Abdullah et ses partisans ont dû sortir de l'espace institutionnel pour remettre en question la légitimité du gouvernement en place et continuer à se battre pour l'autodétermination du Cachemire²⁷⁸.

3.1.3 L'émergence du *Plebiscite Front* : 1955 – 1965

En 1955, avec l'aide de transfuges issus des rangs de la JKNC et le soutien d'Abdullah en détention, Mirza Mohammad Afzal Beg, important idéologue et leader politique, fonde le *Plebiscite Front*. Cette organisation politique conteste l'intégration forcée et exigera la tenue d'un plébiscite, conformément aux résolutions de l'ONU adoptées de 1948 à 1951 et réitérées en 1957²⁷⁹. L'historien Shala Hussain soutient que le Front a axé son discours sur la sauvegarde de l'identité cachemirienne en mettant l'accent sur les principes de liberté et de dignité associés à l'autonomie politique²⁸⁰. Le terme *Raishumari*, qui signifie « plébiscite » en cachemiri, viendra symboliser ces demandes. À défaut de pouvoir participer à la politique formelle, et dans la mesure où l'espace

²⁷⁸ Chowdhary, *Jammu and Kashmir*, pp. 33-34.

²⁷⁹ « [...] le sort définitif de l'État de Jammu et Cachemire doit être décidé conformément à la volonté des populations, exprimée au moyen de la procédure démocratique d'un plébiscite libre et impartial tenu sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies » Résolution 122, 123 et 126 (1957) adoptée par le Conseil de sécurité à sa 765e séance, *La question Inde-Pakistan*, S/RES/122 (24 janvier 1957) accessible à l'adresse <https://digitallibrary.un.org/record/112095>; Behera, *State Identity and Violence*, p. 114; Bose, *Transforming India*, p. 257.

²⁸⁰ Shahla Hussain, « Kashmiri Visions of Freedom: The Past and the Present », in *Kashmir: History, Politics, Representation*, éd. par Chitralekha Zutshi (Cambridge: Cambridge University Press, 2017), p. 102.

public est restreint par le régime, l'organisation s'engage dans un militantisme de résistance. Néanmoins, comme les dirigeants du Front étaient partisans d'un activisme non-violent, la lutte prit la forme d'une désobéissance civile avec l'organisation de manifestations irrégulières, de réunions publiques ainsi que la distribution de pamphlets politiques. Le Front reçoit un soutien massif des Cachemiris et remplace la JKNC dans la représentation des aspirations des habitants de la vallée²⁸¹.

Le gouvernement de Bakshi, utilise tous les moyens à sa disposition pour entraver le Front, comme la mise en place d'une milice la *Peace Brigade*²⁸² ou l'arrestation systématique des dirigeants du mouvement et de ses sympathisants civils²⁸³. Ce schéma de répression institutionnalisée a été rendu possible par le *Preventive Detention Act* de 1950, qui permettait à l'État d'emprisonner tout citoyen sans procès, sous prétexte d'une perturbation éventuelle à la sécurité publique²⁸⁴. En 1958, Abdullah, lors de l'une de ses brèves libérations, s'adresse à la population du Cachemire à travers la presse en réitérant publiquement sa demande de plébiscite et en dénonçant la légalité du régime Bakshi²⁸⁵. Presque aussitôt, le Sheikh, Afzal Beg et d'autres membres du Front sont accusés de comploter contre l'État et, avec l'approbation de Nehru, sont tous incarcérés²⁸⁶.

Pendant quelques années, le gouvernement du J&K réussit à étouffer les activités du Front. Mais en décembre 1963, lorsque le *Moi-e-Muqqadas*²⁸⁷, l'une des plus importantes reliques musulmanes du Cachemire, est volé, l'insatisfaction populaire accumulée au cours des dernières années explosa. Ce soulèvement devient l'occasion

²⁸¹ Chowdhary, *Jammu and Kashmir*, p. 40-41; Behera, *State Identity and Violence*, p. 114.

²⁸² Pouvant agir en toute impunité.

²⁸³ Aijaz Ashraf Wani, *What Happened to Governance in Kashmir?*, *What Happened to Governance in Kashmir?* (Oxford University Press), p. 189.

²⁸⁴ Derek P Jinks, « The Anatomy of an Institutionalized Emergency: Preventive Detention and Personal Liberty in India », *Michigan Journal of International Law* 22 (2001), p. 326.

²⁸⁵ « Abdullah's release and re-arrest », *Pakistan Horizon* 11, n° 2 (1958), pp. 99-109.

²⁸⁶ Lamb, *Kashmir*, pp. 203-204; Tremblay, « Contested Governance, Competing Nationalisms and Disenchanted Publics », p. 236.

²⁸⁷ Situé dans le sanctuaire de Hazratbal, Il s'agirait d'un cheveu ou d'un poil du prophète Mahomet.

d'exprimer le ressentiment de la population envers l'État et de rappeler les demandes de *raishumari*. Deux mois après le limogeage de Bakshi, dont le but était de restaurer sa crédibilité au gouvernement de l'État, la vallée est en ébullition. Même si la relique fera mystérieusement réapparition une semaine après sa disparition et que les protestations s'apaisent progressivement, cet épisode amorce un lent basculement dans l'articulation idéologique des revendications d'autodétermination. Comme nous l'avons montré, la position du Sheikh reposait sur l'idéal anticolonial d'autodétermination, largement influencé par le paradigme wilsonien²⁸⁸. Celui-ci se basait sur la « cachemirité » et non l'islam pour constituer une identité idiosyncrasique commune qui justifie l'autonomie régionale²⁸⁹. Cet incident est annonciateur du tournant à venir dans l'expression du mécontentement de plusieurs organisations autonomistes, passant d'un répertoire séculier à un répertoire islamique. La création de *l'Awami Action Committee* par Maulana Masoodi, Ghulam Mohiuddin Karra²⁹⁰ et le nouveau *Mirwaiz* du Cachemire, Maulvi Mohammad Farooq, allait représenter cette tendance²⁹¹. Au départ, *l'Awami Action Committee* est constitué pour enquêter sur la disparition de la relique et en vérifier l'authenticité une fois retrouvée, mais il élargit son champ d'action en s'ancrant de façon durable dans le paysage politique²⁹².

En avril 1964, pour apaiser les tensions, Abdullah et Beg sont libérés et les poursuites engagées contre eux, abandonnées. Peu de temps après leur libération, le Sheikh et ses conseillers se rendent à Delhi pour s'entretenir avec Nehru, qui semble prêt à prendre une autre direction concernant la situation du Cachemire. La délégation cachemirienne obtient donc l'autorisation de rencontrer le président du Pakistan, Ayub Khan, à Rawalpindi le mois suivant, pour tenter d'organiser une négociation tripartite²⁹³. Mais

²⁸⁸ Hussain, « Kashmiri Visions of Freedom », p. 91.

²⁸⁹ Même si l'une de ses forces était de manier à la fois le symbolisme islamique et cachemirien dans l'articulation des demandes d'autodétermination et dans sa rhétorique politique.

²⁹⁰ Karra et Masoodi étaient des associés proches du Sheikh avant la partition.

²⁹¹ Bose, *Transforming India*, p. 250.

²⁹² Lamb, *Kashmir*, pp. 205-206; Chowdhary, *Jammu and Kashmir*, p. 96.

²⁹³ Bose, *Kashmir*, p. 80.

la faible lueur d'espoir s'évanouie à la mort de Nehru en mai. Bien qu'une réunion ait lieu entre Ayub Khan et le nouveau premier ministre indien Lal Bahadur Shastri en octobre, le statu quo est maintenu²⁹⁴.

Au J&K, G.M. Sadiq, devenu premier ministre en février 1964, cherche à prendre ses distances vis-à-vis du gouvernement autoritaire de Bakshi²⁹⁵. Dans un premier temps, Sadiq annonce des mesures pour restaurer les libertés publiques et réouvrir l'espace politique officiel, ce qui est bien accueilli par la population cachemirienne. Il fait cependant marche arrière, après moins d'un an au pouvoir. Entre décembre 1964 et mars 1965, alors que le *Plebiscite Front* organise plusieurs manifestations publiques à Srinagar pour dénoncer les atteintes à l'identité régionale, Sadiq accélère le processus d'intégration fédérale en modifiant la constitution de l'État et en fusionnant la JKNC avec le *Indian National Congress (INC)*²⁹⁶. Pour le politologue Aijaz Ashraf Wani, « [...] the National Conference was a symbol of Kashmiri Muslims' political and cultural achievements and national existence, reared by the people with great sacrifices²⁹⁷ ». La subordination de la JKNC à l'INC a suscité une réaction très virulente de la part des citoyens de l'État. Maulvi et Abdullah, malgré leurs différences, le premier représentant l'*Awami Action Committee* pro-Pakistan, à tendance islamique, et le second, la position indépendantiste séculière du Front, s'unissent pour contester les mesures coercitives et intégratrices de Sadiq. Pour Behera : « The clock had turned full circle. In the 1940s, the Sheikh had joined hand with Indian nationalism in order to challenge Muslim nationalism, and now he joined forces which stood for the Muslim identity in order to challenge the Indian identity²⁹⁸. »

²⁹⁴ Widmalm, *Kashmir in Comparative Perspective*, p. 51.

²⁹⁵ Wani, *What Happened to Governance in Kashmir?*, pp. 212-13.

²⁹⁶ Bose, *Kashmir*, p. 82.

²⁹⁷ Wani, *What Happened to Governance in Kashmir?*, p. 217.

²⁹⁸ Behera, *State Identity and Violence*, p. 125.

3.1.4 La guerre indo-pakistanaise et ses conséquences : 1965 – 1975

Cette série d'événements conduit le gouvernement pakistanais à croire que l'État se trouvait au bord de l'insurrection. Ils lancèrent alors l'Opération Gibraltar, une mission clandestine visant à infiltrer le J&K et, en août 1965, initier un soulèvement général. L'opération s'est soldée par un échec car le Pakistan avait indûment évalué la situation. Le soutien attendu de la population locale, dont dépendait cette opération, est trop faible. Maulana Masoodi, du Front, conseille même à leurs partisans de ne pas s'impliquer dans ces confrontations²⁹⁹. À ce stade de la lutte et ce, malgré les circonstances, la majorité de la population du J&K ne souhaitait pas s'engager dans une guerre commanditée par le Pakistan³⁰⁰.

De 1965 à 1968, la plupart des membres de l'opposition sera muselée. Abdullah, qui avait, lors d'une conférence en Algérie, rencontré Zhou Enlai, premier ministre de la république chinoise, a de nouveau été arrêté à son retour en mai 1965³⁰¹. Les leaders du Front et leurs alliés du Comité, Maulvi Farooq, Afzal Beg, Maulana Masoodi et G.M. Karra, rejoignent eux aussi le Sheikh dans les prisons de l'État après avoir contesté son incarcération. En ayant recours aux arrestations massives, en interdisant les réunions publiques et en établissant un contrôle ferme sur l'information, Sadiq a de nouveau restreint l'espace politique formel du J&K. Contrairement à Bakshi, Sadiq était un partisan du libéralisme et « [...] a believer in persuasion rather than persecution³⁰² », mais sa subordination au gouvernement central le pousse à recourir sporadiquement à la force.

À la fin des années 1960, la plupart des dirigeants de l'opposition sont libérés. Toutefois, la position d'Abdullah commençait à changer. Après la guerre de 1965, il

²⁹⁹ Wani, p. 221.

³⁰⁰ Bose, *Transforming India*, p. 262.

³⁰¹ Depuis 1962, tension with China. Bitter resentment. Voir Wani, p. 219.

³⁰² Wani, p. 265.

renonce graduellement à la demande de plébiscite, préconisant plutôt une négociation tripartite avec le Pakistan et l'Inde. Avec le conflit de 1971 et la création du Bangladesh, la revendication de souveraineté devient pour Abdullah la quête d'une autonomie interne. Comme le soutient Behera : « East Pakistan's secession on the grounds of being Bengali Muslims rather than simply Muslims decimated the two-nation theory³⁰³. » La signature de l'accord de Simla, après la guerre de 1971, par Indira Gandhi et Zulfikar Ali Bhutto³⁰⁴, renforce le processus d'intégration de J&K à l'Inde³⁰⁵.

Au début des années 1970, le *Plebiscite Front* était encore considéré trop dangereux pour participer aux espaces politiques formels et est donc empêché de se présenter aux élections de 1972 par le nouveau *chief-minister*, Mir Qasim³⁰⁶. Dans ce contexte, tant Abdullah que le gouvernement central ont commencé à penser qu'entrer en pourparlers serait une démarche judicieuse pour les deux parties. D'une part, Abdullah estimait qu'un accord serait la meilleure solution pour empêcher la dégradation complète du statut de J&K. D'autre part, le gouvernement central, après deux décennies d'interventionnisme, souhaitait parvenir à une réconciliation avec le *Sher-e-Kashmir* pour redonner une certaine légitimité à l'intégration de l'État. Mirza Afzal Beg dirige les négociations au cours de l'année 1974, et en février 1974, l'accord Indira Gandhi-Sheikh Abdullah est officiellement ratifié. En revanche, dans les négociations, l'Inde a désormais le dessus. Indira Gandhi ne fait aucune concession susceptible de modifier les mesures d'intégration imposées depuis 1953³⁰⁷.

3.1.5 Espoir et rupture : 1975 – 1987

³⁰³ Behera, *State Identity and Viloence*, p. 128.

³⁰⁴ Président du Pakistan de 1971 à 1973 puis Premier ministre jusqu'en 1977.

³⁰⁵ Transformation de la Frontière militaire (*Ceasefire Line*) de 1949 en la *Line of Control* (LoC). Voir Lamb, *Kashmir*, p. 303.

³⁰⁶ G.M. Sadiq meurt en décembre 1971.

³⁰⁷ Behera, *Demystifying Kashmir*, p. 44; Bose, *Transforming India*, p. 266.

En 1975, le Sheikh Abdullah a donc ressuscité la JKNC avec ses alliés du Front et assumé le poste de *chief-minister*, qu'il conserve jusqu'en 1982. La réhabilitation du Sheikh dans l'espace politique formel bénéficie d'un vaste soutien de la population, même du Jammu et du Ladakh³⁰⁸. Mais ce qui est largement présenté comme une victoire ne fait pas l'unanimité. Plusieurs membres du Front, désormais dissous, de l'*Awami Action Committee* et du *Jamaat-i-islami*³⁰⁹, n'étaient pas favorables aux « sacrifices » faits pour que cet Accord voie le jour, en particulier l'abandon de la demande de plébiscite³¹⁰. La gouvernance d'Abdullah rétablit un semblant de normalité, même si sa relation avec le centre s'avère compliquée, en partie parce que le gouvernement d'Indira Gandhi se confrontait à une crise de légitimité dans le contexte de l'état d'urgence³¹¹. Avec un niveau élevé de participation et de pluralité, les élections de 1977 constituent une manifestation juste d'un espace démocratique légitime³¹². La victoire de la JKNC sur le Congrès donne également à Abdullah un mandat populaire clair pour gouverner et défendre ce qui restait de l'autonomie régionale afin de sauvegarder l'identité cachemirienne³¹³.

Le Sheikh Muhammad Abdullah meurt le 8 septembre 1982. Celui qui avait incarné la lutte pour l'autodétermination du Cachemire pendant un demi-siècle reçut un vibrant hommage de la part de la vallée, et les voix dissidentes se sont calmées pendant un bref instant. Comme l'a déclaré la journaliste Tavleen Singh, qui a assisté à la procession

³⁰⁸ Wani, *What Happened to Governance in Kashmir?*, pp. 278-79; Behera, *State Identity and Viloence*, p. 135.

³⁰⁹ La *Jamaat-i-Islami of Jammu and Kashmir* créé en 1953 est la branche régionale du mouvement *Jamaat-i-islami*, - organisation religieuse sunnite internationale - à tendance pro-Pakistan, qui s'était affirmé politiquement à partir de 1972 lors de sa participation aux élections de l'État. Widmalm, *Kashmir in Comparative Perspective*, p. 54.

³¹⁰ Tremblay, « Contested Governance, Competing Nationalisms and Disenchanted Publics », p. 238.

³¹¹ De 1975 à 1977, le président Fakhruddin Ali Ahmed sous les recommandations d'Indira Gandhi, déclare l'État d'urgence qui suspend les libertés civiles et donne un pouvoir considérable au gouvernement central. La promulgation de l'état d'urgence par Indira Gandhi est considérée comme assez problématique dans la mesure où la première ministre faisait l'objet d'une enquête pour fraude électorale et a utilisé des dispositions constitutionnelles pour rester au pouvoir.

³¹² Chowdhary, *Jammu and Kashmir*, p. 43.

³¹³ Tremblay, « Contested Governance, Competing Nationalisms and Disenchanted Publics », p. 229.

funèbre : « The grief, as the cortege passed, burst out like an uncontrollable wave³¹⁴. » Avant sa mort, le Sheikh avait nommé son fils, le Dr. Farooq Abdullah, à la tête de la JKNC, ce qui illustre une pratique problématique dans la politique indienne consistant à concilier les processus démocratiques avec la succession dynastique³¹⁵.

La victoire du JKNC aux élections de 1983, qui s'avèrent être les dernières légitimes, donne à Farooq Abdullah une certaine crédibilité en tant que successeur et leader régional. Sa popularité s'appuie en grande partie sur le charisme de son père, mais aussi sur sa capacité à adopter une position politique affirmée contre l'INC, avec qui il a refusé de former une alliance³¹⁶. Malheureusement, l'attitude anti-congrès de Farooq ne s'est pas limitée à la frontière du Cachemire. Il s'est aligné avec des partis régionaux d'autres États pour contester l'hégémonie du Congrès à l'échelle nationale. Cette stratégie provocatrice, qui s'attaque directement au gouvernement d'Indira Gandhi, se retourne contre Farooq. En 1984, le gouvernement central renverse Abdullah presque de la même manière qu'il l'avait fait pour son père en 1953³¹⁷. Le nouveau gouverneur du J&K, Jagmohan, un proche collaborateur d'Indira Gandhi, désigne Ghulam Mohammad Shah, le beau-frère de Farooq qui se considérait comme l'héritier évident du Sheikh, en tant que *chief-minister*³¹⁸. Le gouvernement indien révèle, une fois de plus, son visage autoritaire. Alors que l'espace démocratique avait commencé de se reconstruire depuis 1975, la destitution autoritaire d'un gouvernement élu va briser la confiance des citoyens envers les processus électoraux. De plus, l'utilisation, par Jagmohan, de la *Central Reserve Police Force*, une police sous l'autorité de Delhi, pour restreindre les protestations renforce le sentiment d'une occupation indienne et alimente l'aliénation générale de la population à l'égard du gouvernement central³¹⁹.

³¹⁴ Schofield, *Kashmir in Conflict*, pp. 128-129.

³¹⁵ Bose, *Kashmir*, p. 90.

³¹⁶ Chowdhary, *Jammu and Kashmir*, p. 46.

³¹⁷ Bose, *Kashmir*, p. 92.

³¹⁸ Schofield, *Kashmir in Conflict*, pp. 133-134.

³¹⁹ Bose, *Kashmir*, p. 92.

Dans les années 1980, deux phénomènes affectent la situation au Cachemire. Premièrement, on assiste à une communalisation religieuse progressive du paysage politique indien, tant au niveau national que régional. La création du parti nationaliste hindou le *Bharatiya Janata Party* (BJP) en 1980 et le mouvement pour le Khalistan seront les expressions de cette tendance³²⁰. Cette transformation de l'arène politique se reflète au Cachemire par l'influence grandissante d'une idéologie sunnite conservatrice dans les sphères publiques et politiques, principalement par l'intermédiaire de l'*Awami Action Committee* et du *Jamaat-i-Islami*³²¹. Deuxièmement, au niveau international, plusieurs événements dans le monde musulman, notamment la montée en puissance de l'Arabie Saoudite, avec son implication au côté du Pakistan dans la guerre d'Afghanistan, et la révolution iranienne, déclenchent une nouvelle forme d'activisme islamique³²². Ce qui est regrettable, comme le souligne Navnita Behera, c'est que :

Given a democratic choice between the Kashmiri identity espoused by the National Conference and Islamic ideology, as promoted by the Jamaat-i-Islami, a conservative political party, the Kashmiris gave the former a clear mandate in 1983. The Jamaat party had vowed to bring an Islamic nizam (government) into Kashmir, denouncing India as “an occupation force in Kashmir,” but its message was totally rejected by the electorate in the Kashmir Valley. It was only when Mrs. Gandhi’s regime refused to allow Kashmiri identity independent existence and systematically undermined its political strength that religious identity became uppermost in Kashmiri minds.³²³

C'est seulement grâce à un accord passé avec le nouveau premier ministre Rajiv Gandhi que Farooq Abdullah peut revenir au pouvoir³²⁴. Dans une interview accordée à *India Today* en 1986, Farooq se justifie en expliquant: « In Kashmir, if I want to run

³²⁰ Scott W. Hibbard, *Religious Politics and Secular States: Egypt, India and the United States* (Baltimore, Md: Johns Hopkins University Press, 2010), pp. 115-116.

³²¹ Madrasas and co. Behera, *State Identity and Viloence*, p. 142.

³²² Lamb, *Kashmir*, 323; Wayne H. Bowen, *The History of Saudi Arabia* (Greenwood Press, 2008), p. 121.

³²³ Behera, *Demystifying Kashmir*, p. 46.

³²⁴ Rajiv Gandhi a remporté les élections générales indiennes de 1984, celles-ci avaient été provoquées suite à l'assassinat de sa mère Indira Gandhi en octobre 1984.

a government, I have to stay on the right side of the Centre. That is a hard political reality I have come to accept³²⁵. » En s'alliant avec le Congrès en 1986, Farooq et la JKNC perdent leur statut de parti d'opposition, et avec cela la confiance des Cachemiris³²⁶. L'Accord, comme le fait remarquer Rekha Chowdhary, crée un vide politique que vient occuper par une nouvelle coalition le *Muslim United Front* (MUF)³²⁷.

Le MUF était composé de multiples petits partis et organisations religieuses regroupés autour de la *Jamaat-i-islami*, qui avaient graduellement étendu leur influence dans la vallée depuis 1972. En tant que coalition islamique composite, ce nouveau Front était, sur le plan idéologique, relativement varié, en passant de groupe très conservateur, comme la *Jamaat*, à des traditionalistes plus modérés. Mais son principal point de rencontre était la promotion d'une solidarité entre musulmans cachemiris³²⁸. La base populaire de cette organisation était très diverse, allant du paysan à l'homme d'affaires. Mais elle regroupait une part importante de la jeunesse cachemirie. Ce Front a donné une résonance islamique au langage du mécontentement, tout en soulignant dans sa rhétorique politique l'importance de l'autodétermination. D'autres partis comme la *People's Conference* d'Abdul Ghani Lone, la *People's National Conference* de G.M. Shah avaient une certaine assise régionale, mais le MUF était devenu la principale opposition à l'alliance JKNC-Congrès³²⁹.

Les élections de 1987 s'annonçaient donc très compétitives. Elles enregistrent l'un des taux de participation les plus élevés de l'histoire de la région. Néanmoins, quand il est annoncé que l'alliance JKNC-Congrès a remporté la plupart des sièges, il devint évident que les élections avaient été truquées. Les dirigeants et les militants de l'opposition sont

³²⁵ *India Today*, 30 Nov. 1986 cité dans Bose, *Kashmir*, p. 93.

³²⁶ Schofield, *Kashmir in Conflict*, p. 136.

³²⁷ Chowdhary, *Jammu and Kashmir*, p. 99.

³²⁸ Behera, *State Identity and Viloence*, p. 158.

³²⁹ Bose, *Transforming India*, pp. 274-275; Behera, *State Identity and Viloence*, pp. 157-58; Chowdhary, *Jammu and Kashmir*, pp. 101-102.

donc descendus dans la rue afin de contester ces résultats frauduleux et exiger qu'une enquête soit effectuée par une commission électorale³³⁰. Au lieu de chercher à répondre aux préoccupations des Cachemiries, le gouvernement a recours, comme c'était devenu coutume, à des arrestations massives et à une répression ciblée³³¹. Comme le soutiennent Chowdhary et Rao : « Consequently, there developed a general sense of disillusionment not merely with the electoral politics but with the entire framework of democratic structure³³². » La combinaison de fraude, de répression et de marginalisation a alimenté la colère et la rancœur des Cachemiries. De nombreux jeunes Cachemiries commencèrent à réaliser qu'aucun changement ne pourrait être apporté par les urnes ou par leur participation à la politique. Ceux-ci se tourneront alors vers une nouvelle forme de militantisme.

3.1.6 Les opérations secrètes : 1965 – 1987

Comme le décrit le journaliste et chercheur Praveen Swami dans *India, Pakistan and the secret jihad*, du conflit de partition à la guerre d'indépendance du Bangladesh de 1971, la majeure partie du militantisme clandestin s'est fait par l'intermédiaire de cellules clandestines financées par les Pakistanais. Cette « guerre informelle³³³ » a été exécutée dans le but de déstabiliser l'État du Jammu & Cachemire et d'inciter une rébellion populaire en faveur du Pakistan. Deux unités apparues dans les années 1960, la *Master Cell* et son successeur *Al Fatah*, sont à l'avant-poste de ces opérations secrètes. La première s'active au lendemain de l'incident de la relique et se mobilise dans les mois précédant le lancement de l'opération Gibraltar³³⁴. Toutefois, après

³³⁰ Widmalm, *Kashmir in Comparative Perspective*, p. 80.

³³¹ Bose, *Transforming India*, p. 275.

³³² Rekha Chowdhary et Rao V. Nagendra, « Jammu and Kashmir: Political Alienation, Regional Divergence and Communal Polarisation », *Journal of Indian School of Political Economy*, 2008, p. 195.

³³³ Comme l'avait nommé Nehru. Swami, *India, Pakistan and the Secret Jihad*, p. 4.

³³⁴ La *Master Cell* était organisée en plusieurs sous-cellules ayant chacune une tâche spécifique (liaison, formation, recrutement). Elle était liée avec des organisations étudiantes du J&K qui luttèrent contre le

l'échec de l'infiltration pakistanaise de 1965, la *Master Cell* fut progressivement démantelée³³⁵.

Dans les années suivantes, une nouvelle entité, *Al Fatah*, prend le relais³³⁶. Dirigé par Ghulam Rasool Zahgir, un citoyen du J&K, la cellule bénéficie du soutien pakistanais, la plupart de ses cadres franchissent la ligne de cessez-le-feu pour être formés par les services de renseignement pakistanais, et se font connaître pour leurs opérations de sabotage et d'espionnage³³⁷. Néanmoins, le filet se referme autour d'eux avant qu'ils ne puissent provoquer de troubles majeurs. En 1971, la police du J&K lance une opération d'arrestation massive en vertu du *Preventative Detention Act.* et arrête plus de 300 militants ayant des liens avec le *Plebiscite Front*, les suspectant d'être affiliés à des organisations terroristes. Cette campagne porte un coup final à *Al Fatah*³³⁸.

Parallèlement à *Al Fatah*, une autre organisation voit le jour dans l'Azad Cachemire au milieu des années 1960. Elle deviendra, au tournant des années 1990, une force militante de premier plan. Le *National Liberation Front* (NLF) est créé en tant qu'aile armée du *Mahaz-i-Raishumari* (également connu sous le nom de *Azad Kashmir Plebiciste Front*), un parti fondé par Amanullah Khan, un ex-militaire, et Maqbool Butt³³⁹. Contrairement aux cellules ayant reçu le soutien de l'armée pakistanaise et de l'*Inter-Services Intelligence*, le NLF prônait la réunification des deux Cachemires en une entité indépendante³⁴⁰. La plupart des militants étaient issus de milieux instruits et

gouvernement, à savoir la *Students and Youth League* (SYL) et le *Revolutionary Council*. Voir Wani, *What Happened to Governance in Kashmir?*, pp. 224-25; Praveen Swami, *India, Pakistan and the Secret Jihad: The Covert War in Kashmir, 1947-2004*, 1st edition (London: Routledge, 2013), pp. 54-59.

³³⁵ Swami, *India, Pakistan and the Secret Jihad*, p. 74.

³³⁶ « No doubt one consequence of Operation Gibraltar had been to introduce a large quantity of arms and ammunition into the State; and its abandonment by Pakistan must have left a number of what can only be described as unemployed guerrillas who found it difficult to change their profession and style of life. » Cité dans Lamb, *Kashmir*, p. 286.

³³⁷ Schofield, *Kashmir in Conflict*, p. 116.

³³⁸ Un grand nombre de ses membres, après un séjour en prison, sont sortis du militantisme armé. Voir Swami, *India, Pakistan and the Secret Jihad*, p. 102.

³³⁹ Paul Staniland, *Networks of Rebellion: Explaining Insurgent Cohesion and Collapse* (Ithaca: Cornell University Press, 2014), p. 68; Snedden, *The Untold Story of the People of Azad Kashmir*, p. 194.

³⁴⁰ Swami, *India, Pakistan and the Secret Jihad*, pp. 133-134.

s'inscrivaient idéologiquement dans la lignée du nationalisme séculier d'Abdullah. Le NLF, en tant qu'organisation séparatiste, s'inspirait des luttes anticoloniales de type guérilla, en particulier le Front de libération nationale Algérien et le Front de libération de la Palestine³⁴¹. Pendant la plus grande partie de sa genèse, le NLF a fonctionné en faisant appel à la diaspora kashmiri, mais souffrait d'une structure organisationnelle fragile et ne possédait pas de réseau militant efficace au sein du J&K. Paul Staniland remarque que :

Butt was well respected, but the pro-independence activists' organizational prowess did not match his personal popularity. They did not successfully tap into or establish new networks. State repression played a key role in disrupting the organization's ability to mobilize new members³⁴².

L'organisation est devenue célèbre lors de l'incident d'*Indian Airlines*. Le 30 janvier 1971, Hashim Qureshi, un jeune kashmiri ayant rejoint les rangs du NLF, et son associé détournent le vol au départ de Srinagar et exigent la libération des prisonniers politiques du NLF détenus au J&K³⁴³. Toutefois, l'opération conçue par Maqbool Butt a globalement échoué. L'avion détourné finit par atterrir à Lahore, au Pakistan, et les passagers sont libérés et renvoyés en Inde. Néanmoins, ce détournement a été un véritable coup de publicité salué au Pakistan³⁴⁴. Ce genre d'exposition publique met le groupe sous les projecteurs et mène à l'arrestation de Maqbool Butt³⁴⁵ lorsque celui-ci franchit la ligne de contrôle en 1976. Il est pendu dans la prison de New Delhi en 1984. Amanullah Khan s'installe quant à lui au Royaume-Uni et rebaptise l'organisation, le *Jammu-and-Kashmir Liberation Front* (JKLF). Au cours des années suivantes,

³⁴¹ *Ibid*, p. 107.

³⁴² Staniland, *Networks of Rebellion*, p. 69.

³⁴³ Swami, *India, Pakistan and the Secret Jihad*, p. 113; Lamb, *Kashmir*, pp. 286-287.

³⁴⁴ Le Premier ministre Zulfikar Bhutto a même manifesté son soutien en déclarant publiquement que : « [...] no power on earth could stop the Kashmiri struggle » Cité dans Richard Sisson et Leo E. Rose, *War and Secession: Pakistan, India, and the Creation of Bangladesh* (University of California Press, 1990), p. 76.

³⁴⁵ Pour la deuxième fois.

l'organisation persiste dans la diaspora mais limite grandement son champ d'action³⁴⁶. Jusqu'à la fin des années 1980, le JKLF reste un acteur mineur au sein du J&K³⁴⁷.

3.1.7 *Hum kya chahte? Azadi*³⁴⁸ ! : 1987 – 1989

De 1947 à 1987, le militantisme clandestin au Cachemire est mené par un réseau de petits groupes utilisant principalement des méthodes de type guérilla et terroriste pour faire avancer la lutte. Néanmoins, ce type de résistance resta un phénomène marginal dans la vallée. De plus, la plupart de ces organisations étaient originaires de l'Azad Cachemire pakistanais, et même si elles tissaient des liens avec des groupes du J&K et perpétrèrent des actes de déstabilisation au sein de l'État indien, cette facette de la mobilisation n'était pas dirigée par des groupes « locaux ». Par opposition, la phase du conflit qui débute après 1987 voit un grand nombre de jeunes cachemiris et de figures politiques de la vallée passer de la politique formelle au militantisme armé.

De 1987 à 1989, la colère populaire contre le gouvernement a explosé : les rues de Srinagar et d'autres petites villes de la vallée ont été le théâtre de manifestations massives³⁴⁹. Les chants et les slogans populaires réclamant *Azadi* sont exprimés par toutes les sections de la société cachemirienne³⁵⁰. Cependant, ce furent principalement les jeunes qui commencèrent à traverser la frontière du Pakistan à la recherche d'armes et d'entraînement. Schofield souligne que le gouvernement et les services de renseignement pakistanais ont été stupéfaits par la rapidité avec laquelle les événements se sont déroulés³⁵¹. Dans les années suivantes, le Pakistan va devenir

³⁴⁶ L'organisation serait toutefois impliquée dans l'enlèvement et l'assassinat d'un diplomate indien au Royaume-Uni en 1984.

³⁴⁷ Staniland, *Networks of Rebellion*, p. 69.

³⁴⁸ Slogan utilisé pendant les mobilisations populaires qui commencent en 1987, qui peut être par : « Que voulons-nous ? La liberté ! »

³⁴⁹ Bose, *Kashmir*, p. 109.

³⁵⁰ *Ibid*, p. 112.

³⁵¹ Schofield, *Kashmir in Conflict*, p. 149.

clandestinement le principal sponsor de la rébellion, sans lequel la guérilla n'aurait sans doute pas perduré.

Comparativement aux précédentes tentatives du Pakistan visant à déclencher un soulèvement au Jammu-et-Cachemire, pendant la première partie de cette vague insurrectionnelles (1989 – 1995)³⁵² les militants viennent principalement de la vallée. Le JKLF, qui y était peu présent depuis 1984, a été relancé en 1988 par quatre Cachemiris de la région de Srinagar³⁵³, dont Yasin Malik, qui avait été militant au sein du MUF avant d'être désillusionné par la politique de l'État. L'une des premières opérations qui met le JKLF au centre de l'attention a été l'enlèvement de Rubaiya Sayeed, la fille du ministre de l'intérieur, en décembre 1989 qu'ils utilisent pour libérer des prisonniers politiques³⁵⁴. En 1989, le JKLF devient une organisation séparatiste majeure dans la lutte pour l'autodétermination bénéficiant d'un important soutien populaire. Comme le souligne Chowdhary : « The response of mass of Kashmiris towards armed militancy as quite positive. Rather than being opposed to it, they were very sympathetic and provided the moral and emotional support to it. Militancy was romanticised and militants were treated with a lot of respect.³⁵⁵ » Malheureusement, dans les années qui suivent, cette révolte populaire, largement endémique, finit par être dominée par des combattants étrangers issus de nouvelles factions formées par les Pakistanais, comme le *Hizb-al-Mujahideen*. La décennie 1990 est marquée par une augmentation des tensions et la violence devient une réalité quotidienne.

3.2 Le Tibet, une lutte internationale : 1949 –1989

³⁵² Staniland, *Networks of Rebellion*, p. 84.

³⁵³ *Ibid*, p. 73.

³⁵⁴ Chowdhary, *Jammu and Kashmir*, p. 110.

³⁵⁵ *Ibid*, p. 106.

3.2.1 Intégration et coercition : 1949 – 1959

Le 1er octobre 1949, après plus de deux décennies de guerre civile, Mao Zedong annonce, du haut de la cité interdite, la victoire du PCC contre les forces nationalistes du KMT³⁵⁶. La naissance de la République Populaire de Chine (RPC) n'est cependant que le premier pas vers la construction d'une société nouvelle. Pour les communistes, « A unified Chinese nation became the great public ideal to struggle for³⁵⁷. » Libération et unification sont les mots d'ordre du bureau central et constituent les fondements du projet nationaliste chinois³⁵⁸. L'avènement de la société chinoise doit passer par une intégration des particularismes régionaux mais en préservant dans les provinces qui deviendront les régions autonomes de l'Est du pays un certain degré de souveraineté locale. D'un point de vue géopolitique, la nouvelle République populaire chinoise souhaitait sécuriser l'ensemble de ses frontières en établissant un contrôle renforcé sur le territoire. Contrairement aux entités politiques précédentes qui avaient en partie laissé indéterminées les frontières à l'Ouest et au Sud, l'État communiste comptait bureaucratiquement et militairement occuper le territoire. Malgré les aspects assimilationnistes du programme communiste, la reconnaissance des différentes ethnies comme les Ouïgours, les Mongoles, les Huis et les Tibétains s'expliquait par la volonté de Mao et l'élite du parti de construire un projet politique multiculturel. De plus, comme le souligne Vanessa Frangville, chercheuse en études chinoises, de par leur localisation géographique, la plupart de ces communautés « ont [...] une influence essentielle sur la construction de frontières stables et non poreuses : elles forment des tampons entre la Chine et ses voisins, et sont décisives pour la consolidation des

³⁵⁶ La Chine communiste conservera approximativement les territoires laissés par la dynastie Qing (1644-1912) et la république Chinoise (1912 - 1949). La République populaire mongole au Nord, soutenue par les bolchéviques, étant autonome depuis 1924 sera alliée au gouvernement de Mao.

³⁵⁷ John K. Fairbank, « The Reunification of China », in *The Cambridge History of China*, éd. par Roderick MacFarquhar et John K. Fairbank (Cambridge, juin 1987), p. 22.

³⁵⁸ Jacques Guillermez, *La chine populaire* (Paris: Presses Universitaires de France, 1992), p. 38.

frontières de l'état nation chinois³⁵⁹. » Ce programme met fatalement le Tibet dans le chemin du projet intégrateur de la RPC.

Mao était conscient qu'une conquête militaire du Tibet ne ferait qu'aliéner la région et alimenter le ressentiment contre le gouvernement central. C'est pourquoi il a préféré adopter une stratégie qui combine ouverture diplomatique et pressions militaires pour pousser le gouvernement tibétain à accepter l'unification. L'Armée populaire de libération (APL), déployée dans le Kham, au Tibet oriental, depuis mai 1950, avait une étiquette stricte à suivre vis-à-vis des Tibétains. Pour les troupes chinoises, cette intervention ne consistait pas une agression, mais une « libération pacifique³⁶⁰ » et les soldats devaient être perçus comme des libérateurs et non des envahisseurs³⁶¹. Puisque les dirigeants tibétains tardaient à entreprendre les négociations, l'APL a mis son plan en marche au début d'octobre 1950. Éliminer l'influence impérialiste au Tibet sera l'un des leitmotifs invoqués par les autorités centrales chinoises pour justifier cette campagne militaire. Devant la supériorité de l'APL, l'armée tibétaine est vaincue après moins de deux semaines de combat.

Le gouvernement lamaïste, constatant ce que la victoire du PCC pourrait déclencher, a tenté en vain d'affirmer son autonomie vis-à-vis de la nouvelle République et de faire appel au soutien de puissances étrangères, Népal, Inde, États-Unis et Royaume-Uni³⁶². Dans ce contexte de crise, le jeune Dalai-Lama, alors âgé de 15 ans, est poussé à assumer sa position de souverain du Tibet et intronisé le 17 novembre 1950³⁶³. La

³⁵⁹ Vanessa Frangville, « L'unité dans la diversité : l'altérité en Chine, moteur de l'unité nationale. » Université Jean Moulin Lyon 3. *Discours sur l'autre, discours sur soi : Constructions identitaires face à l'altérité*, pp. 40-41.

³⁶⁰ Stéphane Guillaume, *La question du Tibet en droit international*, L'Harmattan, Recherches Asiatiques, 2008.

³⁶¹ Goldstein, *A History of Modern Tibet, Volume 1: The Demise of the Lamaist State, 1913-1951*, p. 643-644.

³⁶² La plupart de ces plaidoyers se sont dans un premier temps avérés infructueux. À ce stade de la lutte, les États-Unis commencent à manifester de l'intérêt pour le cas tibétain, mais n'ont pris aucune mesure précise. Voir Goldstein, p. 662.

³⁶³ Deshayes, *Histoire du Tibet*, p. 323; John Kenneth Knaus, *Orphans Of The Cold War: The United States, China, And The Tragedy Of Modern Tibet*, 1st édition (New York: PublicAffairs, 1999), p. 77.

situation était critique et, par peur d'une avancée chinoise plus poussée, le Dalai-Lama et de nombreux officiels Tibétains ont fui à Yadong, à la frontière du Sikkim et de l'Inde.

Après la reddition, l'APL stoppe sa progression en territoire tibétain mais continue à faire pression pour que des discussions soient tenues. Ngabo Ngawang Jigme, ancien gouverneur du Kham et chef de l'armée tibétaine, est alors convoqué à Beijing en avril 1951 à la tête d'une délégation tibétaine pour procéder aux négociations³⁶⁴. C'est en partie les mains liées que les délégués tibétains signent à Beijing l'accord en dix-sept points le 25 mai 1951. Cet accord, signé sans consultation avec le *Kashag* et le Dalai-Lama, met fin à l'indépendance *de facto* du Tibet. Bien qu'il préserve l'autonomie culturelle et religieuse du régime lamaïste, il met néanmoins le pays sous la tutelle chinoise³⁶⁵.

Le gouvernement tibétain, ignorant les termes de l'accord, entend parler de sa signature par le biais d'une diffusion radiophonique au printemps 1951³⁶⁶. L'entourage du Dalai-Lama est partagé sur la manière de répondre à cette information, mais surtout, sur la stratégie à adopter : l'exil ou la coopération. Les États-Unis, qui ont pris contact avec les responsables tibétains, poussent le Dalai-Lama à dénoncer l'accord et à fuir en Inde³⁶⁷. Tenzin Gyatso est divisée, mais de nombreux aspects de l'accord semblent permettre une certaine autonomie régionale et une garantie que le système politique traditionnel ne sera pas modifié³⁶⁸. Malgré les dissensions, il fut décidé qu'il était dans

³⁶⁴ Le X^{ème} panchen lama, qui avait manifesté publiquement son soutien au RPC, a également été convié à ces délibérations. Depuis le règne du XII^{ème} Dalai-lama, il y avait eu une certaine distance entre le panchen lama - qui résidait en Chine intérieure - et le gouvernement de Lhassa. Voir Tsering Shakya, *The Dragon in the Land of Snows: A History of Modern Tibet since 1947* (New York: Columbia University Press, 1999), p. 77.

³⁶⁵ Notamment les articles 4, 6, 9 et 11 du *Agreement of the Central People's Government and the Local Government of Tibet on Measures for the Peaceful Liberation of Tibet*. Voir Appendix 1 dans Shakya, *The Dragon in the Land of Snows*.

³⁶⁶ *Ibid*, p. 108.

³⁶⁷ *Ibid*, p. 113.

³⁶⁸ L'Article 4: « The central authorities will not alter the existing political system in Tibet. The central authorities also will not alter the established status, functions and powers of the Dalai Lama. Officials

l'intérêt des Tibétains que le Dalaï-Lama retourne à Lhasa et essaie de collaborer avec la RPC. Le principe d'autonomie régionale, un concept étranger pour les Tibétains, amena l'élite dirigeante à croire qu'elle pourrait à long terme négocier son indépendance avec les Chinois³⁶⁹. Cette décision représente un tournant critique dans la lutte tibétaine.

Mi-août 1951, le Dalaï-Lama arrive enfin à Lhasa, où il est précédé d'une semaine par le général communiste Zhang Jingwu venu mener la première étape de l'intégration tibétaine. En octobre, l'accord en dix-sept points est finalement approuvé par le *Tsongdu* (assemblée tibétaine) et le Dalaï-Lama³⁷⁰. Avec le retour du Dalaï-Lama à Lhasa et l'approbation de l'accord par celui-ci, la victoire chinoise fut totale. Le Tibet faisait désormais assurément partie de la Chine. Ce n'est qu'après cette confirmation que l'armée chinoise occupe de manière pacifique la capitale. Bien que la présence de l'armée semblait nécessaire pour assurer le contrôle du territoire et empêcher quelconque ingérence étrangère, Mao avait compris que pour assurer la subordination continue du Tibet, la RPC devait adopter une position modérée. C'est pourquoi les réformes socialistes ont été freinées pendant la plus grande partie de la décennie³⁷¹. La RPC s'est efforcée de faire accepter l'intégration à la fois au sommet et à la base de la société tibétaine. L'historien Tsering Shakya affirme que pour la RPC, « The PLA [People's liberation army] had also been seen as an essential element of the nation-building process in China itself³⁷². » En effet, l'APL joue un rôle déterminant dans la diffusion de l'idéologie communiste auprès des masses tibétaines. En parallèle, un

of various rank shall hold office as usual. » Cité dans Shakya, p. 508; Voir aussi Melvyn C. Goldstein, *A History of Modern Tibet. Volume 2: The Calm Before the Storm, 1951-1955* (Berkeley : University of California Press, 2007), pp. 138-142.

³⁶⁹ « Within the segment favoring a return to Lhasa, most officials thought Tibet could live with the terms of the agreement. Like the negotiators, they thought that the neologism regional autonomy, invented by the Chinese, sounded good, because the component words meant “a region/area ruled by oneself” (tib. rang gyong jong). » Cité dans Goldstein, *A History of Modern Tibet. Volume 2: The Calm Before the Storm, 1951-1955*, p. 142.

³⁷⁰ Knaus, *Orphans Of The Cold War*, 105; Goldstein, *A History of Modern Tibet. Volume 2*, pp. 170-173.

³⁷¹ Goldstein, *A History of Modern Tibet. Volume 2*, p. 179 et 184.

³⁷² Shakya, *The Dragon in the Land of Snows*, p. 99.

comité régional était chargé de poursuivre le développement de structures administratives chinoises au Tibet et coopter et former des responsables régionaux³⁷³.

Même si les sentiments anti-chinois étaient latents, la population tibétaine commença une étrange cohabitation avec les forces d'occupation³⁷⁴. Pendant les premières années, malgré le leadership du Dalaï-Lama, les élites tibétaines étaient enclines au factionnalisme³⁷⁵. Toutefois, malgré quelques incidents, et au prix de certains compromis, la période entre 1952 et 1956 reste relativement calme. Au cours de cette phase, le voyage du Dalaï-Lama en Chine continentale en 1954 est un événement symbolique marquant. Le leader tibétain assiste au premier Congrès national du peuple en septembre et s'entretient par la suite avec le président Mao³⁷⁶. Mao, poursuivant sa stratégie de rapprochement graduelle, réussit à réconcilier le Panchen-lama et Lhassa et tente désormais de convaincre et de rassurer le Dalaï-Lama du brillant avenir du Tibet au sein de la Chine socialiste. L'un des enjeux majeurs des discussions était la création d'une unité administrative sino-tibétaine. Jusqu'alors, la mise en œuvre de l'accord en dix-sept points était assurée par le *Military-Administrative Committee*. Le principal objectif des réunions de Beijing était donc de créer un *Preparatory Committee for the establishment of the Tibet Autonomous Region* (PCTAR) chargé de fixer les paramètres des futures réformes. Le PCTAR travaillerait sous l'égide du gouvernement central, mais avec un certain degré d'autonomie. Ce comité serait principalement composé de fonctionnaires tibétains (à environ 90%) travaillant côte à côte avec des officiels chinois, sous la direction du Dalaï-Lama et avec le concours du Panchen-

³⁷³ *Ibid*, pp. 139-140.

³⁷⁴ Notamment due au fait que le maintien d'un effectif important de troupes avait entraîné des pénuries de nourriture.

³⁷⁵ Le *kashag* et les *sitsab* (ministres) - Lobsang Tashi un moine et Lukhangwa un aristocrate qui avait assuré l'intérim à Lhassa lorsque le Dalaï-lama était à Yadong - avaient des vues différentes sur la façon de traiter avec les chinois, les seconds avaient une attitude très préjudiciable à leur égard ce qui devint à terme problématique et sous la pression de Zhang Jingwu, le Dalaï-lama fut contraint de les limoger. Voir Knaus, *Orphans Of The Cold War*, p. 119; Goldstein, *A History of Modern Tibet. Volume 2: The Calm Before the Storm, 1951-1955*, p. 360 et 383.

³⁷⁶ Goldstein, *A History of Modern Tibet. Volume 2: The Calm Before the Storm, 1951-1955*, p. 478 et pp. 491-492.

lama³⁷⁷. Le Dalai-Lama se révèle globalement enthousiaste quant à l'issue de ces rencontres, car la relation sino-tibétaine semble, en ces termes, relever davantage d'une coopération démocratique plutôt que d'une contrainte³⁷⁸.

Par contraste avec ce tournant positif, la situation au Tibet et les relations avec la RPC se détériorent considérablement dans les années suivantes. Les deux dirigeants, malgré leur rapprochement, se trouvent dans une situation délicate. D'un côté, une partie de l'administration tibétaine se montre peu favorable à cette prétendue coopération ; de l'autre, une frange du parti communiste souhaite accélérer le rythme des réformes³⁷⁹. De plus, hors du Tibet central, dans le Kham et l'Amdo, le PCC ne s'est pas autant abstenu de procéder aux réformes socialistes, ces régions étant sous la supervision directe de la RPC³⁸⁰.

Les Khampas et les Amdoans ont ressenti de première main les conséquences des réformes sur leur mode de vie. La présence chinoise a entraîné une augmentation des taxes, une réforme foncière des terres autant agricoles que monastiques, une répression militaire accrue et la dégradation de plusieurs monastères³⁸¹. C'est pourquoi, à partir de 1956, la résistance populaire prend un tournant plus violent³⁸². Au début, la plupart des soulèvements sont localisés et peu organisés mais les représailles sévères de l'APL, comme le bombardement du monastère de Lithang, alimentent le climat de

³⁷⁷ *Ibid*, pp. 499-500.

³⁷⁸ Shakya, *The Dragon in the Land of Snows*, p. 158.

³⁷⁹ Goldstein, *The snow lion and the dragon*, p. 55.

³⁸⁰ Ces régions constituaient la bordure extérieure du territoire tibétain et étaient pour la plupart définies comme faisant partie non pas de la principale entité politique tibétaine mais d'un ensemble ethnique tibétain plus large.

³⁸¹ Mikel Dunham et Dalai Lama, *Buddha's Warriors: The Story of the CIA-Backed Tibetan Freedom Fighters, the Chinese Communist Invasion, and the Ultimate Fall of Tibet*, 1st édition (New York: TarcherPerigee, 2004), pp. 135-140.

³⁸² L'un des premiers incidents s'est produit lorsque l'APL a tenté de confisquer les armes des Khampas, car, comme le soutient Goldstein « Guns, [...], were highly valued, as were the related militant values of personal honor, bravery, and the firm belief that it was one's core duty to take revenge on those who had harmed you and your family. » Cité dans Melvyn C. Goldstein, *A History of Modern Tibet, Volume 3 : the Storm Clouds Descend, 1955-1957*. (Berkeley : University of California Press, 2013), p. 120.

contestation³⁸³. En 1957, le soulèvement s'étend au Tibet central et, de part et d'autre, la tension monte. De multiples groupes de résistance anti-chinois, que nous présenterons dans les sous-sections suivantes, commencent à s'organiser et à s'engager activement dans la guérilla contre l'APL. La RPC et son intermédiaire au Tibet, Zhang Goua, poussent le Dalai-Lama et son gouvernement à faire le nécessaire pour calmer le soulèvement Khampa. Une demande qu'ils ne sont pas en mesure de satisfaire³⁸⁴. Shakya note que : « Thus, from the middle of 1958 until the Lhasa uprising in March 1959, there existed a peculiar situation, in which neither the traditional Tibetan Government nor the Chinese had much control over the course of events in Tibet³⁸⁵. » En mars 1959, la rumeur d'une capture du Dalai-Lama par le gouvernement chinois lors d'une rencontre officielle met le feu aux poudres. Les manifestations de masse qui ont éclaté autour du palais pour soutenir et protéger le Dalai-Lama se transforment en quelques jours en un véritable soulèvement national. Le 17 mars 1959, après une série d'affrontements autour du palais Norbulingka, à l'ouest de Lhassa, entre les forces chinoises et la population tibétaine, le Dalai-Lama et ses proches prennent les routes de l'exil. Avec l'aide des services secrets américains qui soutiennent officieusement la résistance tibétaine, le régent traverse l'Himalaya et se dirige vers l'Inde.

C'est l'Inde et le Népal qui accueillent entre 1959 et 1962 une migration tibétaine de masse. Suite à son exil, le dirigeant tibétain arrivé en Inde répudie l'accord en dix-sept points³⁸⁶. De l'autre côté, le soulèvement de Lhassa donne à l'élite politique chinoise d'amples raisons pour aller de l'avant avec des mesures sécuritaires à l'encontre de la population tibétaine et d'entreprendre dans la région les réformes démocratiques et culturelles restées jusqu'alors en suspens. À partir de 1959, l'histoire d'un Tibet désormais divisé s'écrit à deux voix, l'une en l'exil et l'autre dans l'ancien royaume.

³⁸³ Shakya, *The Dragon in the Land of Snows*, p. 173.

³⁸⁴ A cette époque les fonctionnaires de Lhassa étaient largement désunis ce qui a entravé sensiblement le processus de prise de décision.

³⁸⁵ Shakya, *The Dragon in the Land of Snows*, p. 217.

³⁸⁶ Deshayes, *Histoire du Tibet*, p. 337

3.2.2 La résistance tibétaine : 1952 – 1974

Pendant la première phase de l'occupation, la résistance tibétaine ne formait pas un front uni mais consistait en des groupes fragmentés ayant des motivations et des méthodes d'action différentes. De plus, la plupart de ces groupes se mobilisaient en marge de l'autorité du Dalai-Lama. Dans un premier temps, la plupart des militants se battaient pour protéger leur mode de vie traditionnel, et non pour défendre une entité politique que l'on pourrait qualifier de nation tibétaine³⁸⁷. Comme nous l'avons expliqué dans le chapitre précédent, bien que les Tibétains forment une communauté de foi construite autour d'une société monastique féodale, il n'y avait jusqu'alors pas de conscience nationale tibétaine. Comme l'affirme Shakya : « This unity of faith, culture and language, however, never transcended into the idea among Tibetan-speakers that they constitute a single people, nor into a sense of political unity³⁸⁸. »

L'un de ces groupes est dirigé par Gyalo Thondrup, le frère aîné du Dalai-Lama. Après avoir échoué à obtenir un soutien politique à Lhassa, Gyalo s'est installé à Kalimpong, en Inde, pour contribuer à la lutte au niveau international³⁸⁹. L'objectif de Thondrup est d'obtenir l'appui de puissances étrangères, principalement les États-Unis et l'Inde, pour internationaliser la lutte. Cependant, entre 1952 et 1955, l'intérêt des deux pays pour la question tibétaine a diminué³⁹⁰. À Kalimpong, Thondrup continue néanmoins ses activités politiques en s'associant avec deux figures politique en exil, Tshipön Shakabpa, un aristocrate, et Lobsang Gyaltsen, un moine avec qui il forme en 1954 le

³⁸⁷ Ben Hillman, « Studying Tibetan Identity », in *The SAGE Handbook of Contemporary China*, par Weiping Wu et Mark Frazier (1 Oliver's Yard, 55 City Road London EC1Y 1SP: SAGE Publications Ltd, 2018), pp. 718-719.

³⁸⁸ Tsering Shakya, « Whither the Tsampa Eaters? », *HIMAL, Himalayan Magazine* 6, n° 5 (1993), pp. 8-11.

³⁸⁹ Gyalo Thondup, né en 1928 dans l'Amdo, avait vécu à Nankin, en Chine continentale, pour étudier dans les années 1940 et était un protégé du leader nationaliste Chang-Kai-Chek avant la création de la RPC, il avait également passé un court moment aux États-Unis après 1950.

³⁹⁰ Goldstein, *A History of Modern Tibet. Volume 2: The Calm Before the Storm, 1951-1955*, p. 466.

groupe militant *Jenkhentsisum* (JKTS)³⁹¹. À partir de 1956, le JKTS, qui a continué de mobiliser les Tibétains dans la diaspora, gagne un puissant allié à Lhasa, le grand chambellan Phala³⁹². Avec l'aide de Phala, de son entourage et d'une organisation appelée le *Mimang Tsongdu*, le JKTS commence à mener des actions au Tibet. L'une des opérations majeures est la distribution massive de pamphlets anti-chinois pendant la grande prière du festival de *Mönlam* en 1956³⁹³.

La *Mimang Tsongdu*, ou l'Association du Peuple, joue également un rôle important durant cette phase de l'occupation. Créée en 1954 par Alo Chöndze, un riche commerçant tibétain, la *Mimang* est devenue l'un des premiers mouvements populaires tibétains³⁹⁴. Historiquement, la plupart des affaires politiques au Tibet étaient menées par une classe dirigeante restreinte composée d'aristocrates et de lamas de haut rang³⁹⁵. La *Mimang* était ouvertement anti-chinoise, mais aussi critique à l'égard du gouvernement de Lhasa. Chöndze militait pour l'établissement d'un Tibet démocratique et indépendant qui, sous le patronage du Dalai-Lama, réformerait ses institutions pour permettre une participation et une représentation populaire en politique. De 1954 à 1956, la *Mimang* s'est mobilisée à travers des actes de désobéissance civile en organisant des manifestations, des pétitions et des campagnes d'affichages, principalement dans la capitale. Suite à l'incident du *Mönlam* et sous la pression des Chinois, le *Kashag* arrête Chöndze. Après cinq mois d'incarcération,

³⁹¹ Un acronyme formé de leurs trois noms suivis du chiffre "trois" en tibétain. Voir Goldstein, *A History of Modern Tibet, Volume 3*, p. 141.

³⁹² Phala jouissait d'une position de haut rang à Lhasa, ce qui le permettait de soutenir clandestinement les mouvements anti-chinois.

³⁹³ Goldstein, *A History of Modern Tibet, Volume 3*, p. 349.

³⁹⁴ Un mouvement identique et portant le même nom était actif de 1951-1952, mais il a été dissous lorsque les *Sitsab* ont été destitués. C'est pourquoi le *Mimang* est parfois qualifié de seconde Association du Peuple. Voir Goldstein, *A History of Modern Tibet. Volume 2: The Calm Before the Storm, 1951-1955*, chap. 12.

³⁹⁵ *Ibid*, p. 314; Goldstein, *A History of Modern Tibet, Volume 3*, p. 46.

Chöndze est libéré et décide de trouver refuge en Inde pour poursuivre ses activités politiques depuis l'étranger³⁹⁶.

À partir de l'été 1956, le vent tourne : le JKTS obtient enfin le soutien de l'Inde, de Taiwan et des États-Unis. En pleine Guerre Froide, les relations sino-américaines sont à leur point le plus bas et la CIA étend ses opérations en Asie par le biais de sa division Extrême-Orient. John Foster Dulles, secrétaire d'État des États-Unis de 1953 à 1959, a reconnu le potentiel de la résistance tibétaine pour favoriser les intérêts américains dans la région³⁹⁷. La CIA reçoit donc le feu vert pour commencer le financement et la formation de la résistance, sous la supervision locale de Gyalo Thondrup³⁹⁸. Le JKTS établit un premier contact avec Andrug Gompo Tashi, un combattant Khampa de Litang qui a des liens avec la *Mimang Tsongdu*³⁹⁹. Jusqu'à présent, la rébellion du Kham était disputée par des factions indépendantes dont l'allégeance revenait à leur monastère et leur communauté locale⁴⁰⁰. Gompo Tashi, avait réalisé que pour combattre l'APL, l'unification des combattants était nécessaire. En 1957, les dirigeants Khampas se sont réunis pour former l'organisation rebelle *Chushi Gandru*, l'armée des « quatre rivières et six chaînes de montagnes », un nom faisant référence à la géographie unique du Kham⁴⁰¹. Comme le fait remarquer l'anthropologue Carole

³⁹⁶ Shakya, *The Dragon in the Land of Snows*, p. 181; Goldstein, *A History of Modern Tibet, Volume 3*, p. 466.

³⁹⁷ Melvyn C. Goldstein, *A History of Modern Tibet. Volume 4: In the Eye of the Storm, 1957-1959* (Oakland, California: University of California Press, 2019), p. 56.

³⁹⁸ Shakya, *The Dragon in the Land of Snows*, p. 204.

³⁹⁹ Carole Mcgranahan, *Arrested Histories: Tibet, the CIA, and Memories of a Forgotten War* (Durham NC: Duke University Press, 2010), pp. 91-92.

⁴⁰⁰ Dawa Norbu, *China's Tibet Policy*, Durham East Asia Series (London: Curzon Press, 1996), p. 221.

⁴⁰¹ L'organisation a été officiellement inaugurée le 16 juin 1958 à Lhoka, dans le Tibet central. Toutefois Comme le fait remarquer la politologue Jane Ardley: « The name the movement took is once again unclear. Avedon claims the formalised guerrilla force was called *Tensung Dhanglang Magar*, and consisted of an alliance of *Chushi Gangdruk* and *Mimang Tsongdu*, a Lhasa based nationalist group. Andrugtsang calls the re-organised movement the Volunteer Freedom Fighters; a likely derivation of the translation of *Tensung Dhanglang Magar*. Jamyang Norbu suggests that in 1958 the *Chushi Gangdruk* adopted the name *Tensung Dhanglang Magar*, for by that time most of the *Tensung Dhanglang Magar* had been driven out of Kham and joined the *Chushi Gangdruk* in Lhoka. » Cité dans Ardley, *The Tibetan Independence Movement*, p. 31.

McGranahan : « The founding of Chushi Gangdrug served not just to unify disparate groups in their resistance to the Chinese, but also to institutionalize international resistance activities already under way⁴⁰². »

À Kalimpong, le JKTS est devenu le relais opérationnel à la coordination de la résistance tibétaine et le *Chushi Gandru*, son front armé. Compte tenu de l'asymétrie des capacités militaires entre l'APL et les Khampas, ces derniers ont adopté des méthodes de combat relevant de la guérilla⁴⁰³. L'acquisition d'armes et de munitions était l'une des préoccupations majeures, même après que la CIA a commencé à organiser le parachutage de matériels⁴⁰⁴. Les Khampas détenaient néanmoins plusieurs avantages par rapport à l'APL : ils étaient familiers avec les territoires accidentés du Tibet, ses plaines arides et ses chaînes montagneuses, et bénéficiaient généralement du soutien de la population locale⁴⁰⁵. C'est pourquoi les embuscades et les attaques de petite envergure contre les troupes chinoises constituaient les tactiques les plus efficaces. De 1956 à 1969, la CIA accorde un soutien continu à la résistance tibétaine⁴⁰⁶. Hormis l'appui logistique, un aspect clé du programme reposait dans la formation des combattants Khampas⁴⁰⁷. L'agence a ainsi entraîné les combattants « [in] paramilitary operations, bomb building, map making, photographic surveillance, radio operation techniques, and intelligence collection⁴⁰⁸. » Sur le terrain, le *Chushi Gandru* demeurait néanmoins autonome⁴⁰⁹.

⁴⁰² Carole McGranahan, « Tibet's Cold War: The CIA and the Chushi Gangdrug Resistance, 1956-1974 », *Journal of Cold War Studies* 8, n° 3 (juillet 2006): p. 110.

⁴⁰³ Ardley, *The Tibetan Independence Movement*, pp. 32-33.

⁴⁰⁴ Norbu, *China's Tibet Policy*, 270-71; Goldstein, *A History of Modern Tibet, Volume 3*, p. 57.

⁴⁰⁵ Ardley, *The Tibetan Independence Movement*, p. 41.

⁴⁰⁶ Mcgranahan, *Arrested Histories*, p. 9.

⁴⁰⁷ Initialement, la base américaine de l'île de Saipan servait à former les Khampas sélectionnés, les activités ont ensuite été déplacés au Camp Hale dans le Colorado.

⁴⁰⁸ Mcgranahan, *Arrested Histories*, pp. 113-114.

⁴⁰⁹ Malgré leurs connaissances opérationnelles, les agents de la CIA adoptèrent une approche méritocratique « neutre » lors de l'entraînement des groupes de Khampas se heurtant parfois à la structure d'organisation traditionnelle basée sur le prestige. Les officiers n'étaient pas conscients du fait que la société tibétaine du Kham était fortement hiérarchisée, et que les liens individuels avec une région particulière sont extrêmement importants pour mener à bien les missions.

Lors des événements de 1959, même s'ils n'étaient pas les initiateurs du soulèvement, les Khampas se mobilisèrent rapidement pour aider le Dalaï-Lama à s'échapper en Inde⁴¹⁰. Avec la répression qui suivit les forces de la résistance ont été progressivement poussées au-delà de la frontière méridionale chinoise vers l'Inde. Parallèlement, Gyalo Thondrup poursuivit ses efforts diplomatiques en secret avec les États-Unis et New-Delhi. Dans ce contexte, les dirigeants de la résistance ont décidé de s'établir dans le royaume népalais de Mustang pour poursuivre leur combat. Pendant la plus grande partie de la décennie, la résistance basée au Mustang, dirigée par le commandant Baba Yeshe après la mort de Gampo Tashi en 1964, mène des incursions ciblées en territoire chinois, afin de recueillir des informations, conduire des missions de sabotage et interrompre l'arrivée de convois de l'APL⁴¹¹.

Toutefois, au tournant des années 1970, plusieurs réalignements géopolitiques et querelles intestines portent un coup fatal à la résistance armée tibétaine. D'une part, après des décennies de tensions, les relations diplomatiques entre les États-Unis et le RPC prennent un virage majeur sous l'administration Nixon. Ce rapprochement entre les deux puissances se concrétise par la visite du président à Beijing en 1972. À partir de 1968, les services secrets américains ont graduellement cessé de financer la résistance tibétaine. D'autre part, sous la direction d'Indira Gandhi, les relations de l'Inde avec le Népal sont au plus bas, ce qui a poussé le nouveau roi népalais Birendra à se tourner vers la Chine. Sans deux de leurs principaux soutiens, les forces tibétaines établies dans le Mustang se retrouvent de plus en plus isolées. De plus, en 1969, une discorde éclate entre Gyalo Thondrup et Baba Yeshe concernant la mauvaise allocation des fonds mais aussi la gestion des troupes. Après la nomination de Gyanto Wongdu, formé à Camp Hale, en tant que commandant des forces du Mustang, le clivage entre les sympathisants des Wongdu et ceux de Yeshe conduit à la lente dissolution de la

⁴¹⁰ Ardley, *The Tibetan Independence Movement*, p. 36.

⁴¹¹ Mcgranahan, *Arrested Histories*, p. 151.

résistance⁴¹². En 1973, le gouvernement népalais, désormais allié de la RPC, s'en prend aux derniers combattants Khampas au Mustang et demande leur reddition immédiate⁴¹³. Après leur capitulation en 1974, la plupart des résistants basés au Mustang s'établissent en Inde et au Népal. Certains rejoignent les corps spéciaux tibétains, formées par l'armée indienne en 1962⁴¹⁴. Bien que le gouvernement en exil ait affirmé que la résistance Mustang ne faisait pas partie des stratégies officielles tibétaines, après 1974, la cause tibétaine perd beaucoup de ses soutiens internationaux.

3.2.3 Le Gouvernement Tibétain en Exil : 1959 – 1970

À leur arrivée en Inde et au Népal, les réfugiés tibétains sont pris en charge par les gouvernements locaux qui établissent des camps de transit temporaires avec l'aide de plusieurs organisations internationales ainsi que du Haut-commissariat aux réfugiés des Nations Unies (UNCHR). Pour Nehru, qui a ratifié quelques années auparavant l'accord de Panchsheel⁴¹⁵ avec la République Populaire de Chine (RPC) dans le but d'établir une « Peaceful Co-existence » entre les deux jeunes nations, l'exode tibétain est un enjeu problématique⁴¹⁶, notamment vis-à-vis du point trois de l'accord sur la non-ingérence réciproque. Cependant, le gouvernement indien facilite l'implantation du chef religieux au nord de la ville de Dharamsala dans l'état de l'Himanchal Pradesh et lui permet d'établir en exil un gouvernement : la *Central Tibetan Administration of His Holiness the Dalai-Lama* (CTA).

⁴¹² *Ibid*, pp. 156-157.

⁴¹³ Shakya, *The Dragon in the Land of Snows*, pp. 413-414.

⁴¹⁴ Soit l'*Indo-Tibetan Border Police* et les *Special Frontier Force*.

⁴¹⁵ Accord de Panchsheel (*Agreement on Trade and Intercourse between the Tibet region of China and India*) signé le 29 avril 1954. Voir Willem Frederik Van Eckelen, « Five Principles of Peaceful Coexistence. » Dans *Indian Foreign Policy and the Border Dispute with China*. Springer, Dordrecht, 1967, pp 38-49.

⁴¹⁶ Deshayes, *Histoire du Tibet*, p. 338.

Cette administration, qui se considère comme la seule représentation légitime du peuple tibétain, n'est pas reconnue en tant que telle par les instances internationales de l'époque. Contrairement au gouvernement en exil qui fonde sa légitimité sur des critères ethniques et sur le Dalaï-Lama, la Chine base la sienne sur son contrôle exclusif des territoires historiques du Tibet et de son administration dans la *Tibet Autonomous Region* (TAR). De plus, pour la Chine, l'occupation du Tibet doit se concevoir comme un affranchissement politique de la population tibétaine, et plus spécifiquement des classes populaires victimes d'un système de servage oppressif au sein d'une société féodale désuet. De manière urgente, le Dalaï-Lama tente donc de reconstruire en exil les institutions de sa terre natale, tout en ayant pour objectif de démocratiser le système tibétain. Le pontife s'inspire d'ailleurs en grande partie du système démocratique indien. L'imbrication entre le politique et le religieux avant la rupture, dans la vie individuelle des Tibétains autant que dans toute la structure gouvernement, rend difficile le processus de sécularisation et de démocratisation. Pour le XIV^{ème} Dalaï-Lama, l'un des premiers actes en exil est la rédaction d'un projet de constitution⁴¹⁷. L'objectif de cette *Draft Constitution*, promulguée en 1963 :

[is] to give the people of Tibet a new hope and a new conception of how Tibet should be governed when she regained her freedom and independence. [...] This takes into consideration the doctrines enunciated by Lord Buddha, the spiritual and temporal heritage of Tibet and the ideas and ideals of the modern world. It is thus intended to secure for the people of Tibet a system of democracy based on justice and equality and ensure their cultural, religious and economic advancement⁴¹⁸.

Le XIV^{ème} Dalaï-lama, Tenzin Gyatso, souhaite faire de cette rupture une opportunité. La modernisation et la démocratisation des institutions sont impératives, « it has become increasingly evident that the system of government which has hitherto

⁴¹⁷ Françoise Robin, « La société civile tibétaine et ses relations avec le gouvernement tibétain en exil », *Outre-Terre* n° 21, n° 1 (1 avril 2009): pp. 169-179.

⁴¹⁸ « Tibet Justice Center - Legal Materials on Tibet - Tibet - Constitution of Tibet (1963) [p.108] », consulté le 8 juillet 2020, <https://www.tibetjustice.org/materials/tibet/tibet2.html>.

prevailed in Tibet has not proved sufficiently responsive to the present needs and future development of the people⁴¹⁹. » Après la mise en place d'un parlement en exil à partir de 1960, les Tibétains ont pour la première fois la possibilité d'élire leurs représentants⁴²⁰. Ce parlement compte une dizaine de députés, qui agissent en tant que représentants des trois grandes régions historiques du Tibet⁴²¹ et des quatre lignées spirituelles du bouddhisme tibétain⁴²². Cependant, ce parlement comme entité législative ne possède à ces débuts qu'un pouvoir de consultation auprès du cabinet des ministres, qui est lui-même subordonné au bureau du Dalaï-Lama. Le *Kashag* demeure, en exil, le point central de l'administration tibétaine⁴²³. Le Dalaï-Lama, même en exil, continue d'être « le facteur central et unificateur de tous les Tibétains⁴²⁴ » en tant que chef des croyants et autorité politique.

3.2.4 Relations avec les Nations-Unies : 1950 – 1970

Dès le début de l'incursion chinoise de 1950 en territoire tibétain, le *Ganden phodrang* lance le premier appel de la communauté tibétaine aux Nations-Unies. Cependant, dans le contexte de la guerre de Corée, cet appel passe quasiment inaperçu. Il faut attendre l'exil de 1959 pour que la question du Tibet soit de nouveau adressée aux Nations-Unies. Dans un premier temps, Tenzin Gyatso rappelle que le Tibet est autonome politiquement depuis la déclaration de 1913 du XIII^{ème} Dalaï-lama et les accords

⁴¹⁹ *Ibid*

⁴²⁰ Robin, « La société civile tibétaine et ses relations avec le gouvernement tibétain en exil »..

⁴²¹ L'Ü-Tsang, le Kham et l'Amdo.

⁴²² *Nyingmapa, Sakyapa, Kagyupa* et *Gelugpa*, et à partir de 1977 la religion bön.

⁴²³ Formée à partir de 1959 de cinq ministres directement nommés par le Dalaï-lama il demeurera jusqu'en 1991 l'autorité supérieure. Par ailleurs, ce conseil supervise aussi les sept départements du gouvernement tibétain en exil, qui comporte le ministère de la Santé, des Finances, de l'Éducation, des Relations internationales, de la Sécurité, de l'Intérieur et des Affaires religieuses et culturelles.

⁴²⁴ Stephanie Römer, « Organisation et approches du gouvernement tibétain en exil », *Outre-Terre* n° 21, n° 1 (1 avril 2009): p. 159-167.

internationaux relatifs à cette autonomie⁴²⁵. Le deuxième argument est d'ordre humanitaire : le Dalai-Lama accuse l'armée chinoise d'expropriation, de détentions et de violence à l'encontre de la population tibétaine. La commission chargée de cet appel est fortement divisée sur les deux problématiques. Sur la question de l'autonomie du Tibet, de nombreux pays du Bloc de l'Est considèrent le Tibet comme appartenant au territoire chinois. De plus, l'argument civilisationnel selon lequel la Chine serait en train de libérer le peuple tibétain du joug d'une théocratie autoritaire, trouve plusieurs échos. À l'issue de cet appel, la résolution 1353, qui « Demande que les droits fondamentaux de l'homme et le particularisme culturel et religieux du peuple tibétain soient respectés⁴²⁶ », est adoptée. Cette résolution se concentre sur le respect des droits de l'Homme, car bien qu'elle rappelle que les « Tibétains forment un peuple par sa race, son langage, sa culture, sa religion⁴²⁷ », elle n'exprime pas de position claire sur l'autonomie politique réelle de cette communauté. La confusion autour de la question de l'autodétermination du Tibet bénéficie au gouvernement communiste.

En 1961, suite au rapport de la Commission internationale de Justice, qui déclare que l'intervention chinoise au Tibet ne respecte pas les principes des droits de l'homme, la résolution 1723 sera votée et adoptée⁴²⁸. Les Nations-Unies demandent à la Chine l'arrêt des violences et le respect de l'autodétermination du peuple tibétain. La communauté internationale demeure néanmoins divisée sur la forme que devrait prendre l'expression de cette autonomie entre indépendance et autodétermination interne⁴²⁹. La Chine accuse les pays occidentaux d'ingérence impérialiste dans les affaires intérieures chinoises⁴³⁰. C'est pourquoi, dans les premières années suivant le

⁴²⁵ Principalement les accords tacites avec la république chinoise. Voir Guillaume, *La question du Tibet en droit international*, p. 140.

⁴²⁶ Résolution 1353(XIV) de l'Assemblée Générale, *Question du Tibet*. A/RES/1353 (21 octobre 1959), accessible à l'adresse <https://digitallibrary.un.org/record/206855?ln=fr>.

⁴²⁷ Guillaume, *La question du Tibet en droit international*, p. 140.

⁴²⁸ Résolution 1723(XVI) de l'Assemblée Générale, *Question du Tibet* A/RES/172 (20 décembre 1961), accessible à l'adresse <https://digitallibrary.un.org/record/205653?ln=fr>.

⁴²⁹ Les britanniques pencheront plus pour la seconde alors les États-Unis pour la première.

⁴³⁰ Guillaume, *La question du Tibet en droit international*, p. 143.

début de l'occupation, l'enjeu de protection de la minorité tibétaine face aux violences chinoises passe avant l'autodétermination. Dans un contexte plus large de Guerre Froide et avec le début de la guerre du Vietnam, la Chine et la Russie accusent les pays occidentaux, notamment les États-Unis, d'essayer de détourner l'attention de la communauté internationale⁴³¹. Après, la résolution 2079 qui « Solemnly renews its call for the cessation of all practices which deprive the Tibetan people of the human rights and fundamental freedoms which they have always enjoyed⁴³² », votée en 1965, l'assemblée générale n'aborde plus la question du Tibet jusqu'au début des années 1990. Cette non-reconnaissance du gouvernement en exil est l'une des multiples difficultés auxquelles font face les leaders tibétains. N'ayant pas de place à la table des négociations en tant qu'État, le cas du Tibet doit souvent être porté par des intermédiaires. De plus, avec le rapprochement sino-américain, le 25 octobre 1971, la RPC récupère sa place à l'Assemblée et au Conseil de sécurité des Nations-Unies, jusque-là occupé par Taiwan⁴³³. Au milieu des années 1970, avec la fin de la résistance au Mustang et un désintéressement de la question tibétaine à l'ONU, le gouvernement en exil et le Dalaï-Lama doit trouver de nouvelles voies pour poursuivre la lutte.

3.2.5 Vent de réforme et nouvelle voie : 1964 – 1989

Au Tibet central, même après la fuite du Dalaï-Lama, le gouvernement chinois a poursuivi sa stratégie de cooptation de l'élite locale. Cependant, après la destitution du Panchen-lama⁴³⁴ en 1964 pour trahison envers le Parti, l'approche progressive de la

⁴³¹ *Ibid.*

⁴³² Résolution 2079(XX) de l'Assemblée Générale, *Question du Tibet*, A/RES/2079 (18 décembre 1965), accessible à l'adresse <https://digitallibrary.un.org/record/203591?ln=fr>.

⁴³³ Résolution 2758(XXVI) de l'Assemblée Générale, *Restoration of the lawful rights of the People's Republic of China in the United Nations*, A/RES/2758 (25 octobre 1971), accessible à l'adresse <https://digitallibrary.un.org/record/192054?ln=fr>.

⁴³⁴ Devenu président intérimaire du PCTAR après 1959.

Chine à l'égard du Tibet change radicalement⁴³⁵. Pour le gouvernement central, le temps des accommodements est passé. Après la création de la région autonome du Tibet en 1965 et le début de la révolution culturelle en 1966, la société tibétaine allait devoir s'aligner d'un point de vue social et économique sur la Chine continentale. De plus, le Tibet central, jusqu'alors relativement épargné sur le plan religieux, est confronté aux Gardes Rouges. Ce mouvement étudiant qui s'inspire des préceptes de Mao, en particulier de l'idée de détruire les « quatre vieilleries » : les vieilles idées, les vieilles coutumes, les vieux usages et les vieilles cultures; a un impact désastreux sur le Tibet⁴³⁶. De 1964 à 1976, de nombreux monastères, reliques et icônes sont détruites et les pratiques religieuses, les cérémonies et l'ensemble des établissements monacaux brutalement réprimés⁴³⁷.

Toutefois, la mort de Zhou Enlai et de Mao en 1976, ainsi que la montée au pouvoir de Deng Xiaoping en 1978, ouvrent la voie aux négociations bilatérales entre la CTA et la RPC⁴³⁸. À la fin des années 1970 et au début des années 1980, le Dalaï-Lama et la diaspora tibétaine commencent à réorienter leurs efforts politiques. Ils ne se contentent plus de vouloir convaincre les gouvernements étrangers, principalement par l'intermédiaire des Nations unies, mais s'adressent davantage aux organisations non gouvernementales et en négocient directement avec la Chine⁴³⁹. Le dialogue entre Deng Xiaoping et le Dalaï-Lama est productif et conduit à ce que trois missions d'enquête soient dépêchées au Tibet en 1979, 1980 et 1984. Ces missions sont autorisées dans le cadre de l'autocritique engagée par les nouveaux cadres du Parti. Hu Yaobang, un proche associé de Deng Xiaoping nommé président du parti en 1980, est

⁴³⁵ Shakya, *The Dragon in the Land of Snows*, pp. 342-346.

⁴³⁶ John Fairbank et Simon Duran, *Histoire de la Chine : Des origines à nos jours* (Paris: Editions Tallandier, 2013), pp. 545-576.

⁴³⁷ Melvyn C. Goldstein, Ben Jiao, et Tanzen Lhundrup, *On the Cultural Revolution in Tibet: The Nyemo Incident of 1969* (Berkeley, Calif.: University of California Press, 2010), p. 66.

⁴³⁸ Fairbank et Duran, *Histoire de la Chine*, p. 616.

⁴³⁹ Stephanie Roemer, *The Tibetan Government-in-Exile: Politics at Large*, Routledge Advances in South Asian Studies (London ; New York, NY: Routledge, 2008), p. 82 ; Norbu, *China's Tibet Policy*, p. 316.

à la tête de ce programme de réforme et de libéralisation. Yaobang, en voyage au Tibet cette même année, reconnaît l'échec de la politique chinoise à l'égard des Tibétains. Au cours de sa visite, il déclare : « We have worked for nearly 30 years, but the life of the Tibetan people has not notably improved. Are we not to blame⁴⁴⁰ ? » En plus des politiques de libéralisation économique, avec Wu Jinghua qui allait prendre la tête de la TAR, Yaobang s'engage à lever les interdictions sur les pratiques religieuses et les obstacles à la pérennisation de la vie culturelle tibétaine⁴⁴¹. Ces mesures sont accueillies positivement par la CTA et une rencontre est organisée entre Yaobang et Gyalo Thondrup en 1981 à Beijing. Durant celle-ci, le président soumet à Thondrup une proposition en cinq points pour le rétablissement du statut du Dalaï-lama pré-1959 au Tibet. Cette proposition est néanmoins rejetée par le leader tibétain, car, même si la CTA et le Dalaï-Lama ont lentement délaissé les demandes d'indépendance au profit d'une autonomie interne, elle n'est pas considérée comme suffisante. De plus, les missions d'enquête ont prouvé que les Tibétains étaient encore de fervents partisans du Dalaï-Lama, renforçant la position de négociation du gouvernement en exil⁴⁴². En 1986, même si les négociations se trouvent au point mort, le parti poursuit sa politique d'ouverture du Tibet. Les dirigeants de la TAR reconnaissent l'importance du bouddhisme, non seulement en tant que religion, mais aussi en tant qu'aspect déterminant de la vie tibétaine. Les autorités lèvent l'interdiction du festival *Mönlam* et les étrangers sont désormais autorisés à visiter la région.

La deuxième stratégie de Dharamsala consistait à continuer d'internationaliser la question tibétaine par le biais de différentes plateformes, avec une rhétorique nouvelle. Stephanie Roemer souligne que la communauté en exil a modifié sa manière de formuler la question tibétaine en présentant ses griefs non seulement en termes de lutte pour l'autodétermination politique, mais en tant que résistance contre les violations des

⁴⁴⁰ Solomon M. Karmel, « Ethnic Tension and the Struggle for Order: China's Policies in Tibet », *Pacific Affairs* 68, n° 4 (1995): p. 486.

⁴⁴¹ Shakya, *The Dragon in the Land of Snows*, pp. 434-436.

⁴⁴² *Ibid*, pp. 428-431.

droits de l'homme et la persécution religieuse, ainsi que pour la protection de la culture tibétaine et les droits des femmes. Dans cette optique, les organisations non gouvernementales (ONG) tibétaines sont devenues un élément clé de la mobilisation internationale. Le nombre d'ONG et leur influence à Dharamsala augmentent fortement à partir des années 1970 et 1980. L'une des plus importantes est le *Tibetan Youth Congress* (TYC) fondée le 7 octobre 1970. En élargissant leur réseau dans les pays occidentaux, ces organisations touchent un public plus large. Bien que ces ONG soient pour la plupart cooptées par la CTA, certaines agissent de manière indépendante en restant néanmoins dans la même ligne politique, au moins dans un premier temps.

La non-violence a été la seule stratégie officielle de la CTA depuis sa création. Le gouvernement en exil n'a pas soutenu, du moins publiquement, la résistance au Mustang. Pour Tenzin Gyatso, la non-violence n'était pas une stratégie instrumentale mais une position de principe, inscrite dans la tradition bouddhiste⁴⁴³. Depuis le début de la lutte, le Dalaï-Lama a, de manière consistante, plaidé en faveur de méthodes non-violentes, estimant que ce sont les seules manières constructives pour lutter pour l'autonomie⁴⁴⁴. À la fin des années 1980, le Dalaï-Lama fait deux déclarations majeures : la première, en 1987, devant le Groupe parlementaire pour les droits humains du Congrès américain ; la seconde, à la tribune du Parlement européen à Strasbourg en 1988. De ces deux discours émergent le *Plan de paix en cinq points* et la Proposition de Strasbourg, dans lesquels le Dalaï-Lama propose des « [solutions axées] non pas sur l'indépendance, mais sur un compromis autonomiste qui ferait du Tibet une zone de paix, complètement démilitarisée⁴⁴⁵. » Cette nouvelle approche, qui ne fait pas consensus parmi la communauté tibétaine, est baptisée *ex post* la « Voie du Milieu⁴⁴⁶ ».

⁴⁴³ Ardley, *The Tibetan Independence Movement*, p. 45.

⁴⁴⁴ Shanna Kohn, « Tibetan Nonviolence », *Peace Review* 26, n° 1 (janvier 2014): p. 65.

⁴⁴⁵ Marijo Demers, « Entre continuités et ruptures : les institutions politiques tibétaines en exil, reflets d'un désécularisation et d'un nationalisme religieux », Mémoire de Maitrise en Science politique, UQAM, Novembre 2006, p. 59.

⁴⁴⁶ Ardley, *The Tibetan Independence Movement*, pp. 107-108.

Pendant ce temps, au Tibet central, le 27 septembre 1987, des moines du monastère de Sera, à Lhassa, ont effectué un rituel de circumambulation autour du palais du Jokhang tout en proclamant des sermons pro-indépendance⁴⁴⁷. La répression des manifestants déclenche une vague de protestations dans toute la région. Cependant, il existe de multiples désaccords et explications divergentes sur les raisons de l'émergence de ces protestations. Certains écrivains, tout comme le gouvernement chinois, accusent les puissances étrangères et la communauté des exilés, ce qui reste toutefois difficile à prouver. Quoi qu'il en soit, la vague de manifestations ayant eu lieu entre 1987 et 1989, est principalement initiée par le clergé. Ce nouveau militantisme, porté par les segments monastiques, était fortement idéologique et suivait un code de conduite strict où prévalait la non-violence. Pour l'anthropologue Ronald D. Schwartz, la première manifestation est devenue le modèle d'expression des aspirations tibétaines⁴⁴⁸. Pour reprendre les termes de Schwartz, nous assistons pendant cette période à « une ritualisation de la protestation », qui lie les pratiques bouddhistes tibétaines aux demandes d'autodétermination en une performance religio-politique.

La fin des années 1980 unit les Tibétains de la diaspora, éduqués en exil, et les Tibétains résidant dans la TAR dans une nouvelle expression du nationalisme tibétain. Avec l'attribution du prix Nobel de la paix en 1989 au Dalaï-Lama, Tenzin Gyatso, qui coïncide avec plusieurs condamnations internationales contre le gouvernement chinois suite à la répression de la place Tian'anmen, le Dalaï-Lama devient à l'étranger « une star planétaire⁴⁴⁹. » Au tournant des années 1990, la Chine, dont les réformes libérales une décennie auparavant avaient été saluées, se voit critiquée par une partie importante de la communauté internationale⁴⁵⁰. Le mouvement d'autodétermination tibétain prend au contraire un nouvel élan.

⁴⁴⁷ *Ibid*, p. 24.

⁴⁴⁸ Ronald David Schwartz, *Circle of Protest: Political Ritual in the Tibetan Uprising* (Columbia University Press, 1994), p. 20.

⁴⁴⁹ Römer, « Organisation et approches du gouvernement tibétain en exil », p. 162.

⁴⁵⁰ Shakya, *The Dragon in the Land of Snows*, p. 487.

3.3 Conclusion

Au cours de la période 1947-1989, trois moments constituent des tournant critiques dans l'histoire des luttes. Le premier est la décision du Maharajah du Jammu-et-Cachemire de signer l'Instrument d'adhésion et de faire partie de l'Inde en octobre 1947. Le second fait suite à la décision du Dalaï-Lama de revenir au Tibet en 1951 et de collaborer avec le RPC pour assurer la sécurité du Tibet. Le troisième correspond à l'exil du Dalaï-Lama en 1959 et à la création d'une administration en Inde pour concurrencer les revendications chinoises sur le Tibet. Dans ce chapitre, nous avons vu comment ces tournants ont influé sur la manière dont les deux mouvements se sont organisés et ont disputé leur autodétermination. Il s'agira donc dans le prochain chapitre de procéder à la comparaison des mobilisations au vu du travail empirique précédent.

CHAPITRE IV

COMPRENDRE LE MILITANTISME DANS LES MOUVEMENTS D'AUTODÉTERMINATION

Dans les chapitres précédents, nous avons montré, d'une part, que les Cachemiris ont eu un engagement soutenu dans la politique conventionnelle et dans l'activisme non-violent avant l'insurrection de 1989 ; et d'autre part, que les groupes tibétains se sont mobilisés de manière hétérogène en opposition à la RPC entre 1951 et 1974. Par la suite, sous l'influence du Dalai-Lama, la non-violence est devenue la stratégie prioritaire. Il s'agit désormais d'expliquer ces phénomènes, en revenant de manière critique sur les hypothèses émises dans le premier chapitre, et de comprendre en quoi l'héritage institutionnel et le développement d'une conscience nationale congruente constituent des facteurs déterminants permettant de saisir la différence dans les formes de mobilisation des deux mouvements d'autodétermination.

4.1 Expliquer les variations dans la mobilisation

Notre cadre théorique nous a permis de générer l'hypothèse selon laquelle la structure des mouvements a une incidence sur les mobilisations. En effet, l'une de nos premières hypothèses (H₁) est que les changements de stratégies sont menés par des groupes *Challengers* suite à un désaccord ou à une déception par rapport aux actions ou compromis de l'*Élite* avec l'État occupant. Comme nous l'avons montré, au cours de la lutte, les Cachemiris et les Tibétains se sont mobilisés par le biais de multiples organisations habitant différents espaces politiques et exerçant différents niveaux de pouvoir social, qui a influencé leur contrôle sur les mobilisations.

Au Cachemire, de 1932 à 1982, un seul et même groupe d'individus a été le fer de lance de la lutte, à la fois contre l'État princier et la République indienne. Le Sheikh Abdullah et ses lieutenants ont été l'*Élite* au front du mouvement, et les organisations qu'ils ont créées et dirigées, la JKNC et le *Plebiscite Front*, ont eu la plus grande légitimité dans la représentation des aspirations des Cachemiris. Au cours de la lutte, nous avons identifié deux types de groupes *Challengers* : les groupes internes et ceux formés à l'étranger. La plupart des groupes internes, aussi bien avant qu'après la partition, se sont mobilisés par des voies conventionnelles. Ils ont participé à la politique de l'État à travers les canaux institutionnels ou l'espace public lorsque les circuits institutionnels étaient sporadiquement bloqués par le pouvoir. Par opposition, la plupart des groupes créés dans l'Azad Cachemire, autant pro-pakistanaï (The *Master Cell* et *Al Fatah*) qu'indépendantiste (JKLF), se sont mobilisés de manière clandestine mais ont eu des difficultés à acquérir une légitimité dans le Cachemire sous administration indienne. La mort du Sheikh Abdullah en 1982 créa un vide dans le parti qui constituait l'*Élite* du mouvement, le JKNC, et conduisit à une renégociation des rapports de pouvoir entre l'*Élite* et les *Challengers*, apparus durant les années 1960. À l'aune des élections de 1987, avec l'émergence du MUF et l'affaiblissement de la JKNC, les rapports de force au sein du mouvement cachemiri étaient davantage horizontaux que hiérarchiques. La mise en place par New Delhi de la JKNC au pouvoir en 1987 à la suite d'élections truquées va rompre l'ordre politique. Après une telle manœuvre politique, les Cachemiris se retireront des espaces politiques institutionnels considérés comme illégitimes pour manifester dans l'espace public. Cette situation entraînera aussi une transition marquante des militants des organisations *Challengers* vers l'activisme armé.

L'attention que nous avons portée à la structure du mouvement montre que la déception des *Challengers* à l'égard d'une *Élite* qui continue d'accaparer le pouvoir, en connivence avec l'État central, alors qu'elle a perdu sa légitimité aux yeux du collectif en lutte, a eu une incidence sur le changement dans la mobilisation. Toutefois, cette

déception ne semble pas suffisante pour expliquer ce virage. À plusieurs reprises dans l'histoire de la région, les groupes *Challengers* (la MC, l'*Awami Action Committee* et la *Jamaat-i-islami* principalement) ont exprimé leur mécontentement et ont confronté l'*Élite* par rapport aux résultats de leur mobilisation politique sans pour autant qu'ils ne changent leur ligne de mobilisation.

Comparativement, au Tibet, l'analyse de la structure du mouvement est plus complexe. Après la chute de la dynastie Qing en 1912 et jusqu'en 1950, le régime a connu une période qualifiée d'« indépendance de fait ». Au cours de celle-ci, le XIII^{ème} dalaï-lama a été la figure de proue dans les tentatives d'affirmation d'une souveraineté tibétaine sur la région et la reconnaissance de celle-ci par les puissances régionales, principalement la Chine républicaine. De plus, de 1913 à 1924, le Dalaï-Lama a tenté de consolider l'appareillage institutionnel du régime par des projets modernisateurs⁴⁵¹. Cependant, autant au niveau géopolitique qu'institutionnel, il ne put réaliser ses objectifs que de manière partielle, notamment à cause des segments traditionnels de la société qui bénéficiaient de cet immobilisme. Après sa mort, pendant la période de régence où le pontife réincarné n'était pas en âge de gouverner, le conflit entre les deux régents Taktra et Reiting a exacerbé les divisions existantes dans la société tibétaine. Quand, après sa victoire sur le Kuomintang, l'APL avance en territoire tibétain, elle fait face à un État désorganisé et divisé. Entre 1951 et 1959, un climat de désordre règne au Tibet, car les Tibétains se mobilisent contre les forces d'occupation de manière disparate.

Notre étude révèle que l'hétérogénéité de la mobilisation politique au Tibet entre 1952-1974 est en partie due au désaccord entre les groupes de *Challengers* et l'*Élite* concernant la relation, jugée trop indulgente, que les seconds entretenaient avec les forces d'occupation. En 1951, le XIV^{ème} dalaï-lama en exil prend la décision de retourner au Tibet pour coopérer avec le gouvernement chinois et négocier une

⁴⁵¹ En partie pour protéger le mode de vie des Tibétains et le territoire contre les invasions étrangères.

autonomie régionale, ce qui constituera un tournant critique. Contrairement au Cachemire, ces désaccords s'avèrent être des facteurs significatifs pour comprendre les actions de la *Mimang Tsongdu* et du JKTS⁴⁵². Les deux groupes, profondément anti-chinois, s'opposaient à la stratégie de coopération de l'ancienne *Élite* issue des segments aristocratiques et religieux, avec la RPC, sans pour autant remettre en question l'autorité de sa sainteté le Dalai-Lama⁴⁵³. Toutefois, le désaccord comme facteur causal permet de comprendre la mobilisation des groupes ayant un capital social et politique élevé. Le soulèvement des Khampas et le militantisme armé du Chushi *Gandru* ne trouvent pas d'explication dans cette logique, car l'*explanans* réside avant tout dans la manière dont les Chinois ont intégré les régions frontalières tibétaines. Nous aborderons cette dynamique dans un paragraphe suivant.

La seconde hypothèse sur laquelle nous souhaitons revenir concerne le soutien externe. Nous avons soumis avec l'hypothèse (H₂) qu'un soutien matériel d'acteurs étrangers conduit un mouvement d'autodétermination à poursuivre des actions violentes. Entre 1950 et 1989, le Pakistan a tenté à de multiples reprises d'instiguer une révolte au Cachemire notamment par l'entremise de deux organisations, *The Master Cell* et *Al Fatah*, mais aussi par l'incursion de troupes régulières dans l'État indien durant l'Opération Gibraltar qui conduira à la guerre indo-pakistanaise de 1965. Bien qu'elles aient réussi à créer plusieurs turbulences, toutes ces tentatives se sont soldées par des échecs, principalement dus à l'absence de participation des Cachemiris de la région⁴⁵⁴. Nous soutenons que, bien que les éléments matériels soient essentiels pour alimenter une confrontation armée souhaitée ou déjà entamée, un tel soutien, sans qu'il ne soit préalablement recherché par un groupe politique, ne semble pas pousser celui-ci à entreprendre des actions violentes. Le soulèvement de 1989 corrobore également cette

⁴⁵² Dawa Norbu, « The 1959 Tibetan Rebellion: An Interpretation », *The China Quarterly* 77 (mars 1979): p. 87.

⁴⁵³ Goldstein, *A History of Modern Tibet, Volume 3*, pp. 217-218.

⁴⁵⁴ Nous traiterons les raisons de ces échecs dans un paragraphe ultérieur quand nous traiterons de la construction des collectifs.

dynamique, car le changement de stratégie vers la mobilisation armée a été essentiellement piloté par des forces internes. Ce n'est qu'après que de nombreux Cachemiris ont traversé la frontière en quête de soutien que le Pakistan va commencer à s'impliquer. Tel que l'appuie Chowdhary: « Pakistan, which did not have much role in initiating the separatist politics, came to be very much involved in it, once the indigenous element came into play⁴⁵⁵ ».

De manière similaire, au Tibet, la résistance Khampas, était un soulèvement indigène et le *Chushi Gandru* « was a grassroots organization formed in response to Chinese oppression.⁴⁵⁶ » Même si le soutien logistique et matériel apporté par les États-Unis est devenu une composante majeure au maintien de la résistance, ce n'est pas celui-ci qui a amorcé la mobilisation. Tout d'abord, les États-Unis ne se sont impliqués activement qu'après avoir réalisé que des révoltes avaient éclaté au Kham et évalué positivement leur potentiel⁴⁵⁷. Deuxièmement, ce sont les dirigeants Khampas qui ont, après leur échec pour acquérir des armes auprès du gouvernement tibétain, cherché à se procurer des ressources militaires étrangères pour soutenir leur lutte⁴⁵⁸. La collaboration entre la CIA et le *Chushi Gandru* reposait sur des intérêts mutuels, portés toutefois par des objectifs distincts. Pour les Khampas, il s'agissait d'une lutte pour protéger leur mode de vie ; pour la CIA, le soutien opérationnel était conditionné par l'intérêt des États-Unis à acquérir des renseignements et endiguer la Chine communiste. C'est pourquoi, après la normalisation des relations entre la Chine et les États-Unis, le financement a été coupé. La perte progressive des soutiens externes du *Chushi Gandru* a contribué à la fin du militantisme armé tibétain en 1974.

⁴⁵⁵ Chowdhary, *Jammu and Kashmir*, p. 213.

⁴⁵⁶ McGranahan, « Tibet's Cold War: The CIA and the Chushi Gangdrug Resistance, 1956–1974 », p. 118.

⁴⁵⁷ Melvyn C. Goldstein, « The United States, Tibet, and the Cold War », *Journal of Cold War Studies* 8, n° 3 (1 juillet 2006) : p. 149.

⁴⁵⁸ Goldstein, *A History of Modern Tibet. Volume 4*, p. 57.

Selon nous, la cause principale du tournant de 1989 au Jammu-et-Cachemire et de la révolte au Kham en 1956 réside dans la relation entre l'État occupant et les populations en lutte. Le mouvement cachemiri, de sa genèse en 1932 jusqu'en 1947, a articulé ses revendications contre un souverain autoritaire dans un espace politique relativement fermé. De 1948 à 1953, après l'accession de l'État princier à l'Inde, les espaces politiques ont été brièvement démocratiques et le Sheikh Abdullah et le JKNC ont pu, sous le patronage de Nehru, négocier le statut spécifique de l'État vis-à-vis du gouvernement indien⁴⁵⁹. Après son indépendance, l'Inde a néanmoins reproduit la même violence politique que ses prédécesseurs coloniaux envers les groupes perçus comme des menaces à son intégrité nationale. De 1953 à 1989, malgré une période de gouvernance relativement juste de 1975 à 1982, la politique du Jammu-et-Cachemire a été marquée par une administration corrompue, l'ingérence régulière de Delhi dans les affaires de l'État et des pratiques électorales frauduleuses commanditées par le gouvernement central. Le fédéral n'a accommodé les dirigeants régionaux légitimes uniquement par le biais d'accords contraignants, et seulement quand cela leur convenait sur le plan contextuel⁴⁶⁰. La manipulation des élections de 1987 conduit à une perte totale de confiance dans les espaces politiques conventionnels et dans les capacités des institutions à protéger les droits des Cachemiris. Les mesures autoritaires qui ont suivi les protestations, notamment l'arrestation de nombreux dirigeants et militants de l'opposition, ont davantage aliéné la population cachemirie⁴⁶¹.

Conformément à notre troisième hypothèse (H_{3a}), nous soutenons que les stratégies de répression et d'accommodement irréguliers mènent à terme les groupes à s'engager dans un activisme violent. Comme le souligne Jeff Goodwin, lorsque les canaux d'expression des revendications politiques sont obstrués, le mouvement se trouve dans

⁴⁵⁹ La possibilité de doter le Cachemire d'un statut spécial sous la République indienne séculière a été l'une des raisons qui ont poussé le JKNC à militer pour l'intégration à l'Inde plutôt qu'au Pakistan.

⁴⁶⁰ Après l'affaiblissement du Pakistan en 1971.

⁴⁶¹ Parmi les militants arrêtés, nombreux sont ceux qui, comme Yusuf Shah et Yasin Malik, deviendront des leaders notoires au sein des fronts armés. Bose, *Kashmir*, pp. 49-50.

une impasse en termes de stratégies de mobilisation non-violentes et conventionnelles⁴⁶². La situation au Cachemire, entre 1987 et 1989, a montré aux activistes du mouvement qu'il n'était pas possible d'acquérir son autonomie par les voies empruntés jusqu'alors. Nous affirmons que les causes de la montée d'un militantisme armé, commencé vers 1989, se trouvent principalement dans la forme des relations entre l'État et le mouvement. Néanmoins, d'autres facteurs secondaires ont précipité cette inflexion, notamment l'émergence d'une classe moyenne importante politiquement conscientisée ainsi que l'évolution des idéologies d'autodétermination. L'analyse de la structure du mouvement a montré qu'au cours des quarante années qui ont suivi le moment critique que constitue l'adhésion à l'Inde, le mouvement était passé d'une résistance unifiée portée par un parti unique à un champ pluraliste composé de groupes aux positions idéologiques divergentes.

Comparativement, au cours de leur histoire récente, les Tibétains ont été sous la domination ou l'influence de différents régimes leur permettant d'exercer différents degrés d'autonomie politique et de liberté religieuse. Sous la suzeraineté Qing, aucune tentative d'altération du régime tibétain ou de modification des modes de vie traditionnels n'avait été faite. Le régime communiste, en tant que force de construction nationale fortement idéologique, viendrait se heurter aux formes précédentes de suzeraineté nominale. Dès le début de l'occupation du plateau tibétain en 1951, la RPC a entamé un double processus d'incorporation. La région centrale du Tibet fut provisoirement exemptée de réformes socialistes, mais la réorganisation politique des territoires frontaliers allait se faire au même rythme que les territoires du reste de la Chine. Les premières vagues de réformes introduites dans la région, comme la création de nouvelles unités administratives, n'ont pas provoqué de grandes dissensions, car elles n'ont pas eu d'impact sur la vie quotidienne des Tibétains ni sur leur allégeance aux chefs traditionnels de la région. Comme le soutient Goldstein, l'arrivée des Chinois

⁴⁶² Goodwin, *No Other Way out: States and Revolutionary Movements, 1945-1991*, p. 304.

a même été profitable pour de nombreux commerçants khampas⁴⁶³. Des foyers de résistance indépendants ont commencé à se former brusquement lorsque les cadres chinois et l'APL ont entrepris des réformes plus importantes, principalement des mesures de collectivisation et de sédentarisation. Les Tibétains habitant les régions frontalières se sont de plus en plus inquiétés de la soi-disant libération pacifique de la Chine. La décision de confisquer les armes des Khampas par l'APL a alimenté leur mécontentement : « Guns, therefore, were highly valued, as were the related militant values of personal honor, bravery, and the firm belief that it was one's core duty to take revenge on those who had harmed you and your family⁴⁶⁴ ». En 1956, de multiples révoltes ont éclaté au Kham, et lorsque les forces chinoises ont commencé à les réprimer, la situation n'a fait que s'aggraver. En accord avec notre hypothèse (H_{3b}), la tentative de la RPC de modifier les modes de vie et l'organisation sociale des Tibétains résidant dans ses régions frontalières apparaît comme un facteur déterminant pour expliquer l'émergence d'un activisme armé dans le Kham.

4.2 Nationalismes, idéologies et militantismes

L'analyse des deux mouvements nous a permis de constater que les mécanismes de cadrage idéologique sont déterminants afin d'expliquer pourquoi les groupes politiques se consacrent à un type de stratégie sur la longue durée. Nous défendons l'idée que l'idéologie n'agit pas de manière autonome, mais plutôt lorsque quelle est « activée » par des acteurs sociaux ou politiques, principalement l'*Élite*. L'idéologie peut alors, compte tenu des conditions antérieures (notamment la capacité d'un groupe à se concevoir comme « collectif ») et de son activation par l'*Élite*, conduire à une mobilisation spécifique. Nous allons précisément montrer que la raison pour laquelle la résistance cachemirienne a été essentiellement conventionnelle et non-violente, alors

⁴⁶³ Goldstein, *A History of Modern Tibet, Volume 3*, pp. 116-118.

⁴⁶⁴ *Ibid*, p. 120.

que les militants tibétains ont utilisé des stratégies différentes, réside dans la capacité de l'*Élite* du mouvement à agir idéologiquement sur un collectif pour limiter l'utilisation de stratégies violentes.

Comme nous l'avons vu dans le deuxième chapitre, le mouvement d'autodétermination cachemiri est né de l'organisation et de la conscientisation d'une classe d'intellectuels cachemiris. La MC et la JKNC ont été instrumentales dans la délimitation et la politisation d'une identité cachemirie. D'un point de vue théorique, la MC et de la JKNC peuvent être identifiées selon la typologie de Brubaker comme des « nationalismes en quête d'un état⁴⁶⁵ », les deux partis étant en compétition pour représenter légitimement le groupe démographiquement majoritaire, mais politiquement subalterne. Malgré le fait que les deux organisations ont émergé du même terreau social et politique, la différence majeure entre les deux partis est la manière dont ils définissaient le groupe national qu'ils souhaitaient représenter. Toutefois, en dépit de ses liens avec la *Muslim League*, la MC œuvrait pour les musulmans cachemiris et non pour un nationalisme panislamique du sous-continent indien⁴⁶⁶. Le projet nationaliste de la MC était certes construit autour de marqueurs islamiques et d'une fraternité entre coreligionnaires, mais il était avant tout cachemiri. Ce n'est qu'en raison de la situation de 1947 que l'adhésion au Pakistan est apparue comme préférable pour certains dirigeants du parti. La JKNC souhaitait quant à elle réunir tous les sujets de l'État du Jammu-et-Cachemire, sans distinction de religion ou de croyance. L'objectif de la JKNC était de faire appel au sentiment collectif d'appartenance à la région du Jammu-et-Cachemire et à son patrimoine historique et culturel singulier qui caractérise l'identité cachemirie. De plus, le nationalisme séculier de la JKNC était profondément influencé par la pensée socialiste et communiste en

⁴⁶⁵ Rogers Brubaker « Myths and Misconceptions in the Study of Nationalism », pp. 276-277; Dufour, *La sociologie du nationalisme*, pp. 215-216.

⁴⁶⁶ Copland, « The Abdullah Factor », p. 240.

termes de réformes économiques et de volonté de créer une société sans classes⁴⁶⁷. Malgré leur antagonisme, la MC et la JKNC partageaient un héritage culturel régional qu'ils faisaient valoir de manière prioritaire. Comme le soutient Rekha Chowdhary, « 'Region' and 'religion' form two major markers of Kashmiri identity politics, and it is around the intricate relationship between these two that the shifting nature of identity politics of Kashmir can be understood⁴⁶⁸ ».

Même si la dichotomie religieux/séculier entre les deux factions est pertinente au niveau du projet politique, ce dualisme reste à nuancer en termes de mobilisation et de signification. Durant la phase 1932–1947 de la lutte d'autodétermination, le militantisme du mouvement cachemiri a fait écho à la mobilisation de l'INC et de la *Muslim League* contre les forces coloniales. Abdullah entretenait un lien personnel privilégié avec l'INC. Il partageait en outre la vision séculière et libérale de la politique de Nehru et était un admirateur du Mahatma Gandhi et de ses principes de non-violence⁴⁶⁹. En accord avec cette vision idéologique de la lutte, le Sheikh Abdullah et ses lieutenants ont élaboré des lignes de conduite stratégiques qui ont servi de cadre de référence pour les mobilisations devant permettre la réalisation de l'autodétermination. Chowdhary note que :

[Abdullah] was not only the driving force of the National Conference, especially its mass base but also an ideologue whose vision was being translated into policies, structures and institutions. Though there were many other leaders of National Conference who contributed to the strength of the organisation, it

⁴⁶⁷ Le leitmotiv de la JKNC était la lutte contre la discrimination politique et économique vécue par les classes défavorisées, et, durant la création du parti, l'autonomie et la mise en place d'un gouvernement démocratique inclusif ont été les principales revendications. La lignée idéologique du parti était très proche d'un nationalisme de gauche, construit autour des principes d'émancipation collective et de souveraineté populaire pour et par tous les Cachemiris. Voir Chowdhary, *Jammu and Kashmir*, p. 16; Andrew Whitehead, « The Rise and Fall of New Kashmir », in *Kashmir*, éd. par Chitralekha Zutshi, 1^{re} éd. (Cambridge University Press, 2017), pp. 70-88; Rekha Chowdhary, « Kashmir in the Indian Project of Nationalism » dans Nyla Ali Khan, éd., *The Parchment of Kashmir* (New York: Palgrave Macmillan US, 2012), p. 158.

⁴⁶⁸ Chowdhary, *Jammu and Kashmir*, p. 4.

⁴⁶⁹ Mohammad Abdullah et Khushwant Singh, *Flames of the Chinar: An Autobiography* (New Delhi; New York: Penguin Books India, 1995), p. 139.

was the charismatic persona of Sheikh Abdullah around which the popular support of the party was woven⁴⁷⁰.

Le fait que ces formes de mobilisations ont réussi à ouvrir progressivement des espaces politiques conventionnels au Cachemire avant 1947 et propulsé le JKNC à la tête de l'État après la partition a, en outre, eu une influence positive sur ce positionnement idéologique. Après l'emprisonnement d'Abdullah et le lancement, par Afzal Beg, du Front de plébiscite, le nouveau parti a maintenu sa position idéologique en revendiquant la réalisation de l'autodétermination du Cachemire par la tenue d'un plébiscite sous la supervision des Nations Unies : « The belief in non-violence has also been an important adjunct of the party's political program⁴⁷¹ ».

Par ailleurs, nous voulons faire valoir qu'un aspect déterminant pour qu'une position idéologique s'impose, est qu'elle puisse influencer un collectif capable de s'identifier consciemment en tant que groupement déterminé. Le sentiment d'un particularisme cachemiri s'incarnait dans l'idée de *Kashmiriyat*. Ce terme fait référence au sentiment collectif d'appartenance à une identité syncrétique et synthétique particulière, tissée au cours des sept derniers siècles autour d'une spécificité culturelle, sociale, religieuse et spatiale partagée. Pour Zutshi, le *Kashmiriyat* tirerait son influence autant de conceptions et de discours étrangers, datant à la fois de l'époque précoloniale et coloniale, que des Cachemiris eux-mêmes⁴⁷². Pour l'autrice, les périodes de dominations étrangères, Moghol, Afghane et Sikh, ont renforcé la subordination aux différents régimes intercommunautaires et, à travers un attachement à la terre natale *Mulk-i-Kashmir*, la cohésion⁴⁷³. Sans présumer de sa réalité, il existe dans la littérature

⁴⁷⁰ Rekha Chowdhary, *Jammu and Kashmir*, p. 33.

⁴⁷¹ David E. Lockwood, « Sheikh Abdullah and the Politics of Kashmir », *Asian Survey* 9, n° 5 (1969) : p. 387.

⁴⁷² Zutshi, *Languages of Belonging: Islam, Regional Identity and The Making of Kashmir*, pp. 18-19.

⁴⁷³ Les traditions littéraires et poétiques cachemiris - dont Lal Ded et Nund Rishi sont les plus éminents représentants - auraient également contribué à la pérennisation de cet imaginaire social. Lal Ded (1320–1392) était une poétesse et mystique shivaïte et Noorani Nund Rishi (1377- 1440) était un mystique, philosophe et poète soufi. *Ibid*, pp. 38-40.

scientifique un consensus sur le fait que le *Kashmiriyat* a été un facteur indéniable dans la définition d'une identité autour de et pour laquelle les Cachemiris se sont mobilisés⁴⁷⁴. C'est pourquoi le concept de *Kashmiriyat* reste une des notions clés pour comprendre les formes de l'identification nationale au Cachemire, autant au long de l'histoire vernaculaire de la région que dans les luttes contemporaines⁴⁷⁵. Les discours sur le *Kashmiriyat* et son utilisation dans la mobilisation politique, principalement par le JKNC avant et après la partition et le *Plebiscite Front*, ont eu un objectif spécifique, qui était de s'appuyer sur le sentiment collectif d'une harmonie imaginée pour favoriser un respect mutuel, lui, effectif, qui unirait politiquement tous les Cachemiris. Idéologiquement, Abdullah a pu influencer durablement la lutte parce qu'il s'est inscrit dans ces formes existantes d'identification nationale solidaire et partagée, et faire résonner ces marqueurs dans l'articulation des demandes d'autodétermination et dans les stratégies de mobilisation. Pour ces raisons, le Sheikh a joué un rôle de premier rang pendant la majeure partie de la lutte, de 1932 à 1982, pour cadrer le mouvement dans la poursuite d'action de désobéissance civile et d'action entre le champ politique légitime et l'espace public. En effet, même après que l'incident des reliques de 1963 a ravivé les tensions intercommunautaires dans la région, les Cachemiris n'ont pas succombé à la violence communaliste : « The refusal of Kashmiri Muslims to support the invaders was a direct result of the development of Kashmiri nationalism and the success of the people-building approach employed by Abdullah and the National Conference⁴⁷⁶ » et la résurgence d'un nationalisme islamiste. La mort de dirigeants idéologiquement influents a eu un impact sur la façon dont le sentiment anti-indien a été formulé et sous quels marqueurs l'identité cachemirienne a été construite : « [In the 1987 elections] for the first time, there was not only a new set of leadership and new

⁴⁷⁴ Webb, *Kashmir's Right to Secede*, p. 85.

⁴⁷⁵ Hangloo, « Kashmiriyat: The Voice of the Past Misconstrued » dans Nyla Ali Khan, éd. *The Parchment of Kashmir*, 1st ed. New York, NY: Palgrave Macmillan, 2012, pp. 40-43 ; Mohammad Ishaq Khan, « The Rishi Tradition and the Construction of Kashmiriyat » dans Imtiaz Ahmad et Helmut Reifeld, *Lived Islam in South Asia: Adaptation, Accommodation and Conflict*, 2018, pp. 62-64.

⁴⁷⁶ Karan Arakotaram, « The Rise of Kashmiriyat: People-Building in 20th Century Kashmir », *The Columbia Undergraduate Journal of South Asian Studies* 1, n° 1 (2009): p. 38.

set of ideologies, but also there was contestation of Sheikh Abdullah. For the first time, Sheikh's role in Kashmir's politics was being reassessed and hugely critiqued⁴⁷⁷. » Même si les premiers groupes rebelles apparus en 1989, comme le JKLF, étaient pro-indépendance, de nombreux groupes pro-pakistanaïsi viendront dans les années suivantes prendre une place importante dans le mouvement, sous le patronage du Pakistan et de la *Jamaat*.

De la même manière, le XIV^{ème} dalaï-lama est un fervent partisan de la non-violence comme stratégie politique dans la négociation et de la lutte pour l'autodétermination du Tibet⁴⁷⁸. Comme Abdullah, le Dalaï-Lama a été un adepte du Mahatma Gandhi et un défenseur des principes du *Satyagraha*⁴⁷⁹. Le pontife a démontré un fort dévouement au respect envers ces préceptes, un engagement qu'il a réaffirmé à de multiples reprises au fil des années : « I was convinced too that his devotion to the cause of non-violence was the only way to conduct politics⁴⁸⁰ ». Même lorsque le soulèvement du Khampa battait de son plein et qu'une révolte se profilait au Tibet, Tenzin Gyatso a maintenu cette ligne de principe. Comme il l'a rappelé dans sa première autobiographie :

When one heard of the terrible deeds of the Chinese in the east, it was a natural human reaction to seek revenge. And moreover, I knew they regarded themselves as fighting in loyalty to me as Dalai Lama: the Dalai Lama was the core of what they were trying to defend. [...]. However great the violence used against us, it could never become right to use violence in reply. And on the practical side, I saw the atrocities in the east as a dreadful example of what the Chinese could do so easily all over Tibet if we fought them. I must, I thought, try yet again to persuade my people not to use arms, not to provoke the same or worse reprisals over the rest of our country⁴⁸¹.

⁴⁷⁷ Rekha Chowdhary, *Jammu and Kashmir: Politics of Identity and Separatism*, p. 109.

⁴⁷⁸ Jane Ardley, *The Tibetan Independence Movement*, p. 35.

⁴⁷⁹ Le Satyagraha peut être traduit par « l'attachement à la vérité ».

⁴⁸⁰ Dalai-lama, *Freedom in Exile: The Autobiography of the Dalai Lama*, 1st Edition (New York, NY : HarperCollins, 1990), p. 116.

⁴⁸¹ Dalai-lama, *My Land and My People* (Potala Corporation, 1977), p. 160.

La question est pourquoi, malgré sa position, le Dalai-Lama n'a pas pu imposer sa vision au reste du mouvement ? Nos recherches montrent que l'incapacité du régent à influencer la lutte tient à la faiblesse organisationnelle de l'État tibétain mais aussi à la relative absence d'une identité nationale tibétaine⁴⁸². Pour l'ethnologue Stéphane Gros : « One of the challenges when writing about these political formations is the use of Western terminology, such as 'nation-state' in relation to forms of centralized political authority and control, or more generally the application of notions of sovereignty or nationalism to socio-cultural realities that are not entirely fitted to our conceptual tools⁴⁸³ ». Pour ces raisons, il est difficile d'aborder le Tibet avant le XX^{ème} siècle comme une unité clairement délimitée géographiquement. Bien qu'historiquement les régions frontalières sino-tibétaines, comme le Kham, se sont trouvées dans la zone d'influence culturelle et religieuse tibétaine, elles ont été sujettes à divers degrés d'autonomie locale⁴⁸⁴. Malgré les aspects centralisés du régime tibétain⁴⁸⁵, le contrôle administratif exercé par le gouvernement central se réduisait graduellement jusqu'à la périphérie des haut-plateaux tibétains⁴⁸⁶.

Pour surmonter l'enjeu du contrôle gouvernemental limité, le régime s'est appuyé sur l'autorité des seigneurs locaux, nobles ou hiérarques comme satellites du pouvoir central, mais plus l'on s'éloignait de Lhasa, plus le contrôle devenait diffus et plus les frontières se révélaient poreuses⁴⁸⁷. De plus, bien qu'ils ne soient pas en concurrence avec le Dalai-lama, des tensions pouvaient parfois surgir entre des nobles ou des sectes religieuses rivales. Il n'était pas rare non plus que les seigneurs locaux, surtout ceux

⁴⁸² Shakya, « Whither the Tsampa Eaters? »

⁴⁸³ Stéphane Gros, *Frontier Tibet: patterns of change in the Sino-Tibetan borderlands*, Asian borderlands (Amsterdam: Amsterdam University Press, 2020), p. 58.

⁴⁸⁴ Gros, *Frontier Tibet*; Åshild Kolås, « Tibetan Nationalism: The Politics of Religion », *Journal of Peace Research* 33, n° 1 (1996): p. 53.

⁴⁸⁵ En plus du Potala et du *Ganden Phodrang*, les trois principaux sièges du pouvoir religieux incarnés par les monastères de Sera, Drepung et Ganden étaient également localisés dans les environs de Lhasa,

⁴⁸⁶ Powers, *History As Propaganda*, p.148.

⁴⁸⁷ Georges Dreyfus, « Law, State, and Political Ideology in Tibet » Volume 18, n° 1 (Summer 1995) : pp. 132-133.

issus des segments monastiques, contestent l'autorité centrale, surtout lorsque des affaires temporelles ou politiques se mettaient au travers du bon déroulement des activités religieuses. Dreyfus note que dans le bouddhisme tibétain, le chemin de l'illumination se voit altéré par les préoccupations mondaines, ce qui explique pourquoi seuls quelques lama déjà « éclairés » pouvaient prétendre contribuer à la fois au spirituel et au séculier⁴⁸⁸. De plus, pour l'historienne Anne-Sophie Bentz, qui se base sur les travaux des tibétologues Samten Karmay et Ashild Kolas, le bouddhisme tibétain, dans sa forme institutionnalisée, était un frein à la formation d'une conscience nationale avant 1959⁴⁸⁹. Bien que la spiritualité et la ritualité bouddhistes semblaient lier les Tibétains ensemble, la plupart des tentatives pour susciter un attachement marqué en faveur d'une identité nationale collective, pendant le règne du XIII^{ème} dalaï-lama, ont été empêchées par le conservatisme religieux.

En 1950, le Tibet était un donc État prémoderne avec de forts vestiges de système féodal, et les Tibétains ne ressentaient guère le sentiment d'appartenir à une entité nationale unifiée⁴⁹⁰. Les premières vagues de révoltes dans le Kham n'étaient pas nationalistes mais conservatrices, destinées à préserver le mode de vie traditionnel et religieux tibétain⁴⁹¹. Comme le note Shakya, « The Khampas did not have a shared concept of fighting for a country⁴⁹² ». Ce n'est qu'avec la création du *Chushi Gandru* et l'émergence d'une résistance davantage unifiée avec des membres de la *Mimang* et du JKTS que l'on assiste progressivement à une conscientisation nationaliste de la lutte. C'est pourquoi, même si le Dalaï-lama est une figure primordiale dans le panthéon séculier et religieux tibétain, la structure diffuse du pouvoir dans le territoire du Tibet

⁴⁸⁸ Dreyfus, p. 124 ; Marijo Demers, « Entre continuités et ruptures : les institutions politiques tibétaines en exil, reflets d'un désécularisation et d'un nationalisme religieux », p. 22

⁴⁸⁹ Bentz, *Les réfugiés tibétains en Inde*, paragr. 21-22.

⁴⁹⁰ Dawa Norbu, *China's Tibet Policy*, p. 162; Ben Hillman, « Studying Tibetan Identity », p. 718.

⁴⁹¹ Tsering Shakya, *The Dragon in the Land of Snow*, p. 177.

⁴⁹² *Ibid*, p. 208.

historique l'a empêché d'avoir un impact significatif sur les mobilisations avant 1974 et la fin de résistance armée.

Même si l'exil sera un déchirement, le bouddhisme tibétain et le Dalaï-Lama seront les piliers sur lesquels l'identité tibétaine et un nationalisme tibétain se verront réinterprétés et consolidés. Pour l'anthropologue Ashid Kolas, « The Dalai Lama as a personification of the protector deity of Tibet is the primary symbol of Tibetan unity⁴⁹³ ». La tâche de construire en exil la nation tibétaine lui est donc en partie revenue. Le bouddhisme tibétain, qui était auparavant un obstacle au développement nationalisme tibétain, en sera le moteur en exil. Pour que le Tibet ne subisse pas « un lent glissement vers le néant des civilisations disparues⁴⁹⁴ », Tenzin Gyatso a aussi insisté sur la conservation des coutumes, des rites et de l'histoire tibétaine. La CTA procédera également à une mise en récit de la nation qui fera généralement des oublis volontaires et accentuera les traits les plus glorieux de l'histoire tibétaine. La résistance armée tibétaine, qui ne correspondait pas à la position de principe du gouvernement, a été historiquement diminuée. Comme le note McGranahan : « Lacking a heroic nationalism into which to fit, arrested histories of the Tibetan resistance do not represent attempts to return to an idealized past but instead to construct the future as a return to a different past⁴⁹⁵ ». L'identité tibétaine en exil se trouvera donc à la croisée des chemins, entre le renouveau politique et la revitalisation religieuse. Cette union transparaîtra aussi dans les stratégies et les formes des contestations nationalistes. Depuis la fin de la résistance au Mustang, en accord avec les positions du Dalaï-Lama et du CTA, les Tibétains en exil ont mené une lutte politique exclusivement non-violente⁴⁹⁶. Ce sera après le développement du nationalisme tibétain en exil et la construction d'un nouveau gouvernement représentatif que la position de principe du

⁴⁹³ Kolás, « Tibetan Nationalism », p. 57.

⁴⁹⁴ Demers, « Entre continuités et ruptures : les institutions politiques tibétaines en exil, reflets d'un désécularisation et d'un nationalisme », p. 34.

⁴⁹⁵ Mcgranahan, *Arrested Histories*, p. 216.

⁴⁹⁶ *Ibid*, p. 186.

Dalaï-Lama, la non-violence, deviendra davantage contraignante sur les stratégies de mobilisation.

4.3 Résumé des arguments

L'enjeu de cette recherche était d'expliquer les raisons pour lesquelles Tibétains et Cachemiris ont eu, entre 1947 et 1989, des stratégies de revendications différentes. Ce mémoire visait à fournir des explications à deux types de phénomènes. Premièrement, il s'agissait d'expliquer les causes des processus de longue durée, c'est-à-dire les raisons qui motivent les mouvements d'autodétermination à maintenir une forme de mobilisation au cours de périodes historiques successives. Deuxièmement, nous voulions comprendre les raisons des variations conjoncturelles, et celles qui poussent un mouvement d'autodétermination à modifier sa trajectoire.

En termes de processus de longue durée, l'idéologie politique de l'*Élite* a été une force causale sur deux antécédents historiques significatifs : la formation d'une identité nationale solidaire et le développement d'un champ politique institutionnalisé, qui a conduit le mouvement cachemiri à poursuivre un militantisme conventionnel et non-violent. Malgré des idéologies politiques relativement similaires limitant l'utilisation de stratégies violentes, la principale raison pour lesquelles les Cachemiris et les Tibétains se sont mobilisés différemment après leur intégration à de nouveaux États repose sur la présence de ces conditions spécifiques au Cachemire au moment de l'adhésion à l'Inde. L'*Élite* cachemirienne a su négocier l'ouverture d'espaces institutionnels et faire valoir sa position de principe sur un collectif capable de se définir nationalement. Pour reprendre Slater et Simmons : « *These critical antecedents* [have

shaped] the choices and changes that emerge during critical junctures in causally significant ways⁴⁹⁷. »

L'attachement au conventionnel et au non-violent entre 1947 et 1987 par les organisations originaires de l'État du Jammu-et-Cachemire repose donc sur la façon dont l'*Élite* cachemirienne, sous l'égide du Sheikh Abdullah, a guidé de manière instrumentale le collectif de façon hégémonique et participé à l'activation du nationalisme séculier cachemirien, tout en réussissant à s'inscrire dans des espaces politiques institutionnalisés après la partition. Au Tibet, avant 1959, la désunion de la société tibétaine, notamment l'absence d'une structure administrative effective et d'espaces politiques conventionnels permettant l'expression des discordes internes au mouvement, s'est reflétée sur le manque relatif de coordination au sein de la lutte. C'est après un deuxième tournant critique dans l'histoire du Tibet moderne, en exil, que l'affirmation d'un nationalisme tibétain et la formation d'une Administration tibétaine (CTA) dotée d'espaces politiques représentatifs permettront d'unifier les stratégies de mobilisation. En exil, le Dalaï-Lama et la CTA deviendront les seuls représentants légitimes du peuple tibétain et les acteurs dominants du mouvement. C'est grâce à cela qu'ils réussiront à poser la non-violence comme modalité astreignante d'un militantisme tibétain davantage homogène.

Au niveau conjoncturel, à travers le test de nos hypothèses, nous avons pu montrer que dans le cas de ces luttes pour l'autodétermination, la structure du mouvement et la relation entre l'État et les groupes mobilisés avaient une influence sur le changement d'activisme, mais pas exactement de la manière dont nous l'avions envisagé. Notre analyse suggère qu'il existe une corrélation des deux variables pour expliquer les tournants dans les mobilisations. Premièrement, les désaccords entre différents groupes militants peuvent faire dévier leur activisme, mais seulement si les espaces politiques

⁴⁹⁷ Slater et Simmons « Informative Regress: Critical Antecedents in Comparative Politics », p. 887.

ne fournissent pas un cadre permettant d'exprimer une opposition conventionnelle ou non-violente. Deuxièmement, plus un groupe est fragmenté et plus le niveau de pouvoir social et politique est réparti uniformément entre les différents acteurs du mouvement, plus il y a de chances qu'un groupe change de cap et passe de méthodes conventionnelles ou non-violentes à des méthodes violentes. Une hypothèse que nous avons cependant pu valider est que, considérant un degré antérieur de gouvernance autonome, la tentative d'intégrer le collectif en modifiant son mode d'organisation sociale et politique conduit à une confrontation violente. Par ailleurs, le soutien externe matériel ne semble pas inciter les groupes engagés dans un conflit d'autodétermination à mener des actions violentes, mais il permettra à un groupe déjà engagé dans un conflit armé ou à un groupe qui recherche activement un soutien militaire de parvenir à s'engager avec succès dans ce type de militantisme.

CONCLUSION

*A rented room for home
is a humbling existence.
My Kashmiri landlady
at eighty cannot return home.
We often compete for beauty
Kashmir or Tibet⁴⁹⁸.*

- Tenzin Tsundue.

En prenant pour appui les cas tibétain et cachemiri, nous avons voulu comprendre les raisons qui mènent des groupes politiques à s'engager dans la politique conventionnelle ou à employer des méthodes non-conventionnelles dans le but de revendiquer leur autodétermination. Pour cela, nous avons, dans les deux chapitres empiriques, décrit de manière précise l'évolution des luttes d'autodétermination tibétaine et cachemirienne du début du siècle jusqu'en 1989 en portant attention aux multiples acteurs impliqués dans les mouvements, aux espaces qu'ils ont occupés, à la forme de soutien étranger qu'ils ont reçu, à la manière dont ils ont été traités par les gouvernements auxquels ils se sont confrontés, et aux idéologies qui ont sous-tendu leurs projets politiques. Dans le dernier chapitre, nous sommes revenus sur nos hypothèses de recherche et nous avons évalué d'un part les causes des changements conjoncturelles dans les formes de mobilisations au cours de longues luttes politiques ; et de l'autre l'importance significative de l'idéologie en tant que force causale et la manière dont elle affecte les conditions antérieures, après et pendant des tournants critiques. Nous avons analysé comment la manière dont les collectifs proto-nationaux se sont organisés

⁴⁹⁸ Tenzin Tsundue, « When it Rains in Dharamsala », <https://www.tenzintsundue.com/poems/when-it-rains-in-dharamshala/>

politiquement, institutionnellement et symboliquement a eu un impact sur leurs trajectoires de résistance.

5.1 Retour critique sur la recherche

Notre but était d'examiner deux luttes d'autodétermination qui, malgré leurs nombreuses similitudes, n'avaient pas été analysées de manière comparative. Le choix d'étudier les mouvements cachemiri et tibétain a également été poussé par le fait qu'ils occupent une place importante dans la littérature scientifique, mais que seul le premier a fait l'objet d'une attention approfondie et ciblée. La démarche consistait à sélectionner et lier un cas « repère » à un second, où l'enjeu de la mobilisation n'avait pas été considéré sous un angle sociohistorique. Dans les études tibétaines, peu d'écrits se sont intéressés aux formes de l'activisme et ont adressé les causes de leur hétérogénéité. Les travaux récents se préoccupant de ces enjeux se sont principalement concentrés sur les actions menées par les ONG internationales et les associations formées en exil, comme le *Tibetan Youth Congress* (TYC) et le *Tibetan Centre for Human Rights and Democracy* (TCHRD) au cours des trois dernières décennies. Au sein des études cachemiries, l'analyse des mobilisations a été davantage au centre de l'attention, mais les auteurs se sont principalement focalisés sur la phase du conflit d'après 1989. Les périodes précédentes ont été moins analysées en termes de « pourquoi » que de « comment », même si l'une des questions récurrentes a consisté à comprendre pourquoi une insurrection a éclaté en 1989. Bien que chaque auteur du champ attribue un poids causal inégal à des facteurs explicatifs distincts, il existe un large consensus sur le fait que l'aliénation politique et le déni d'un processus électoral légitime sont les des facteurs clés du passage vers des modes d'action violents pendant la période 1987-1989. Notre explication du soulèvement de 1989 ne s'écarte d'ailleurs pas significativement de l'*explanans* dominant, dans la mesure où nous considérons que l'obstruction de l'espace politique conventionnel et la répression qui a suivi sont les

principaux facteurs circonstanciels de l'effondrement de l'ordre politique et du virage dans l'activisme. Néanmoins, cette transition a été précipitée par l'érosion du nationalisme séculier cachemiri, ayant prévalu depuis la partition, et de l'affaiblissement de ses principaux défenseurs, dont la JKNC.

Cette interprétation a pourtant été critiquée par le politologue Sumit Ganguly qui affirme que : « If the decline of secular nationalism is one of the factors behind the insurgency, then why did it not break out in the 1950s, when Sheikh Abdullah was dismissed under pressure from Hindu nationalist organizations in Jammu for his putative disloyalty to the Indian Union⁴⁹⁹? » Comme nous l'avons expliqué dans le troisième chapitre, l'administration Bakshi (1953-1963) était rongée par la corruption, mais son gouvernement, tel Janus, présentait à la fois les attributs d'un État providence et ceux d'un État policier. Wani note que Bakshi était doué pour générer du consentement populaire en reconnaissant les moments les plus propices à la promulgation de mesures populistes au lieu de réprimer la dissidence⁵⁰⁰. En effet, dans son autobiographie, Abdullah déclare : « Bakshi was a mixture of opposites. On the one hand he was very hard-hearted and merciless but, on the other, he was extremely generous⁵⁰¹. » Bakshi était un matérialiste convaincu qui pensait que si les besoins fondamentaux étaient satisfaits, les demandes d'autodétermination se verraient apaisées. Toutefois, le soutien continu apporté à Abdullah montre que cette vision était erronée et que les aspirations des Cachemiris ne pouvaient être sapées de cette manière. Cependant, il faut noter que malgré l'emprisonnement d'Abdullah et l'autoritarisme flagrant, les années 1950 ont marqué un progrès pour les musulmans, leur situation étant globalement meilleure que sous le Maharaja. Pendant ses dix années de mandat en tant que Premier ministre, de nombreux progrès ont été réalisés dans les domaines des infrastructures agricoles et de la propriété foncière, de l'éducation, de la santé et

⁴⁹⁹ Sumit Ganguly, « Explaining the Kashmir Insurgency: Political Mobilization and Institutional Decay », *International Security* 21, n° 2 (1 octobre 1996) : p. 91.

⁵⁰⁰ Wani, *What Happened to Governance in Kashmir?*, p. 203.

⁵⁰¹ Abdullah et Singh, *Flames of the Chinar*, p. 129.

même dans la promotion de projets socioculturels. D'une part, même si l'espace politique conventionnel était étroitement tenu par la JKNC, elle-même soutenue par Delhi, le Front était toujours capable de convoquer des rassemblements massifs pendant les brèves libérations d'Abdullah et d'entretenir un activisme de résistance malgré la répression. D'autre part, comme le note Chowdhary : « Sheikh's detention, therefore, rather than constricting his political constituency enhanced the scope of his politics. The longer he remained imprisoned, the taller he became in his political stature⁵⁰² ». En conclusion, les années 1950 n'ont pas entamé la position du Sheikh ni changé ses convictions idéologiques et, malgré un ralentissement dans la lutte d'autodétermination, de nombreux aspects de la vie au Cachemire ont connu une amélioration. Pour ces raisons, nous pensons que la critique de Ganguly n'est pas valable.

Cependant, la relation entre un accroissement du niveau d'éducation et la conscientisation de la population est une dynamique importante abordée par Ganguly que nous n'avons pas pleinement approfondie. Pour l'auteur, l'augmentation des taux d'alphabétisation et de scolarisation entre les années 1950 et 1990 a conduit à une sensibilisation accrue de la population cachemirienne quant à leur statut politique et leurs droits, et donc à une plus grande affirmation de ces derniers⁵⁰³. Bien que nous estimions que le niveau d'éducation a eu un impact sur les stratégies de mobilisation, il reste secondaire en tant que facteur explicatif durant la période 1947-1989. Nous pensons néanmoins que l'augmentation des taux d'éducation a eu un impact important dans les nouvelles formes de mobilisation, entre le déclin du militantisme armé en 2003 et son renouveau après 2010. Les jeunes éduqués semblent avoir joué un rôle clé dans la redéfinition des formes de mobilisation en dehors des espaces conventionnels, que ce soit dans les manifestations de style « intifada », comprenant le pelletage des forces militaires et policières, ou dans les nouvelles formes d'engagement armé, en passant

⁵⁰² Chowdhary, *Jammu and Kashmir*, p. 95.

⁵⁰³ Šumit Ganguly, « Explaining the Kashmir Insurgency », p. 106

par un renouveau culturel et littéraire. L'utilisation du numérique et des technologies de l'information, principalement par cette jeunesse, a ouvert de nouveaux espaces virtuels, autant pour s'entretenir et renouveler l'expression de l'identité cachemirienne que pour représenter héroïquement le militantisme armé. Burhan Wani, jeune combattant cachemirien de l'organisation *Hizb-ul-Mujahideen* devenu martyr après sa mort aux mains de l'armée indienne en 2016, a incarné l'une des facettes de cette tendance. Wani était issu d'un milieu instruit et, pendant son engagement dans le *Hizb*, a grandement utilisé les médias sociaux pour promouvoir et mettre en scène la lutte armée et recruter de nouveaux membres. Pour reprendre les propos de Maqsood Hussain : « Unlike their predecessors, the new militants flaunt their identity online immediately after joining militant ranks. The fact that new militants are well-educated, tech-savvy offers them leeway to make the utmost use of social media platforms⁵⁰⁴ ».

Dans la lutte tibétaine, ce sont particulièrement les Tibétains éduqués en exil qui ont contribué à une nouvelle expression de la mobilisation. Les jeunes Tibétains, membres actifs d'associations comme le TYC, ont choisi, dans les dernières années, une voie alternative à la CTA, en organisant des opérations médiatiques coup de poing. Ils ont par exemple planifié, lors des Jeux olympiques de Beijing en 2008, une grande campagne médiatique à dimension internationale appelant au boycott des Jeux et accusant le gouvernement chinois de museler et de torturer le peuple tibétain. Pour le TYC, formé à l'école de l'exil, la lutte pour l'indépendance du Tibet se fera par les actions déterminées du peuple tibétain contre l'opresseur chinois. En 1998, suite à l'organisation d'une grève de la faim par le TYC, Pawo Thubten Ngodup se donna la mort par auto-immolation afin de protester contre les violences faites aux Tibétains. L'auto-immolation de Thubten Ngodup sera la première d'une longue série. L'acte de se sacrifier de la sorte pour ses convictions politiques est considéré, dans le cas tibétain,

⁵⁰⁴ Maqsood Hussain, « Understanding Renaissance of Militancy in Kashmir and its Changing Contours », *Studies in Indian Name Places* 40, n° 34 (mars 2020): p. 850.

comme un tournant dans l'expression du nationalisme⁵⁰⁵. Il faut considérer que « self-immolation is a part of the global repertoire of protest, and images of the act are circulated and easily shared through social media, gaining currency and value amongst co-nationals⁵⁰⁶. » L'auto-immolation, en tant que forme d'activisme, est difficile à déchiffrer symboliquement et à catégoriser, soit en tant que forme de protestation non-violente, soit au contraire comme activisme violent⁵⁰⁷. C'est pourquoi nous pensons que ces phénomènes requièrent pour leur compréhension une analyse située, fondée sur un travail de terrain.

Par ailleurs, les nouvelles technologies de l'information et de la communication affectent aussi profondément les répertoires d'action ainsi que les modes de cohésion sociale. L'utilisation d'espaces numériques peut faciliter la coordination physique, mais aussi permettre la mise en scène symbolique des identités ou des griefs. Internet a notamment été utilisé dans le but de consolider les identités nationales au sein des réseaux internationaux et nationaux de la diaspora tibétaine et cachemirienne. Le travail de terrain de Charlotte Thomas sur les Cachemiris résidant à New Delhi montre que les espaces dématérialisés offrent un potentiel de mobilisation politique lorsque les manifestations physiques sont difficiles à mettre en œuvre⁵⁰⁸. La participation des jeunes générations à la lutte pour l'autodétermination mène à de nouvelles expressions nationalistes, mais renouvelle et réinvente les formes de mobilisation. Nous pensons que l'analyse de ces dynamiques nécessite un programme de recherche

⁵⁰⁵ Tsering Shakya, « Transforming the Language of Protest », Hot Spots, Fieldsights, 8 Avril 2012. <https://culanth.org/fieldsights/transforming-the-language-of-protest>

⁵⁰⁶ Tsering Shakya, « Self-Immolation: The Changing Language of Protest in Tibet », *Revue d'Études Tibétaines*, n° 25 (décembre 2012): p. 37.

⁵⁰⁷ Historiquement, le sacrifice du moine bouddhiste vietnamien Thich Quang Duc en 1963, à Saigon, qui faisait partie de sa lutte non-violente contre la répression régime, fut la première auto-immolation contemporaine, par sa vaste médiatisation, ayant suscité une réaction émotionnellement chargée de la communauté internationale. Voir Katia Buffetrille, « Self-Immolation in Tibet: Some Reflections on an Unfolding History », *Revue d'Études Tibétaines Numéro*, n° 25 (décembre 2012): p. 2.

⁵⁰⁸ Charlotte Thomas, *Etre cachemiri à New Delhi. L'expérience du nationalisme à distance*, Les Études du CERI, n°231, juin 2017, pp. 36-37.

complémentaire en mettant en œuvre une méthodologie mixte s'appuyant sur une analyse sociohistorique ainsi qu'un travail de terrain anthropologique et mésosociologique minutieux.

5.2 Apports et limites de l'analyse

Ce mémoire avait pour objectif d'analyser les trajectoires de mobilisation sur la longue durée. Ainsi, en faisant dialoguer des données empiriques avec un cadre théorique, élaboré à partir de la littérature sur les guerres civiles, le nationalisme et les mouvements sociaux, et en suivant une méthodologie de recherche en sociologie historique comparative, nous avons cherché à rendre compte de la complexité des luttes d'autodétermination, tibétaine et cachemirienne, et de l'effet durable de la construction nationaliste des collectifs sur la mobilisation politique. Malgré nos connaissances préalables des cas étudiés, il existe un certain écart entre les interrogations qui ont à la base alimenté cette recherche, la formulation subséquente d'une problématique et le dénouement de celle-ci. Nous avons été confrontés, au cours de ce mémoire, à des choix discursifs dans la sélection des différentes variables et dans la délimitation des séquences historiques. À des fins de synthèse, mais aussi vis-à-vis des limites imposées par cet exercice de recherche, un travail important a dû être accompli pour évaluer la pertinence des antécédents critiques et ainsi effectuer une régression historique compréhensive et synthétique.

L'ambition de cette recherche était de repenser la manière dont est étudiée la mobilisation politique, en s'éloignant d'une analyse des acteurs non-étatiques en conflit centrée sur la violence, pour réinscrire à la fois le militantisme conventionnel, non-violent et violent dans le champ de la politique du conflit⁵⁰⁹. De plus, l'élaboration d'une analyse croisée séquentielle, appliquée à des cas significativement comparables, nous

⁵⁰⁹ McAdam, Tarrow et Tilly, *Dynamics of Contention*, pp. 4-5.

a permis d'évaluer comparativement le poids causal de nos variables. Même si l'objectif n'était pas de produire des données généralisables, certains résultats de la recherche ont le potentiel d'acquiescer, par le biais de tests sur d'autres études de cas, des visées explicatives transversales. L'examen de la lutte cachemirienne suggère par exemple que la répression inconsistante par les États de l'activisme conventionnel et non-violent pousse les acteurs sociaux vers l'utilisation de stratégies violentes. Ce résultat, qui rejoint les travaux de Beaulieu et Cunningham sur la stratégie de la dissidence, pourrait servir de base pour une recherche future⁵¹⁰.

Il s'agissait également d'ouvrir la voie aux approches valorisant le poids causal de l'idéologie dans les analyses sociohistoriques comparatives. L'impact des mécanismes de cadrage idéologique et identitaire est largement absent des travaux universitaires sur les conflits et les guerres intraétatiques⁵¹¹. Pourtant, comme le soutiennent Sanin et Wood : « Not only do ideologies provide the ideational resources for motivating combatants and coordinating factions and allies, but they also often provide blueprints for strategies and institutions⁵¹² ». À la suite des travaux de Mark Beissinger, il faut aussi considérer qu'un mouvement d'autodétermination représente une communauté donnée, non seulement lorsqu'il parle de et pour elle, mais aussi dans les actions qu'il mène en son nom⁵¹³. En effet, le fait qu'un groupe « attempt[s] to resolve issues through elections, demonstrations or pogroms⁵¹⁴ » affecte la manière dont le groupe se conçoit, mais aussi la manière dont il est perçu. L'idéologie, en tant que facteur explicatif, reste cependant difficile à évaluer de manière heuristique. Sans avancer

⁵¹⁰ Kathleen Gallagher Cunningham et Emily Beaulieu, « Dissent, Repression, and Inconsistency », in *Rethinking Violence*, éd. par Erica Chenoweth et Adria Lawrence, p. 194.

⁵¹¹ Francisco Gutiérrez Sanín et Elisabeth Jean Wood, « Ideology in Civil War: Instrumental Adoption and Beyond », *Journal of Peace Research* 51, n° 2 (mars 2014): p. 214.

⁵¹² *Ibid.*, p. 219

⁵¹³ Mark R. Beissinger, *Nationalist Mobilization and the Collapse of the Soviet State* (Cambridge University Press, 2002), p. 18. Mark R. Beissinger « Nationalist Violence and the State: Political Authority and Contentious Repertoires in the Former USSR » *Comparative Politics*, vol. 30, no. 4 (1998), pp. 401-422.

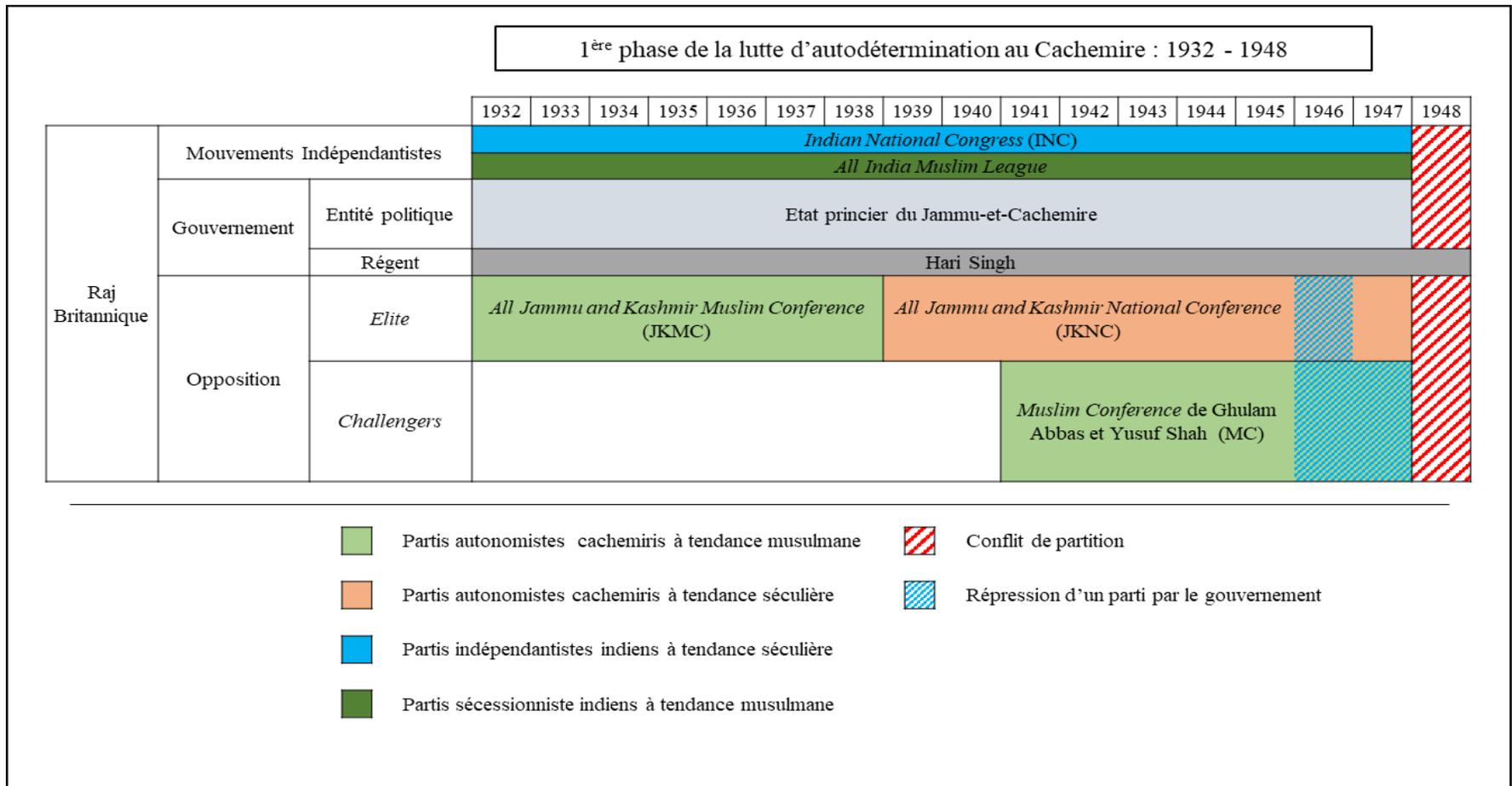
⁵¹⁴ Mark R. Beissinger, *Nationalist Mobilization and the Collapse of the Soviet State*, p. 22.

qu'elle a un potentiel explicatif autonome dans le cadre des mobilisations prolongées, les résultats de notre recherche reconnaissent toutefois la capacité des positionnements idéologiques à créer des engagements normatifs, notamment en valorisant la non-violence ou en contraignant un mouvement d'autodétermination à ne pas commettre d'actions violentes. Pour conclure, en reprenant la métaphore de Daniel Ritter, l'analyse sociohistorique comparative ressemble à la résolution d'un puzzle⁵¹⁵. Il ne s'agit pas d'un processus linéaire : le chercheur essaye de commencer par les bords, mais avance et recule, de recoin en recoin, morceau par morceau, avant de pouvoir enfin obtenir une image intelligible et ainsi reconstituer un objet cohérent.

⁵¹⁵ Ritter « Comparative Historical Analysis », p. 104.

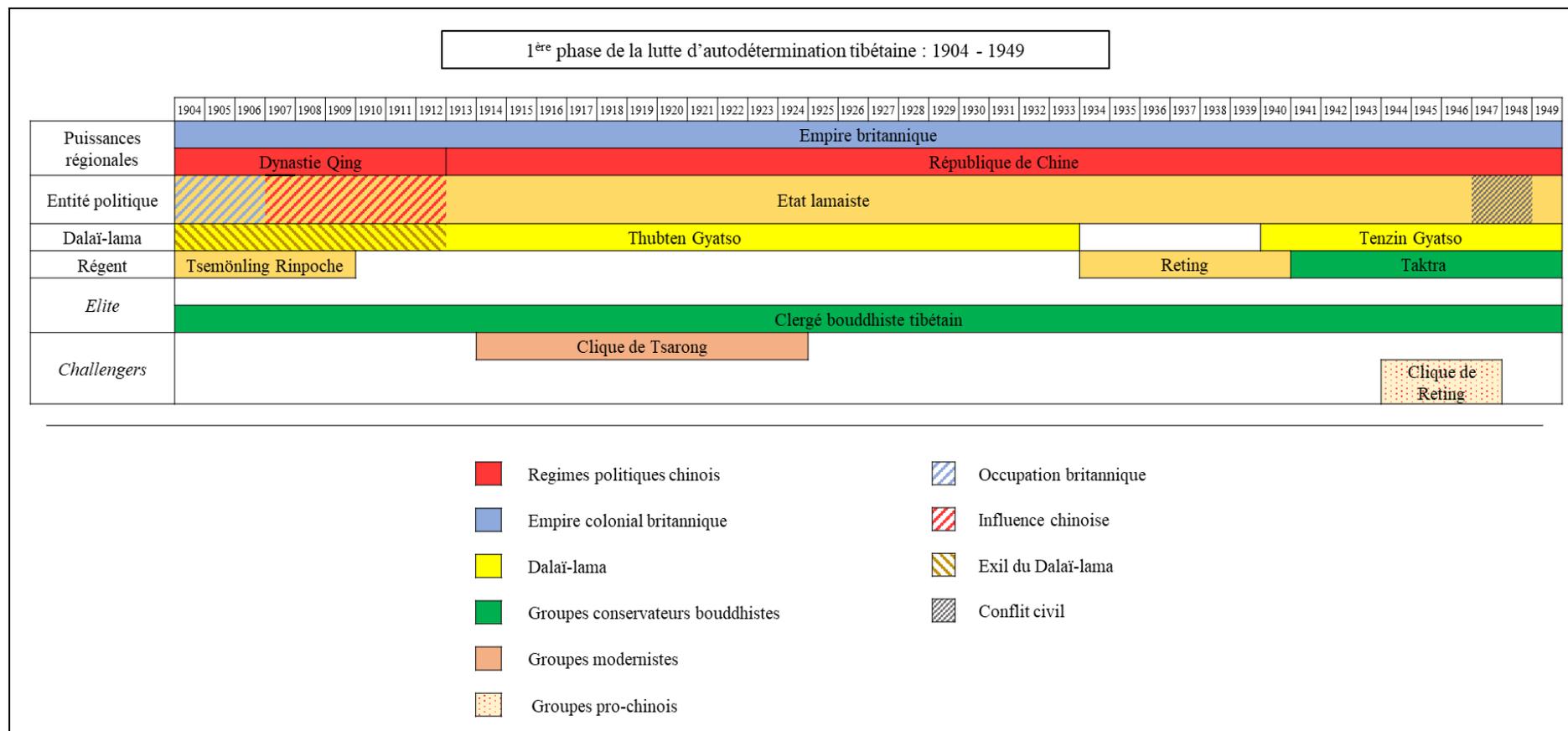
ANNEXE A

TABLEAU SCHÉMATIQUE DE LA LUTTE CACHEMIRIE 1932-1948



ANNEXE B

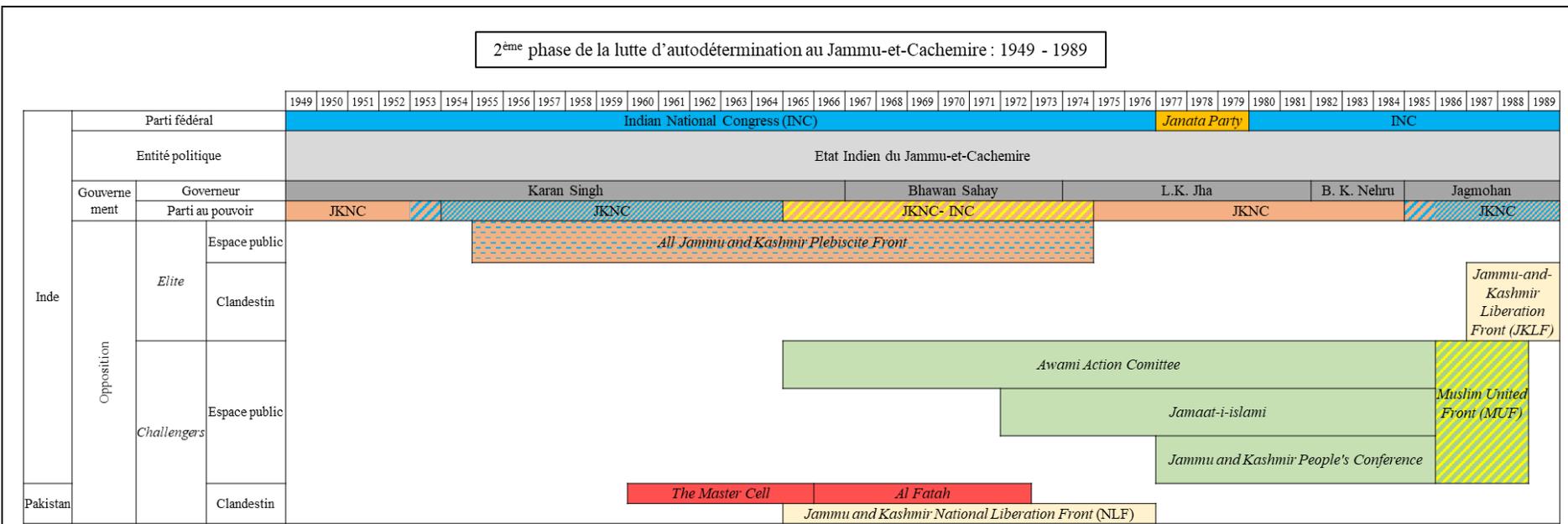
TABLEAU SCHÉMATIQUE DE LA LUTTE TIBÉTAINE 1904-1949



ANNEXE C

TABLEAU SCHÉMATIQUE DE LA LUTTE CACHEMIRIE 1949-1989

2^{ème} phase de la lutte d'autodétermination au Jammu-et-Cachemire : 1949 - 1989



- Organisations pro-pakistanaise
- Partis cachemiris à tendance musulmane
- Organisations sécessionnistes séculières armées
- Partis cachemiris à tendance séculière
- Partis nationalistes indiens à tendance séculière
- Partis nationalistes indiens à tendance hindou
- Destitution d'un leader régional
- Répression d'un parti par le gouvernement
- Gouvernement altéré mis en place par le pouvoir fédéral
- Coalition politique

APPENDICE A

LE CAS DE POONCH

Malgré le fait que l'Inde ait imputé la rébellion des Poonchis à l'immixtion du Pakistan par l'intermédiaire de forces tribales, notre recherche suppose que les causes de cette révolte sont ancrées dans la relation *sui generis* entre le district de Poonch et l'État princier. Historiquement, le Poonch, état musulman, avait été acquis par les conquérants sikhs au début du XIXe siècle. Comme le reste de l'État princier, cette région à majorité musulmane est venue à être gouvernée par des sikhs et des hindous. Pendant la majorité de la domination Singh, Poonch a été au centre d'un conflit familial qui s'est accentué au début du siècle alors que la région affirmait son statut autonome. Ce contentieux entre les deux souverains, le Maharajah et le Raja local, s'est poursuivi sous le règne de Hari Singh et de Jagatdev Singh. Comme ses prédécesseurs, Hari Singh a cherché à accroître son contrôle sur la région. Il y parvint en 1936, avec l'approbation des Britanniques, lorsque Poonch passa du statut de district autonome à celui de *Jagir*⁵¹⁶. Mais Hari Singh ne s'est pas arrêté là. Après la mort de son cousin Jagatdev en 1940, il a continué à faire avancer son programme d'incorporation du *Jagir* en écartant du pouvoir son successeur, le Raja Shiv Ratandev Singh, et il mit en place une politique d'imposition oppressive. Dans les années suivantes, les Poonchis ont exprimé à plusieurs reprises leur mécontentement à l'égard du Maharajah⁵¹⁷. À partir de 1941, Poonch, comme d'autres districts frontaliers orientaux tels que Muzaffarabad et Mirpur, ont commencé à soutenir la MC de Ghulam Abbas, et ont adopté à la veille de la

⁵¹⁶ Petit domaine féodal que l'on trouve dans le sous-continent indien avec une autorité héréditaire qui est pour la plupart affiliée à une entité politique plus large. Ce type de domaine a été principalement établi pendant la domination musulmane du sous-continent, sous le sultanat de Delhi et l'empire moghol.

⁵¹⁷ Snedden, *The Untold Story of the People of Azad Kashmir*, pp. 30-32, 236-238.

partition une posture pro-pakistanaise⁵¹⁸. De plus, le Poonch avait un taux important de conscription dans l'armée indienne, à tel point que la région était devenue un terrain de recrutement pour les officiers britanniques pendant les deux guerres mondiales⁵¹⁹ : près de 60 000 Poonchies ont participé à la Seconde Guerre mondiale⁵²⁰. En 1947, les Poonchies, qui avaient reçu une formation militaire, étaient donc plus nombreux que les forces du Maharajah, et la majorité avait confiance en leurs compétences⁵²¹. C'est pourquoi, bien que les Poonchies soient liés au mouvement d'autodétermination régional, en raison du statut particulier de Poonch, les griefs des Poonchies envers le Maharajah et la dynastie Dogra étaient spécifiques, et les habitants du *Jagir* se sont mobilisés en suivant leur propre voie.

⁵¹⁸ Behera, *Demystifying Kashmir*, p. 26.

⁵¹⁹ Snedden, *The Untold Story of the People of Azad Kashmir*, p. 31; Schofield, *Kashmir in Conflict*, p. 41.

⁵²⁰ Ian Copland, *State, Community and Neighbourhood in Princely North India, c. 1900-1950*, Palgrave Macmillan UK, 2005, p. 143.

⁵²¹ Snedden, *The Untold Story of the People of Azad Kashmir*, pp. 31-32.

BIBLIOGRAPHIE

- Abdullah, Mohammad, et Khushwant Singh. *Flames of the Chinar: An Autobiography*. New Delhi; New York: Penguin Books India, 1995.
- « Abdullah's release and re-arrest ». *Pakistan Horizon* 11, n° 2 (1958): pp. 99-109.
- Ahmad, Imtiaz, et Helmut Reifeld. *Lived Islam in South Asia: Adaptation, Accommodation and Conflict*, 2018.
- Ancelovici, Marcos. « Esquisse d'une théorie de la contestation: Bourdieu et le modèle du processus politique ». *Sociologie et sociétés* 41, n° 2 (18 février 2010): pp. 39-61. <https://doi.org/10.7202/039258ar>.
- Anderson, Benedict. *L'imaginaire national : Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*. Poche, 2002.
- Anne-Sophie. Bentz. *Les réfugiés tibétains en Inde: nationalisme et exil*. Collection de l'Institut de hautes études internationales et du développement, Genève. Paris: Presses universitaires de France, 2010.
- Arakotaram, Karan. « The Rise of Kashmiriyat: People-Building in 20th Century Kashmir ». *The Columbia Undergraduate Journal of South Asian Studies* 1, n° 1 (2009): pp. 26–40.
- Ardley, Jane. *The Tibetan Independence Movement*. RoutledgeCurzon. Routledge, 2003.
- Armstrong, John. *Nations before Nationalism*. University of North Carolina Press, 1982.
- Arpi, Claude. *Cachemire, le paradis perdu*. Arles: Éditions Philippe Picquier, 2004.
- . *Tibet, le pays sacrifié*. 1^{re} éd. Chemins de traverse, 2011.

- Aubin, Françoise. « Dabringhaus (Sabine). Das Qing-Imperium als Vision und Wirklichkeit. Tibet in Laufbahn und Schriften des Song Yun (1752-1835) ». *Archives de Sciences Sociales des Religions* 94, n° 1 (1996): p. 119.
- Backer, David A, Ravi Bhavnani, Paul K Huth, University of Maryland at College Park, Center for International Development and Conflict Management, et (Switzerland) Graduate Institute of International and Development Studies Geneva. *Peace and Conflict 2016*, 2016.
- Behera, Navnita Chadha. *State Identity and Violence: Jammu, Kashmir and Ladakh*. New Delhi: Manohar Publishers and Distributors, 2000.
- . *Demystifying Kashmir*. Washington, D.C.: Brookings Institution Press, 2006
- Bell, Charles. *Tibet Past and Present*. Motilal Banarsidass Publ., 1992.
- Beissinger, Mark R. « Nationalist Violence and the State: Political Authority and Contentious Repertoires in the Former USSR » *Comparative Politics*, vol. 30, no. 4 (1998), pp. 401-422.
- . *Nationalist Mobilization and the Collapse of the Soviet State*. Cambridge University Press, 2002.
- Bentz, Anne-Sophie. *Les réfugiés tibétains en Inde: Nationalisme et exil*. Graduate Institute Publications, 2015.
- Bhattacharyya, Arundhati. « India's Counterterrorism Policy: Tackling Terrorism Within State Boundaries » dans *The Palgrave Handbook of Global Counterterrorism Policy*, sous la direction de Scott Nicholas Romaniuk, Francis Grice, Daniela Irrera et Stewart T. Webb, London: Palgrave Macmillan UK, 2017.
- Billig, Michael. *Banal Nationalism*. Sage publication, 1995.
- Bipan Chandra, Mridula Mukherjee, Aditya Mukherjee, Sucheta Mahajan et K N Panikkar *India's Struggle for Independence*, sous la direction de Bipan Chandra, Paperback, 12th Reprint edition, Penguin Books, 2016.

- Bodea, Cristina, et Ibrahim A. Elbadawi. *Riots, Coups And Civil War: Revisiting The Greed And Grievance Debate*. Policy Research Working Papers. The World Bank, 2007. <https://doi.org/10.1596/1813-9450-4397>.
- Bose, Sumantra. *Kashmir: Roots of Conflict, Paths to Peace*. Cambridge, Mass: Harvard University Press, 2003.
- Bourdieu, Pierre. *Questions de sociologie*. Les Éditions de Minuit, 1998.
- . *Transforming India: Challenges to the World's Largest Democracy*. Cambridge, Massachusetts: Harvard University Press, 2013.
- Bowen, Wayne H. *The History of Saudi Arabia*. Greenwood Press, 2008.
- Brass, Paul. *Ethnicity and Nationalism: Theory and Comparison: Theory & Comparison*. Sage Publications, 1991.
- Breton, Roland J. L. *L'ethnopolitique*. Paris : Presses universitaires de France, 1995.
- Brubaker, Rogers, et David D. Laitin. « Ethnic and Nationalist Violence ». *Annual Review of Sociology* 24, n° 1 (août 1998): pp. 423-52.
- Rogers Brubaker et Frederic Cooper « Beyond Identity » *Theory and Society*, 29: Issue 47, (2000).
- Brubaker, Rogers. *Nationalism Reframed*. Cambridge University Press, 1996.
- . « Myths and misconceptions in the study of nationalism » dans *The State of the Nation: Ernest Gellner and the Theory of Nationalism*, sous la direction de John A. Hall, 272-306, Cambridge University Press, 1998.
- . *Ethnicity without Groups*. Harvard University Press, 2004.
- Buffetrille, Katia. « Self-Immolation in Tibet: Some Reflections on an Unfolding History ». *Revue d'Etudes Tibétaines Numéro*, n° 25 (décembre 2012): pp. 1-17.
- Cassese, Antonio. *Self-Determination of Peoples: A Legal Reappraisal*. Cambridge University Press. Hersch Lauterpacht Memorial Lectures, 1995.

- Chandra, Bipan. *India's Struggle for Independence: 1857-1947*. Reprint edition. Gurgaon: Penguin Random House India, 2016.
- Chandra, Bipan., éd. *India's Struggle for Independence Reprint edition by Chandra, Bipan (2016) Paperback*. Reprint edition-12th. Penguin Books, 2016.
- Ch'en, Jerome. « The Chinese Communist Movement to 1927 ». In *The Cambridge History of China*, édité par John K. Fairbank et Denis Twitchett, pp. 505-26. Cambridge: Cambridge University Press, 1983.
- Chenoweth, Erica, et Adria Lawrence, éd. *Rethinking Violence: States and Non-State Actors in Conflict*. Cambridge, MA: The MIT Press, 2010.
- Chowdhary, Rekha. *Jammu and Kashmir: Politics of Identity and Separatism*. New Delhi London New York: Routledge, 2016.
- Chowdhary, Rekha, et Rao V. Nagendra. « Jammu and Kashmir: Political Alienation, Regional Divergence and Communal Polarisation ». *Journal of Indian School of Political Economy*, 2008.
- Clastres, Pierre. *La Société contre l'État*. Poche, 2011.
- Cockell, John G. « Ethnic Nationalism and Subaltern Political Process: Exploring Autonomous Democratic Action in Kashmir ». *Nations and Nationalism* 6, n° 3 (juillet 2000): pp. 319-45.
- Coggins, Bridget. *Power Politics and State Formation in the Twentieth Century: The Dynamics of Recognition*. Cambridge University Press, 2014.
- Collier, Paul, et Anke Hoeffler. « Greed and Grievance in Civil War ». *Oxford Economic Papers* 56, n° 4 (22 juin 2004): pp. 563-95.
- Copland, Ian. « Islam and Political Mobilization in Kashmir, 1931-34 ». *Pacific Affairs* 54, n° 2 (1981): pp. 228-259.
- . « The Abdullah Factor: Kashmiri Muslims and the Crisis of 1947 ». In *The Political Inheritance of Pakistan*, édité par D. A. Low, 218-54. London: Palgrave Macmillan UK, 1991.

- . *State, Community and Neighbourhood in Princely North India, c. 1900-1950*, Palgrave Macmillan UK, 2005.
- Cunningham, Kathleen Gallagher. *Inside the Politics of Self-Determination*. Oxford; New York: Oxford University Press, 2014.
- Cunningham, Kathleen Gallagher, et Emily Beaulieu. « Dissent, Repression, and Inconsistency ». In *Rethinking Violence: States and Non-State Actors in Conflict*, édité par Erica Chenoweth et Adria Lawrence, pp. 173-95. Cambridge, MA: Cambridge, MA, 2010.
- Dalai-lama. *My Land and My People*. Potala Corporation, 1977.
- . *Freedom in Exile: The Autobiography of the Dalai Lama*. 1st Edition. New York, NY: HarperCollins, 1990.
- Dawson, Nelson-Martin., Tremblay, Éric. « La preuve historique dans le cadre des procès relatifs au droit autochtone et aux crimes contre l'humanité », *Revue de droit de l'université de Sherbrooke*, vol. 30, no. 2 (2000), pp. 378-406.
- Della Porta, Donatella. « Introduction ». In *Social Movements and Civil War: When Protests for Democratization Fail*, édité par Donatella Della Porta, Routledge., 196, 2017.
- Demers, Marijo. « Entre continuités et ruptures : les institutions politiques tibétaines en exil, reflets d'un désecularisation et d'un nationalisme religieux » Mémoire de M.A. Université du Québec à Montréal, 2006.
- Deshayes, Laurent. *Histoire du Tibet*. Paris: Fayard, 1997.
- Devadas, David. *The Generation of Rage in Kashmir*. New Delhi: OUP India, 2018.
- Donnet, Pierre-Antoine, et Élisabeth Badinter. *Tibet mort ou vif*. Édition revue et Augmentée. Paris: Folio, 2019.
- Dorjee, Tenzin. *The Tibetan Nonviolent Struggle: A Strategic and Historical Analysis*. International Center on Nonviolent Conflict, 2016.

- Dreyfus, Georges. « Law, State, and Political Ideology in Tibet » Volume 18, n° 1 (Summer 1995): pp. 117-138.
- Dufour, Frédérick-Guillaume. *La Sociologie Historique : Traditions, Trajectoires et Débats*. Montréal, Presses de l'Université du Québec, 2015.
- . *La sociologie du nationalisme: relations, cognition, comparaisons et processus*. Politeia collection. Quebec: Presses de l'Université du Québec, 2019.
- Dunham, Mikel, et Dalaï-Lama. *Buddha's Warriors: The Story of the CIA-Backed Tibetan Freedom Fighters, the Chinese Communist Invasion, and the Ultimate Fall of Tibet*. 1st edition. New York: TarcherPerigee, 2004.
- Dupuy, Pierre-Marie, et Kerbat Yann. *Droit International Public*. 12^{ème} édition. Précis Dalloz. Dalloz, 2014.
- Erik Melander, David A. Backer, et Eric Dunford « The Geography of Organized Armed Violence around the World » dans *Peace and Conflict 2017*, dir. David Backe, Ravinder Bhavnani, Paul Huth, Routledge, 2017.
- Fanon, Frantz. *Les damnés de la terre*. Éditions la Découverte, 2002.
- Fairbank, John, et Simon Duran. *Histoire de la Chine : Des origines à nos jours*. Paris: Éditions Tallandier, 2013.
- Fairbank, John K. « The Reunification of China ». In *The Cambridge History of China*, édité par Roderick MacFarquhar et John K. Fairbank. Vol. 14. Cambridge, juin 1987.
- Faiz, Ahmed Faiz. *Poems by Faiz*. traduit, avec une introduction et des notes, par V. G. Kiernan, Vanguard Books (Pvt) Ltd, South Publications, London, 1971.
- Fillieule, Olivier. *Stratégies de la rue*. Presses de Sciences Po, 1997.
- Filieule, Olivier et Lilian Mathieu « Structure des opportunités politiques » dans le *Dictionnaire des mouvements sociaux*, sous la direction d'Olivier Filieule et Lilian Mathieu, 530-540, Presses de Sciences Po, 2009.

- Frangville, Vanessa. « *L'unité dans la diversité : l'altérité en Chine, moteur de l'unité nationale.* » Université Jean Moulin Lyon 3. *Discours sur l'autre, discours sur soi : Constructions identitaires face à l'altérité,*, pp.37-57
- Ganguly, Sumit. éd *The Kashmir Question*. Frank Cass & Co. Ltd, 2003.
- . « Explaining the Kashmir Insurgency: Political Mobilization and Institutional Decay », *International Security* 21, n° 2 (1 octobre 1996): pp. 76-107.
- Gellner, Ernest. *Nations and Nationalism*. Cornell University Press, 1983.
- Goldstein, Melvyn C. « The Circulation of Estates in Tibet: Reincarnation, Land and Politics1 ». *The Journal of Asian Studies* 32, n° 3 (mai 1973): pp. 445-55.
- . *A History of Modern Tibet, Volume 1: The Demise of the Lamaist State, 1913-1951*. Berkeley: University of California Press, 1989.
- . *The snow lion and the dragon: China, Tibet, and the Dalai Lama*. Berkeley: University of California Press, 1999.
- . « The United States, Tibet, and the Cold War ». *Journal of Cold War Studies* 8, n° 3 (1 juillet 2006): pp. 145-64.
- . *A History of Modern Tibet. Volume 2: The Calm Before the Storm, 1951-1955*. Berkeley: University of California Press, 2007.
- . *A History of Modern Tibet, Volume 3 : the Storm Clouds Descend, 1955-1957*. Berkeley : University of California Press, 2013.
- . *A History of Modern Tibet. Volume 4: In the Eye of the Storm, 1957-1959*. Oakland, California: University of California Press, 2019.
- Goldstein, Melvyn C., Ben Jiao, et Tanzen Lhundrup. *On the Cultural Revolution in Tibet: The Nyemo Incident of 1969*. Berkeley, Calif.: University of California Press, 2010.
- Goldstone, Jack A. « Comparative Historical Analysis and Knowledge Accumulation in the Study of Revolutions ». In *Comparative Historical Analysis in the Social*

- Sciences*, édité par James Mahoney et Dietrich Rueschemeyer, 1^{re} éd., pp. 41-90. Cambridge University Press, 2003.
- Goodwin, Jeff. *No Other Way out: States and Revolutionary Movements, 1945-1991*. Cambridge Studies in Comparative Politics. Cambridge ; New York: Cambridge University Press, 2001.
- Gros, Stéphane. *Frontier Tibet: patterns of change in the Sino-Tibetan borderlands*. Asian borderlands. Amsterdam: Amsterdam University Press, 2020.
- Guillaume, Stéphane. *La question du Tibet en droit international*. L'Harmattan. Recherches Asiatiques, 2008.
- Guillermaz, Jacques. *La chine populaire*. Paris: Presses Universitaires de France, 1992.
- Gurr, Ted Robert. *Why men rebel*. Princeton University Press. Princeton, New Jersey, 1970.
- Hangloo, Rattan Lal. « Kashmiriyat: The Voice of the Past Misconstrued » dans Nyla Ali Khan, éd. *The Parchment of Kashmir*, 1st ed. New York, NY: Palgrave Macmillan, 2012, pp. 37-68.
- Hall, John A. *The state of the nation: Ernest Gellner and the theory of nationalism*. New York: Cambridge University Press, 1998.
- Hassnain, F. M. *Freedom Struggle in Kashmir*. Rima Pub. House, 1988.
- Hechter, Michael. *Containing Nationalism*. Oxford University Press, 2000.
- Hewitt, Christopher and Tom Cheetham. *Encyclopedia of Modern Separatist Movements*. Santa Barbara, CA: ABC-CLIO, 2000.
- Hewitt, J. Joseph, Jonathan Wilkenfeld, Ted Robert Gurr, *Peace and Conflict 2008*. Routledge, 2008.
- Hibbard, Scott W. *Religious Politics and Secular States: Egypt, India and the United States*. Baltimore, Md: Johns Hopkins University Press, 2010.

- Hilali, A.Z. « Kashmir dispute and UN mediation efforts: An historical perspective », *Small Wars & Insurgencies*, 8, n° 2 (1997): pp. 61-86.
- Hillman, Ben. « Studying Tibetan Identity ». In *The SAGE Handbook of Contemporary China*, par Weiping Wu et Mark Frazier, pp. 713-35. SAGE Publications Ltd, 2018.
- Hobsbawm, Eric J. *Nations and Nationalism since 1780: Programme, Myth, Reality*. Cambridge University Press, 1992.
- Hodson, Harry Vincent. *The Great Divide Britain India Pakistan*, Hutchinson, 1st Edition, 1969.
- Hussain, Maqsood. « Understanding Renaissance of Militancy in Kashmir and its Changing Contours.pdf ». *Studies in Indian Name Places* 40, n° 34 (mars 2020): pp. 846-57.
- Hussain, Shahla. « Kashmiri Visions of Freedom: The Past and the Present ». In *Kashmir: History, Politics, Representation*, édité par Chitralekha Zutshi, pp. 89-110. Cambridge: Cambridge University Press, 2017.
- Jamal, Arif. *Shadow War: The Untold Story of Jihad in Kashmir*. Brooklyn: Melville House, 2009.
- Jinks, Derek P. « The Anatomy of an Institutionalized Emergency: Preventive Detention and Personal Liberty in India ». *Michigan Journal of International Law* 22 (2001.): pp 311-370.
- Juteau, Danielle. *L'ethnicité et ses frontières*. 2^{ème} édition. Les Presses de l'Université de Montréal, 2015.
- Kalyvas, Stathis. « Foreword ». In *Rethinking Violence: States and Non-State Actors in Conflict*, édité par Erica Chenoweth et Adria Lawrence. Cambridge, MA: The MIT Press, 2010.
- Kalyvas, Stathis N. *The Logic of Violence in Civil War*. 1st edition. Cambridge University Press, 2006.
- Karmel, Solomon M. « Ethnic Tension and the Struggle for Order: China's Policies in Tibet ». *Pacific Affairs* 68, n° 4 (1995): pp. 485-508.

- Kashmir Study Group, « Jammu and Kashmir : General Reference Map », Maps and Explanations, Janvier 2000. Consulté le 25 mars 2021. http://kashmirstudygroup.com/awayforward/mapsexplan/jammu_kashmir.html.
- Kennedy, Dane. *Decolonization: A Very Short Introduction*. Oxford University Press, 2016.
- Khan, Nyla Ali. éd. *The parchment of Kashmir: history, society, and polity*. 1st edition. New York, NY: Palgrave Macmillan, 2012.
- Khilnani, Sunil. *The idea of India*. Penguin UK, 2003.
- Knaus, John Kenneth. *Orphans Of The Cold War: The United States, China, And The Tragedy Of Modern Tibet*. 1st edition. New York: PublicAffairs, 1999.
- Knop, Karen. *Diversity and self-determination in international law*. Cambridge University Press, 2002.
- Kohn, Shanna. « Tibetan Nonviolence ». *Peace Review* 26, n° 1 (janvier 2014): pp. 62-68.
- Kolås, Åshild. « Tibetan Nationalism: The Politics of Religion ». *Journal of Peace Research* 33, n° 1 (1996): pp. 51-66.
- Krause, Peter. *Rebel Power: Why National Movements Compete, Fight, and Win*. Cornell University Press, 2017.
- Lakhanpal, P. L. *Essential Documents and Notes on Kashmir Dispute*. International Publications, 1958.
- Lamb, Alastair. *Kashmir: A Disputed Legacy, 1846-1990*. Hertingfordbury, Hertfordshire, England: Roxford Books, 1991.
- Langer, Arnim, et Frances Stewart. « Horizontal Inequalities and Violent Conflict: Conceptual and Empirical Linkages ». In *Routledge Handbook of Civil Wars*, édité par Edward Newman et Karl DeRouen Jr. Routledge, 2014.
- Lin, Hsiao-Ting. « The 1934 Chinese Mission to Tibet: A Re-Examination ». *Journal of the Royal Asiatic Society* 12, n° 3 (novembre 2002): pp. 327-341.

« List of Documents Appended ». *Strategic Analysis* 25, n° 7 (octobre 2001): pp. 849-80. <https://doi.org/10.1080/09700160108459003>.

Lockwood, David E. « Sheikh Abdullah and the Politics of Kashmir ». *Asian Survey* 9, n° 5 (1969): pp. 382-396.

Mahoney, James. « Strategies of Causal Assessment in Comparative Historical Analysis ». In *Comparative Historical Analysis in the Social Sciences*, édité par James Mahoney et Dietrich Rueschemeyer, 1^{re} éd., pp. 337-72. Cambridge University Press, 2003.

Mahoney, James, et Richard Snyder. « Rethinking Agency and Structure in the Study of Regime Change ». *Studies in Comparative International Development* 34, n° 2 (juin 1999): pp. 3-32.

Marshall, Monty G et Ted Robert Gurr, *Peace and Conflict, 2003: A Global Survey of Armed Conflicts, Self-determination Movements and Democracy*. University of Maryland. Center for International Development and Conflict Management 2003.

Marshall, Monty G. Center for Systemic Peace, Major Episodes of Political Violence between 1946-2016, (2017). <http://www.systemicpeace.org/warlist/warlist.htm>.

McAdam, Doug. Sidney Tarrow et Charles Tilly, *Dynamics of Contention*. Cambridge University Press, 2001.

McArthur, Brian. *Penguin Book of Twentieth Century Speeches*. London: Penguin Viking, 1992.

McGranahan, Carole. « Kashmir and Tibet: Comparing Conflicts, States, and Solutions ». *India Review* 2, n° 3 (juillet 2003): pp. 145-180.

———. « Tibet's Cold War: The CIA and the Chushi Gangdrug Resistance, 1956–1974 ». *Journal of Cold War Studies* 8, n° 3 (juillet 2006): pp. 102-30.

———. *Arrested Histories: Tibet, the CIA, and Memories of a Forgotten War*. Durham NC: Duke University Press, 2010.

Menon, Vapal Pangunni. *Transfer of Power in India*. Princeton University Press, 2015.

- Minahan, James. *Nations without States: A Historical Dictionary of Contemporary National Movements*. London, UK: Greenwood Press, 1996.
- . *Encyclopedia of the Stateless Nations: Ethnic and National Groups around the World*. Westport, CT: Greenwood Press, 2002.
- Moore, Barrington. *Social Origins of Dictatorship and Democracy: Lord and Peasant in the Making of the Modern World*. Beacon Press, 1993.
- Murshed, Syed Mansoob, et Mohammad Zulfan Tadjoeeddin. « Revisiting the Greed and Grievance Explanations for Violent Internal Conflict ». *Journal of International Development* 21, n° 1 (janvier 2009): pp. 87-111.
- Mylonas, Harris. *The Politics of Nation-Building by Harris Mylonas*. Cambridge University Press., 2013.
- Noorani, A. G. *Article 370: A Constitutional History of Jammu and Kashmir*. Oxford University Press, 2011.
- Norbu, Dawa. *China's Tibet Policy*. Durham East Asia Series. London: Curzon Press, 1996.
- . « The 1959 Tibetan Rebellion: An Interpretation ». *The China Quarterly* 77 (mars 1979): pp. 74-93.
- Offerlé, Michel. « Retour critique sur les répertoires de l'action collective (XVIIIe - XXIe siècles) ». *Politix* n° 81, n° 1 (2008): pp. 181-202.
- Pepper, Suzanne. « The KMT-CCP conflict 1945–1949 » dans *The Cambridge History of China, Volume 13: Republican China 1912–1949, Part 2*, sous la direction de John K. Fairbank et Denis Twitchett, Cambridge: Cambridge University Press, 1983.
- Pierson, Paul. *Politics in Time – History, Institutions, and Social Analysis*. Princeton University Press, 2004.
- Powers, John. *History As Propaganda: Tibetan Exiles versus the People's Republic of China*. 1st edition. Oxford University Press, 2004.

- Racine, Jean-Luc. *Cachemire : au péril de la guerre*. Collection CERI/Autrement. Paris: Éditions Autrement, 2002.
- Ramusack, Barbara N. *The Indian Princes and Their States*. The New Cambridge History of India. Cambridge University Press, 2003.
- Rekacewicz, Philippe. « Jusqu'où ira la chine ? Chine : une mosaïque d'ethnies » *Le Monde diplomatique*, Manière de voir, n°85, février-mars 2006.
- . « De l'ère coloniale à la partition » *Le Monde diplomatique*, Manière de voir, n°94, août-septembre 2007. <https://www.monde-diplomatique.fr/52387>.
- Ritter, Daniel P. « Comparative Historical Analysis ». In *Methodological Practices in Social Movement Research*, édité par Donatella Della Porta, 1st edition. Oxford: Oxford University Press, 2014.
- Robin, Françoise. « La société civile tibétaine et ses relations avec le gouvernement tibétain en exil ». *Outre-Terre* n° 21, n° 1 (1 avril 2009): pp. 169-79.
- Roemer, Stephanie. *The Tibetan Government-in-Exile: Politics at Large*. Routledge Advances in South Asian Studies. London ; New York, NY: Routledge, 2008.
- Römer, Stephanie. « Organisation et approches du gouvernement tibétain en exil ». *Outre-Terre* n° 21, n° 1 (1 avril 2009): pp. 159-67.
- Sanín, Francisco Gutiérrez, et Elisabeth Jean Wood. « Ideology in Civil War: Instrumental Adoption and Beyond ». *Journal of Peace Research* 51, n° 2 (mars 2014): pp. 213-26.
- Saskena, Jyotsna. « Vers une sortie de crise au Cachemire » *Le Monde diplomatique*, L'Atlas géopolitique, 2006, pp. 210-211.
- Sautman, Barry, et June Teufel Dreyer, éd. *Contemporary Tibet: Politics, Development, and Society in a Disputed Region*. Armonk, N.Y: M.E. Sharpe, 2006.

- Schock, Kurt. « Nonviolent Action and Its Misconceptions: Insights for Social Scientists ». *PS: Political Science & Politics* 36, n° 4 (octobre 2003): pp. 705-712.
- . *Unarmed Insurrections: People Power Movements In Nondemocracies*. Minneapolis: University of Minnesota Press, 2005.
- Schofield, Victoria. *Kashmir in Conflict: India, Pakistan and the Unending War*. New ed. London: Tauris, 2003.
- Schwartz, Ronald David. *Circle of Protest: Political Ritual in the Tibetan Uprising*. Columbia University Press, 1994.
- Seton-Watson, Hugh. *Nations and States: An Enquiry into the Origins of Nations and the Politics of Nationalism*. Westview Press, 1977.
- Seymour, Lee JM, Kristin M Bakke, et Kathleen Gallagher Cunningham. « E Pluribus Unum, Ex Uno Plures: Competition, Violence, and Fragmentation in Ethnopolitical Movements ». *Journal of Peace Research* 53, n° 1 (janvier 2016): pp. 3-18.
- Shakya, Tsering. « Whither the Tsampa Eaters? » *HIMAL, Himalayan Magazine* 6, n° 5 (1993): pp. 8–11.
- . *The Dragon in the Land of Snows: A History of Modern Tibet since 1947*. New York: Columbia University Press, 1999.
- . « Transforming the Language of Protest », *Hot Spots, Fieldsights*, Avril 8 2012. <https://culanth.org/fieldsights/transforming-the-language-of-protest>
- . « Self-Immolation: The Changing Language of Protest in Tibet ». *Revue d'Etudes Tibétaines*, n° 25 (décembre 2012): pp. 19-39.
- Sharp, Gene. « Nonviolent Action ». In *Encyclopedia of Violence, Peace, and Conflict*, édité par Lester R. Kurtz et Jennifer Turpin, Vol. 1. Academic Press, 1999.
- Skocpol, Theda. *States and Social Revolutions: A Comparative Analysis of France, Russia, and China*. Cambridge: Cambridge University Press, 2015.

- Sisson, Richard, et Leo E. Rose. *War and Secession: Pakistan, India, and the Creation of Bangladesh*. University of California Press, 1990.
- Slater, Dan et Eric Simmons. « Informative Regress: Critical Antecedents in Comparative Politics », *Comparative Political Studies*, 43(7), 2010, pp. 886-917.
- Smith, Anthony D. *National Identity*. London: Penguin, 1991.
- . *Nationalism and Modernism*. Routledge, 1998.
- Snedden, Christopher. *The Untold Story of the People of Azad Kashmir*. London: Hurst & Co., 2012.
- . *Understanding Kashmir and Kashmiris*. Oxford University Press, 2015.
- Staniland, Paul. *Networks of Rebellion: Explaining Insurgent Cohesion and Collapse*. Ithaca: Cornell University Press, 2014.
- Stein, Rolf. A. *Tibetan Civilization*. Stanford, California: Stanford University Press, 1972.
- Summers, James. « The Right of Self-Determination and Nationalism in International Law », *International Journal on Minority and Group Rights* 12, (2005).
- Swami, Praveen. *India, Pakistan and the Secret Jihad: The Covert War in Kashmir, 1947-2004*. London: Routledge, 2013.
- Tarrow, Sidney. *Power in Movement: Social Movements and Contentious Politics*. 3^{ème} édition. Cambridge; New York: Cambridge University Press, 2011.
- Teiwes, Frederick C. « Establishment and Consolidation of the New Regime. » dans *The Cambridge History of China: Volume 14, The People's Republic, Part 1, The Emergence of Revolutionary China, 1949-1965*, sous la direction de Roderick MacFarquhar, John K. Fairbank Denis et C. Twitchett, Cambridge: Cambridge University Press, 1987.

Thomas, Charlotte. *Etre cachemiri à New Delhi. L'expérience du nationalisme à distance*, Les Études du CERI, n°231, juin 2017.

« Tibet Justice Center - Legal Materials on Tibet - Tibet - Constitution of Tibet (1963) [p.108] ». Consulté le 8 juillet 2020.
<https://www.tibetjustice.org/materials/tibet/tibet2.html>.

Tilly, Charles. *From Mobilization to Revolution*. Addison-Wesley, 1978.

Tilly, Charles. « Contentious Repertoires in Great Britain, 1758-1834 », dans *Repertoires and Cycles of Collective Action*, sous la direction de Mark Traugott. Duke University Press, 1995.

———. *The Politics of Collective Violence*. 1st edition. New York: Cambridge University Press, 2003.

———. « Large-Scale Violence as Contentious Politics ». In *International Handbook of Violence Research*, édité par Wilhelm Heitmeyer et John Hagan. Springer Science & Business Media, 2005.

———. « Why and How History Matters » dans *The Oxford Handbook of Political Science*, sous la direction Robert E. Goodin, Oxford University Press, 2011.

Tilly, Charles et Sidney Tarrow. *Politique(s) du conflit. De la grève à la révolution*. Presses de Sciences Po, 2008.

Toft, Monica Duffy. *The Geography of Ethnic Violence: Identity, Interests, and the Indivisibility of Territory*. Princeton University Press, 2003.

Toft, Monica Duffy and Stephen M. Saideman « Self-determination movement and their outcomes » dans *Peace and Conflict 2010*, sous la direction de J. Joseph Hewitt, Jonathan Wilkenfeld, Ted Robert Gurr, Routledge, 2010.

Tremblay, Reeta Chowdhari. « Nation, Identity and the Intervening Role of the State: A Study of the Secessionist Movement in Kashmir ». *Pacific Affairs* 69, n° 4 (1996): 471.

———. « Contested Governance, Competing Nationalisms and Disenchanted Publics: Kashmir beyond Intractability? » In *Kashmir: History, Politics,*

Representation, édité par Chitrlekha Zutshi, pp. 220-44. Cambridge: Cambridge University Press, 2017

Tsundue, Tenzin « When it Rains in Dharamsala », <https://www.tenzintsundue.com/poems/when-it-rains-in-dharamshala/>

Van Eekelen, Willem Frederik. *Indian Foreign Policy and the Border Dispute with China*. Springer, Dordrecht, 1967.

Varshney, Ashutosh. « India, Pakistan, and Kashmir: Antinomies of Nationalism ». *University of California Press* 31, n° 11 (1991): pp. 997-1019.

Vernerey, Mathieu. « Paradoxale « voie du milieu » au Tibet » *Le Monde diplomatique*, n°616, 2005/7, 22

Walter, Barbara F. « Building Reputation: Why Governments Fight Some Separatists but Not Others ». *American Journal of Political Science* 50, n° 2 (avril 2006): pp. 313-30.

Wani, Aijaz Ashraf. « Ethnic Identities and the Dynamics of Regional and Sub-Regional Assertions in Jammu and Kashmir ». *Asian Ethnicity* 14, n° 3 (juin 2013): pp. 309-41.

———. *What Happened to Governance in Kashmir? What Happened to Governance in Kashmir?* Oxford University Press, 2018.

Webb, Matthew J. « Greed, Grievance and Violent Separatism in South Asia ». In *The Political Economy of Conflict in South Asia*, édité par Matthew J. Webb et Albert Wijeweera, 149-70. International Political Economy Series. London: Palgrave Macmillan UK, 2015. https://doi.org/10.1057/9781137397447_9.

———. *Kashmir's Right to Secede: A Critical Examination of Contemporary Theories of Secession*. 1st edition. London ; New York: Routledge, 2012.

Weber, Max. *Economie et société: tome 1 Les catégories de la sociologie*. Agora. Pocket, 2003.

Wendy, Pearlman. « A Composite-Actor Approach to Conflict Behavior ». In *Rethinking Violence: States and Non-State Actors in Conflict*, édité par Adria

- Lawrence et Erica Chenoweth, pp. 197-219. Cambridge, MA: The MIT Press, 2010.
- Whitehead, Andrew. « The Rise and Fall of New Kashmir ». In *Kashmir*, édité par Chitralkha Zutshi, 1^{re} éd., pp. 70-88. Cambridge University Press, 2017.
- Widmalm, Sten. *Kashmir in Comparative Perspective: Democracy and Violent Separatism in India*. Hoboken: Taylor and Francis, 2014.
- Wimmer, Andreas. *Ethnic Boundary Making. Institutions, Power, Networks*. Oxford University Press, 2013.
- . *Waves of War: Nationalism, State Formation, and Ethnic Exclusion in the Modern World*. Cambridge England ; New York: Cambridge University Press, 2012.
- Wolff, Diane, et Robert Thurman. *Tibet Unconquered: An Epic Struggle for Freedom*. New York: Palgrave Macmillan, 2010.
- Xu, Guangqiu. « The United States and the Tibet Issue », *Asian Survey*, 37, n° 11 (novembre 1997): 17.
- Zutshi, Chitralkha. *Languages of Belonging : Islam, Regional Identity and The Making of Kashmir*. London: Hurst & Co, 2004.